

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[2015/204634]

Extrait de l'arrêt n° 135/2015 du 1<sup>er</sup> octobre 2015

Numéro du rôle : 6051

*En cause* : le recours en annulation partielle du décret de la Région wallonne du 13 mars 2014 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, introduit par la fabrique d'église de la Collégiale Sainte-Gertrude de Nivelles et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 1<sup>er</sup> octobre 2014 et parvenue au greffe le 3 octobre 2014, un recours en annulation des articles 6, 10, 12, 14, 15, 18, 19, 23, 25, 27, 30, 31, 34, 35, 37, 40, 45, 48 et 50 du décret de la Région wallonne du 13 mars 2014 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus (publié au *Moniteur belge* du 4 avril 2014, deuxième édition) a été introduit par la fabrique d'église de la Collégiale Sainte-Gertrude de Nivelles, la fabrique d'église de l'Immaculée Conception de Jumet-Gohyssart, la fabrique d'église de la paroisse de Sainte-Julienne de Liège, André-Joseph Léonard, Rémy Vancottem, Jean-Pierre Delville et Guy Harpigny, assistés et représentés par Me F. Judo et Me N. Nolet de Brauwere, avocats au barreau de Bruxelles.

(...)

II. *En droit*

(...)

*Quant aux dispositions attaquées et à leur contexte*

B.1.1. Le recours en annulation est dirigé contre les articles 6, 10, 12, 14, 15, 18, 19, 23, 25, 27, 30, 31, 34, 35, 37, 40, 45, 48 et 50 du décret de la Région wallonne du 13 mars 2014 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus (ci-après : le décret du 13 mars 2014).

Le décret du 13 mars 2014 modifie notamment le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (ci-après : CDLD), afin d'élargir et de simplifier l'organisation de la tutelle à l'égard des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus.

B.1.2. L'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, du CDLD, tel qu'il a été modifié par l'article 1<sup>er</sup>, non attaqué, du décret du 13 mars 2014, dispose :

« Le présent Livre, à l'exception du titre V, organise la tutelle administrative ordinaire :

[...]

7° sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ayant leur siège sur le territoire de la Région wallonne, à l'exception des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus situés sur le territoire de la région de langue allemande ».

L'article L3111-2 du CDLD, tel qu'il a été modifié par l'article 2, non attaqué, du décret du 13 mars 2014, dispose :

« Au sens du présent livre, on entend par :

[...]

6° l'organe représentatif agréé : les organes représentatifs des cultes reconnus par l'autorité fédérale;

7° les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus : les fabriques d'églises et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VII, 6°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

8° les établissements visés à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, et financés au niveau communal : les établissements chargés de la gestion du temporel du culte qui, en vertu de la loi, disposent d'un droit de financement à l'égard de la ou des communes sur lesquelles s'étend leur territoire;

9° les établissements visés à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, et financés au niveau provincial : les établissements chargés de la gestion du temporel du culte qui, en vertu de la loi, disposent d'un droit de financement à l'égard de la ou des provinces sur lesquelles s'étend leur territoire ».

B.2.1. L'article 6 du décret du 13 mars 2014 insère dans l'article L3122-1 du CDLD les mots : « à l'exception des établissements visés au 7° et financés au niveau communal » entre les mots : « une autorité visée à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup> » et les mots : « viole la loi ou blesse l'intérêt général ».

L'article L3122-1 du CDLD, ainsi modifié, dispose :

« Le Gouvernement peut annuler tout ou partie de l'acte par lequel une autorité visée à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, à l'exception des établissements visés au 7° et financés au niveau communal viole la loi ou blesse l'intérêt général ».

B.2.2. L'article 10 du décret du 13 mars 2014 insère dans la section première intitulée « Champ d'application », insérée par l'article 9 du même décret, du chapitre 1<sup>er</sup> intitulé « Tutelle générale d'annulation », inséré par l'article 8 du même décret, du titre VI intitulé « Tutelle administrative sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus visés à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7° », inséré par l'article 7 du même décret, de la troisième partie, livre premier du CDLD, l'article L3161-1 rédigé comme suit :

« Sont soumis à la tutelle générale d'annulation tous les actes autres que ceux visés à l'article L3162-1 ».

B.2.3. L'article 12 du décret du 13 mars 2014 insère dans la section 2 intitulée « Procédure », insérée par l'article 11 du même décret, du même chapitre, l'article L3161-2 rédigé comme suit :

« Le gouverneur peut annuler tout ou partie de l'acte par lequel un établissement visé à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7°, et financé au niveau communal, viole la loi ou blesse l'intérêt général ».

B.2.4. L'article 14 du décret du 13 mars 2014 insère, dans la même section, l'article L3161-4 rédigé comme suit :

« Les actes des établissements visés à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, et financés au niveau communal portant sur les objets suivants sont transmis au gouverneur, accompagnés de leur pièces justificatives, dans les quinze jours de leur adoption et ne peuvent pas être mis à exécution avant d'avoir ainsi été transmis :

1<sup>o</sup> pour ce qui concerne les actes relatifs aux marchés publics :

a) l'attribution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant H.T.V.A. excédant ceux repris au tableau ci-dessous :

	Adjudication ouverte/Appel d'offres ouvert.	Adjudication restreinte Appel d'offres restreint/Procédure négociée avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	250.000 euros	125.000 euros	62.000 euros
Fournitures et services	200.000 euros	62.000 euros	31.000 euros

b) l'avenant apporté aux marchés de travaux, de fournitures et de services visé au a) qui porte au minimum sur 10 pourcent du montant initial du marché;

c) l'avenant apporté aux marchés de travaux, de fournitures et de services visés au a) dont le montant cumulé aux montants des avenants successifs atteint au minimum 10 pourcent du montant initial du marché.

L'avis conforme de l'organe représentatif agréé est joint à la délibération portant sur l'attribution d'un marché public de travaux ayant pour objet des travaux à l'édifice du culte;

2<sup>o</sup> les opérations immobilières d'achat, de vente, d'échange, de location de plus de neuf ans, la constitution d'hypothèques et de droits réels démembrés, lorsque le montant de l'acte excède 10.000 euros;

3<sup>o</sup> pour ce qui concerne les actes relatifs aux dons et legs :

a) par dérogation aux dispositions de l'article L1221-2, les dons et legs assortis de charges en ce compris les charges de fondation;

b) par dérogation aux dispositions de l'article L1221-2, les dons et legs sans charge ni charge de fondation mais dont le montant excède 10.000 euros;

4<sup>o</sup> la construction d'un immeuble à affecter à l'exercice du culte ou au logement du ministre du culte.

L'avis de l'organe représentatif agréé concerné est joint à l'acte dans les cas visés au 3<sup>o</sup> a) lorsque l'acte contient des charges de fondation et au 4<sup>o</sup> ».

B.2.5. L'article 15 du décret du 13 mars 2014 insère, dans la même section, l'article L3161-5 rédigé comme suit :

« La liste des décisions ayant un coût financier et non reprises au budget, autres que celles visées à l'article L3161-4, prises par les établissements visés à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, et financés au niveau communal, est transmise au collège des bourgmestre et échevins ou aux collèges communaux concernés, dans les dix jours suivant la séance au cours de laquelle les décisions sont adoptées.

Le collège des bourgmestre et échevins ou les collèges communaux concernés peuvent solliciter une ou plusieurs décision(s) figurant dans la liste. Cette demande doit être introduite dans les dix jours de la réception de la liste. Le jour de la réception de la liste n'est pas inclus dans le délai. L'établissement visé à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, transmet au collège, dans les dix jours de la demande, la ou les décision(s) qu'il a sollicitée(s). Le jour de la réception de la demande n'est pas inclus dans le délai.

Le collège des bourgmestre et échevins ou les collèges communaux concernés peuvent introduire un recours, auprès du gouverneur de province, contre la ou les décision(s) qu'il a sollicitée(s). Ce recours doit être introduit dans les dix jours de la réception de la décision de l'établissement visé à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>. Le jour de la réception de la décision n'est pas inclus dans le délai.

Saisi d'un recours, le gouverneur de province réclame, à l'établissement visé à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, l'acte accompagné de ses pièces justificatives ».

B.2.6. L'article 18 du décret du 13 mars 2014 insère, dans la même section, l'article L3161-8 rédigé comme suit :

« Les actes des établissements visés à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, et financés au niveau provincial portant sur les objets suivants sont transmis au Gouvernement, accompagnés de leur pièces justificatives, dans les quinze jours de leur adoption et ne peuvent pas être mis à exécution avant d'avoir ainsi été transmis :

1<sup>o</sup> pour ce qui concerne les actes relatifs aux marchés publics :

a) l'attribution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant excédant ceux repris au tableau ci-dessous :

	Adjudication publique/Appel d'offres général H.T.V.A.	Adjudication restreinte/Appel d'offres restreint/Procédure négociée avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	250.000 euros	125.000 euros	62.000 euros
Fournitures et services	200.000 euros	62.000 euros	31.000 euros

b) l'avenant apporté à ces marchés de travaux, de fournitures et de services qui porte au minimum sur 10 % du montant initial du marché;

c) l'avenant apporté à ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des avenants successifs atteint au minimum 10 % du montant initial du marché.

L'avis conforme de l'organe représentatif agréé est joint à la délibération portant sur l'attribution d'un marché public de travaux ayant pour objet des travaux aux édifices du culte;

2<sup>o</sup> les opérations immobilières d'achat, de vente, d'échange, de location de plus de neuf ans, la constitution d'hypothèques et de droits réels démembrés, lorsque le montant de l'acte excède 10.000 euros;

3<sup>o</sup> pour ce qui concerne les actes relatifs aux dons et legs :

a) les dons et legs assortis de charges en ce compris les charges de fondation;

b) les dons et legs sans charge ni charge de fondation mais dont le montant excède 10.000 euros;

4<sup>o</sup> la construction d'un immeuble à affecter à l'exercice du culte ou au logement du Ministre du culte.

L'avis de l'organe représentatif agréé concerné sera joint à l'acte dans les cas visés au 3<sup>o</sup>, a), lorsque l'acte contiendra des charges de fondation et au 4<sup>o</sup> ».

B.2.7. L'article 19 du décret du 13 mars 2014 insère, dans la même section, l'article L3161-9 rédigé comme suit :

« La liste des décisions ayant un coût financier et non reprise au budget, autres que celles visées à l'article L3161-8, prises par les établissements visés à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, et financés au niveau provincial, est transmise aux collèges provinciaux concernés, dans les dix jours suivant la séance au cours de laquelle les décisions sont adoptées.

Les collèges provinciaux concernés peuvent solliciter une ou plusieurs décision(s) figurant dans la liste. Cette demande doit être introduite dans les dix jours de la réception de la liste. Le jour de la réception de la liste n'est pas inclus dans le délai. L'établissement visé à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, transmet au collège, dans les dix jours de la demande, la ou les décision(s) qu'il a sollicitée(s). Le jour de la réception de la demande n'est pas inclus dans le délai.

Les collèges provinciaux concernés peuvent introduire un recours, auprès du Gouvernement, contre la ou les décision(s) qu'ils ont sollicitée(s). Ce recours doit être introduit dans les dix jours de la réception de la décision par l'établissement visé à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>. Le jour de la réception de la décision n'est pas inclus dans le délai.

Saisi d'un recours, le Gouvernement réclame, à l'établissement visé à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, l'acte accompagné de ses pièces justificatives ».

B.2.8. L'article 23 du décret du 13 mars 2014 insère dans la section première intitulée « Champ d'application », insérée par l'article 22 du même décret, du chapitre II intitulé « Tutelle spéciale d'approbation », inséré par l'article 21 du même décret, du titre VI intitulé « Tutelle administrative sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus visés à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup> », inséré par l'article 7 du même décret, de la troisième partie, livre premier du CDLD, l'article L3162-1 rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Sont soumis à l'approbation du conseil communal, les actes des établissements visés à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, et financés au niveau communal portant sur les objets suivants :

1<sup>o</sup> le budget et les modifications budgétaires approuvés par l'organe représentatif agréé;

2<sup>o</sup> les comptes annuels approuvés par l'organe représentatif agréé.

§ 2. Sont soumis à l'approbation du Gouvernement, les actes des établissements visés à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, et financés au niveau provincial portant sur les objets suivants :

1<sup>o</sup> le budget et les modifications budgétaires approuvés par l'organe représentatif agréé;

2<sup>o</sup> les comptes annuels approuvés par l'organe représentatif agréé.

Le Gouvernement exerce la tutelle d'approbation après avoir recueilli l'avis des provinces concernées, ou après avoir constaté que lesdites provinces concernées n'ont pas rendu d'avis dans le délai prévu aux articles 16bis et quater, § 2, de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes.

§ 3. Lorsque l'établissement visé à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, relève du financement de plusieurs communes, le conseil communal de la commune qui, pour l'exercice en cours, finance la plus grande part de l'intervention globale, exerce la tutelle d'approbation après avoir recueilli l'avis favorable des autres communes concernées, ou après avoir constaté que ladite ou lesdites commune(s) n'a ou n'ont pas rendu d'avis dans le délai prévu aux articles 2, § 2, et 7, § 2, de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes.

Si, pour l'exercice en cours, plusieurs communes interviennent à part égale dans le financement de l'établissement visé à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, la commune sur le territoire de laquelle est situé le bâtiment principal affecté à l'exercice du culte, exerce la tutelle d'approbation après avoir recueilli l'avis des autres communes concernées ou après avoir constaté que lesdites communes n'ont pas rendu d'avis dans le délai prévu aux articles 2, § 2, et 7, § 2, de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes.

§ 4. Pour les actes visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, l'approbation de l'autorité de tutelle peut être refusée pour violation de la loi ou lésion de l'intérêt général.

Pour les actes visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, l'approbation de l'autorité de tutelle peut être refusée pour violation de la loi ».

B.2.9. L'article 25 du décret du 13 mars 2014 insère dans la section 2 intitulée « Procédure », insérée par l'article 24 du même décret, du même chapitre II, l'article L3162-2 rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. L'autorité de tutelle peut approuver ou ne pas approuver tout ou partie de l'acte sans toutefois pouvoir modifier, uniquement dans le cas des actes visés à l'article L3162-1, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les articles de dépenses relatifs à la célébration du culte définitivement arrêtés par l'organe représentatif du culte.

Pour les actes visés à l'article L3162-1, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, l'autorité de tutelle peut, sans préjudice de ce qui est inscrit dans l'alinéa premier, inscrire des prévisions de recettes et des postes de dépenses; elle peut les diminuer, les augmenter ou les supprimer et rectifier des erreurs matérielles.

§ 2. L'autorité de tutelle prend sa décision dans les quarante jours de la réception de l'acte approuvé par l'organe représentatif et de ses pièces justificatives.

L'autorité de tutelle peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir d'une durée maximale égale à la moitié du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

A défaut de décision dans le délai, l'acte est exécutoire.

§ 3. Lorsque l'établissement visé à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, relève du financement de plusieurs communes, et qu'un ou plusieurs avis défavorables ont été émis par les autres communes concernées, la commune qui exerce la tutelle spéciale d'approbation rend un avis, dans le délai fixé à l'article L3162-2, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>. A défaut, l'avis est réputé favorable.

La commune transmet alors son avis au gouverneur qui statue conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>. Le gouverneur prend sa décision dans les quarante jours de la réception du premier avis défavorable émanant d'une commune concernée. Le gouverneur peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir d'une durée maximale égale à la moitié de ce délai. A défaut de décision dans le délai, l'acte est exécutoire ».

B.2.10. L'article 27 du décret du 13 mars 2014 insère dans la section 3 intitulée « Des recours », insérée par l'article 26 du même décret, du même chapitre, l'article L3162-3 rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. L'organe représentatif du culte d'un établissement visé à l'article L3111-1, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, et financé au niveau communal dont l'acte a fait l'objet d'une décision de refus d'approbation ou d'une décision d'approbation partielle de la commune et l'établissement concerné, peut introduire un recours auprès du gouverneur dans les trente jours de la réception de la décision de l'autorité de tutelle. Une copie du recours est adressée au conseil communal exerçant la tutelle spéciale d'approbation et, le cas échéant, aux intéressés au plus tard le dernier jour du délai de recours.

§ 2. Le gouverneur peut approuver ou ne pas approuver, selon le cas, tout ou partie de la décision de l'autorité de tutelle dans les trente jours de la réception du recours sans toutefois pouvoir modifier, uniquement dans le cas des actes visés à l'article L3162-1, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les articles de dépenses relatifs à la célébration du culte définitivement arrêtés par l'organe représentatif du culte.

Pour les actes visés à l'article L3162-1, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, le gouverneur peut sans préjudice de ce qui est inscrit dans l'alinéa premier inscrire des prévisions de recettes et des postes de dépenses; il peut les diminuer, les augmenter ou les supprimer et rectifier des erreurs matérielles.

A défaut de décision dans ce délai, la décision querrellée est réputée confirmée ».

B.2.11. L'article 30 du décret du 13 mars 2014 abroge, dans l'article 62, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises (ci-après : le décret impérial du 30 décembre 1809), modifié par la loi du 10 mars 1999, les mots : « et notre autorisation si le montant dépasse 10.000 EUR ».

B.2.12. L'article 31 du décret du 13 mars 2014 abroge l'article 63 du même décret.

B.2.13. L'article 34 du décret du 13 mars 2014 remplace l'article 113 du même décret par ce qui suit :

« Les fondations, donations ou legs faits aux séminaires seront acceptés par l'évêque diocésain ».

B.2.14. L'article 35 du décret du 13 mars 2014 abroge l'arrêté royal du 16 août 1824 portant que les fabriques et administrations d'église ne peuvent prendre des dispositions sur les objets dont le soin ne leur est pas expressément conféré par les lois, règlements et ordonnances existants.

B.2.15. L'article 37 du décret du 13 mars 2014 remplace l'article 2 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Dans les vingt jours de la réception du budget et des pièces justificatives de celui-ci, l'organe représentatif du culte arrête les dépenses relatives à la célébration du culte, approuve le budget pour le surplus et transmet sa décision au conseil communal exerçant la tutelle spéciale d'approbation sur le budget ainsi que, lorsque la fabrique d'église paroissiale relève du financement de plusieurs communes, au gouverneur.

Si l'organe représentatif du culte ne transmet pas sa décision dans le délai, sa décision est réputée favorable.

§ 2. Dans les quarante jours de la réception du budget et des pièces justificatives de celui-ci, les conseils communaux autres que celui qui exerce la tutelle spéciale d'approbation sur ce budget rendent un avis sur le budget et transmettent leur avis au conseil communal exerçant la tutelle spéciale d'approbation sur le budget et, en cas d'avis défavorable, au gouverneur.

Si les conseils communaux visés à l'alinéa premier ne transmettent pas leur avis dans le délai, leur avis est réputé favorable ».

B.2.16. L'article 40 du décret du 13 mars 2014 remplace l'article 7 de la même loi par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Dans les vingt jours de la réception du compte et des pièces justificatives de celui-ci, l'organe représentatif du culte arrête les dépenses relatives à la célébration du culte, approuve le compte pour le surplus et transmet sa décision au conseil communal exerçant la tutelle spéciale d'approbation sur le compte ainsi que, lorsque la fabrique d'église relève du financement de plusieurs communes, au gouverneur.

Si l'organe représentatif du culte ne transmet pas sa décision dans le délai, sa décision est réputée favorable.

§ 2. Dans les quarante jours de la réception du compte et des pièces justificatives de celui-ci, les conseils communaux autres que celui qui exerce la tutelle spéciale d'approbation sur ce compte rendent un avis sur le compte et transmettent leur avis au conseil communal exerçant la tutelle spéciale d'approbation sur le compte et, en cas d'avis défavorable, au gouverneur.

Si les conseils communaux visés à l'alinéa premier ne transmettent pas leur avis dans le délai, leur avis est réputé favorable ».

B.2.17. L'article 45 du décret du 13 mars 2014 remplace l'article 15 de la même loi par ce qui suit :

« Si le budget ou le compte n'est pas remis, accompagné de ses pièces justificatives, aux dates fixées par les articles 1<sup>er</sup> et 6, de la présente loi, le collège communal de la commune exerçant la tutelle spéciale d'approbation sur le budget ou le compte en informe le gouverneur au plus tard dans les quinze jours suivant le dépassement du délai. Le gouverneur adresse à la fabrique une invitation par lettre recommandée et en informe l'organe représentatif du culte.

La fabrique qui, dans les trente jours de la réception de la lettre, n'a pas remis son budget ou son compte, ou les pièces justificatives demandées, ne peut plus désormais obtenir de subsides publics.

Le gouverneur constate cette déchéance par un arrêté qui est notifié à l'organe représentatif du culte, à la fabrique et aux conseils communaux intéressés ».

B.2.18. L'article 48 du décret du 13 mars 2014 insère dans la même loi un article 16bis rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Dans les vingt jours de la réception du budget et des pièces justificatives de celui-ci, l'organe représentatif du culte arrête les dépenses relatives à la célébration du culte, approuve le budget pour le surplus, et transmet sa décision au Gouvernement.

Si l'organe représentatif du culte ne transmet pas sa décision dans le délai, sa décision est réputée favorable.

§ 2. Dans les quarante jours de la réception du budget et des pièces justificatives de celui-ci, les conseils provinciaux visés à l'article 16, alinéa 2, rendent un avis sur le budget et transmettent leur avis au Gouvernement.

Si les conseils provinciaux visés à l'article 16, alinéa 2, ne transmettent pas leur avis dans le délai, leur avis est réputé favorable ».

B.2.19. L'article 50 du décret du 13 mars 2014 insère dans la même loi un article 16quater rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Dans les vingt jours de la réception du compte et des pièces justificatives de celui-ci, l'organe représentatif du culte arrête les dépenses relatives à la célébration du culte et approuve le compte pour le surplus, et transmet sa décision au Gouvernement.

Si l'organe représentatif du culte ne remet pas sa décision dans le délai, sa décision est réputée favorable.

§ 2. Dans les quarante jours de la réception du compte et des pièces justificatives de celui-ci, les conseils provinciaux visés à l'article 16ter, alinéa 2, rendent un avis sur le compte et transmettent leur avis au Gouvernement.

Si les conseils provinciaux visés à l'article 16ter, alinéa 2, ne transmettent pas leur avis dans le délai, leur avis est réputé favorable ».

B.3. Le décret du 13 mars 2014, qui réforme la tutelle sur les actes des communautés culturelles, « franchit une étape supplémentaire dans la modernisation et la simplification de l'ensemble de la tutelle en Wallonie, l'objectif étant l'harmonisation des dispositions en matière de tutelle administrative sur les pouvoirs locaux » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 965/1, p. 2).

Sont concernés « les établissements culturels financés au niveau communal (fabriques d'église paroissiale du culte catholique, cultes protestant, anglican et israélite) et ceux financés au niveau provincial (fabriques d'église cathédrale du culte catholique, et cultes orthodoxe et islamique) » (*ibid.*): « en ce qui concerne la tutelle d'annulation, le gouverneur de province reste l'autorité pour tous les actes des établissements financés au niveau communal et le Gouvernement, pour ceux des établissements financés au niveau provincial » (*ibid.*).

Le décret du 13 mars 2014 tend « à uniformiser la tutelle sur les cultes reconnus en Belgique », le législateur décrétant estimant « inutile de maintenir la distinction entre le culte catholique – en conservant le terme 'fabrique d'église' – et les autres cultes reconnus qui n'utilisent pas tous ce terme » (*ibid.*, p. 3); aux fins d'harmoniser la tutelle sur les six cultes reconnus, le décret « s'inspire pour ce faire de la tutelle des CPAS » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 965/5, p. 3), tout en maintenant les spécificités des établissements concernés, « puisqu'il est prévu l'intervention des organes représentatifs des cultes afin de garantir les libertés constitutionnelles de libre organisation et de libre exercice de chacun des cultes » (*ibid.*; voy. aussi Parlement wallon, *CRIC.*, n° 93 (2013-2014), séance publique en commission du mardi 18 février 2014, p. 18).



*Quant à la recevabilité du recours*

B.4.1. Le Gouvernement wallon soulève l'irrecevabilité du recours, en ce qu'il est introduit par les fabriques d'église, pour non-respect de l'article 77 du décret impérial du 30 décembre 1809 en ce que, d'une part, les décisions d'agir n'auraient été prises que par le conseil de fabrique, et non par le conseil et le bureau réunis, et en ce que, d'autre part, l'autorisation du collège provincial n'aurait pas été sollicitée par les fabriques d'église. Il conteste, pour le surplus, l'intérêt à agir de ces parties requérantes.

B.4.2. Les parties requérantes répondent qu'en vertu de l'article 12 du décret impérial du 30 décembre 1809, seule une délibération du conseil de fabrique est nécessaire, et que le collège provincial n'est pas le successeur du conseil de préfecture visé dans l'article 77 du même décret.

B.5. L'article 12 du décret impérial du 30 décembre 1809 dispose :

« Seront soumis à la délibération du conseil :

[...]

5° les procès à entreprendre ou à soutenir, les baux emphytéotiques ou à longues années, les aliénations ou échanges, et généralement tous les objets excédant les bornes de l'administration ordinaire des biens des mineurs ».

L'article 77 du même décret, tel qu'il était applicable au moment de l'introduction du présent recours, dispose :

« Ne pourront les marguilliers entreprendre aucun procès, ni y défendre, sans une autorisation du conseil de préfecture, auquel sera adressée la délibération qui devra être prise à ce sujet par le conseil et le bureau réunis ».

B.6.1. Il ressort des pièces annexées au recours que la décision d'agir en justice a été prise, en ce qui concerne la première partie requérante, par le conseil et le bureau réunis, comme le prévoit l'article 77 du décret impérial de 1809.

B.6.2. L'article 77 du décret impérial du 30 décembre 1809 doit s'interpréter comme exigeant une autorisation du collège provincial.

Ceci est d'ailleurs confirmé par les travaux préparatoires de l'article 33 du décret du 13 mars 2014, qui abroge l'article 77 du décret impérial du 30 décembre 1809 :

« Cet article abroge la tutelle spéciale d'autorisation du collège provincial prévue par le décret impérial du 30 décembre 1809 pour les actions en justice. Selon le cas, ce type d'opération relève désormais de la tutelle générale d'annulation du gouverneur de province ou du Gouvernement wallon » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 965/1, p. 7).

B.6.3. Bien que l'article 77 du décret impérial du 30 décembre 1809 ait été abrogé par le décret du 13 mars 2014 entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015, il s'imposait aux fabriques d'église au moment de l'introduction du présent recours.

B.6.4. L'autorisation d'agir en justice ne peut concerner un acte de l'autorité de tutelle (CE, 18 avril 1958, n° 6222).

Il en va de même pour l'autorisation de l'autorité de tutelle pour introduire un recours en annulation contre le décret organisant l'exercice de cette tutelle.

L'exigence d'une autorisation du collège provincial établie par l'article 77 du décret impérial du 30 décembre 1809, tel qu'il s'appliquait au présent recours, ne peut par conséquent être considérée comme s'appliquant en l'espèce.

B.6.5. Pour le surplus, la première partie requérante, dont la décision d'agir a été prise conformément à l'article 77 du décret impérial du 30 décembre 1809, justifie, en sa qualité de fabrique d'église, d'un intérêt à agir contre les dispositions qui organisent la tutelle à son égard.

B.6.6. Dès lors que le recours est recevable en ce qui concerne la première partie requérante, il n'est pas nécessaire d'examiner si les autres parties requérantes ont introduit leur recours de manière recevable.

B.7. L'exception du Gouvernement wallon est rejetée.

*Quant au fond**En ce qui concerne le premier moyen*

B.8. Le premier moyen, pris de la violation de l'article 35 de la Constitution et de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, est dirigé contre l'article 34 du décret du 13 mars 2014, en ce que cette disposition, en remplaçant l'article 113 du décret impérial du 30 décembre 1809, réglerait la matière des séminaires, qui relève de la compétence exclusive de l'autorité fédérale.

B.9.1. L'article 35 de la Constitution dispose :

« L'autorité fédérale n'a de compétences que dans les matières que lui attribuent formellement la Constitution et les lois portées en vertu de la Constitution même.

Les communautés ou les régions, chacune pour ce qui la concerne, sont compétentes pour les autres matières, dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi. Cette loi doit être adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa.

*Disposition transitoire*

La loi visée à l'alinéa 2 détermine la date à laquelle le présent article entre en vigueur. Cette date ne peut pas être antérieure à la date d'entrée en vigueur du nouvel article à insérer au titre III de la Constitution, déterminant les compétences exclusives de l'autorité fédérale ».

B.9.2. Dès lors que, conformément à la disposition transitoire, l'article 35 de la Constitution n'est pas encore en vigueur, il ne peut constituer une règle répartitrice de compétences au regard de laquelle la Cour peut exercer son contrôle.

Le moyen, en ce qu'il est pris de la violation de l'article 35 de la Constitution, n'est pas recevable.

B.10. Tel qu'il a été inséré par l'article 4 de la loi spéciale du 13 juillet 2001, l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles mentionne, parmi les matières visées à l'article 39 de la Constitution :

« VIII. En ce qui concerne les pouvoirs subordonnés :

[...]

6° les fabriques d'églises et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, à l'exception de la reconnaissance des cultes et des traitements et pensions des ministres des cultes ».

B.11. Avant sa modification par l'article 34 du décret wallon du 13 mars 2014, l'article 113 du décret impérial du 30 décembre 1809 disposait :

« Les fondations, donations ou legs faits aux églises cathédrales seront acceptés, ainsi que ceux faits aux séminaires, par l'évêque diocésain, sauf notre autorisation donnée en Conseil d'Etat, sur le rapport de Notre Ministre des cultes ».

Tel qu'il a été modifié par l'article 34 attaqué, l'article 113 du décret impérial du 30 décembre 1809 dispose :

« Les fondations, donations ou legs faits aux séminaires seront acceptés par l'évêque diocésain »

B.12. Les travaux préparatoires de cette disposition exposent :

« Vu la création de la tutelle générale d'annulation à transmission obligatoire dans le chef du Gouvernement wallon, pour tous actes de libéralités assortis de charges et/ou de charges pieuses, cet article abroge la tutelle spéciale d'autorisation prévue dans le décret impérial du 30 décembre 1809 pour les actes des fabriques d'église cathédrale portant sur les fondations, donations et legs » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 965/1, p. 7).

B.13. Si, comme le soutient le Gouvernement wallon, et comme cela ressort des travaux préparatoires précités, l'article 34 attaqué a pour seul but de modifier le régime applicable aux églises cathédrales, la modification qu'il apporte au texte de l'article 113 du décret impérial du 30 décembre 1809 supprime toutefois également, en ce qui concerne les séminaires, l'exigence d'une autorisation sur le rapport du ministre des cultes.

En modifiant de la sorte l'article 113 du décret impérial du 30 décembre 1809, l'article 34 attaqué viole l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

B.14. Le premier moyen est fondé.

*En ce qui concerne le deuxième moyen*

B.15. Le deuxième moyen, pris de la violation des articles 19 et 21 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme, est dirigé contre les articles 6, 10, 12, 14, 15, 18, 19, 23, 25, 27, 30, 31, 35, 37, 40, 48 et 50 du décret attaqué, en ce que les dispositions attaquées constitueraient des ingérences injustifiées dans la liberté organisationnelle des cultes reconnus.

Les parties requérantes estiment que les dispositions attaquées limitent de manière injustifiée le rôle des évêques (première branche), et introduisent des ingérences injustifiées dans l'autonomie organisationnelle des fabriques d'église, en réduisant les liens entre la fabrique d'église et son évêque (seconde branche).

B.16. L'article 19 de la Constitution dispose :

« La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions en toute matière, sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés ».

L'article 21 de la Constitution dispose :

« L'Etat n'a le droit d'intervenir ni dans la nomination ni dans l'installation des ministres d'un culte quelconque, ni de défendre à ceux-ci de correspondre avec leurs supérieurs, et de publier leurs actes, sauf, en ce dernier cas, la responsabilité ordinaire en matière de presse et de publication.

Le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale, sauf les exceptions à établir par la loi, s'il y a lieu ».

L'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« 1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.

2. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

B.17. La liberté de religion comprend, entre autres, la liberté d'exprimer sa religion, soit seul, soit avec d'autres.

Les communautés religieuses existent traditionnellement sous la forme de structures organisées. La participation à la vie d'une communauté religieuse est une expression de la conviction religieuse qui bénéficie de la protection de la liberté de religion. Dans la perspective également de la liberté d'association, la liberté de religion implique que la communauté religieuse puisse fonctionner paisiblement, sans ingérence arbitraire de l'autorité. L'autonomie des communautés religieuses est en effet indispensable au pluralisme dans une société démocratique et se trouve donc au cœur même de la liberté de religion. Elle présente un intérêt direct non seulement pour l'organisation de la communauté religieuse en tant que telle mais aussi pour la jouissance effective de la liberté de religion pour tous les membres de la communauté religieuse. Si l'organisation de la vie de la communauté religieuse n'était pas protégée par l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme, tous les autres aspects de la liberté de religion de l'individu s'en trouveraient fragilisés (CEDH, 26 octobre 2000, *Hassan et Tchaouch c. Bulgarie*, § 62).

La liberté de culte garantie par l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution reconnaît cette même autonomie d'organisation des communautés religieuses. Chaque religion est libre d'avoir sa propre organisation.

B.18. Lorsque le législateur décretaal prend une mesure qui doit être considérée comme une ingérence dans le droit des cultes reconnus de régler de manière autonome leur fonctionnement, il appartient à la Cour de vérifier si cette ingérence se justifie. Pour que l'ingérence soit compatible avec la liberté de religion et avec la liberté de culte, il est requis que la mesure fasse l'objet d'une réglementation suffisamment accessible et précise, qu'elle poursuive un objectif légitime et qu'elle soit nécessaire dans une société démocratique, ce qui implique que l'ingérence doit répondre à « un besoin social impérieux » et qu'il doit exister un lien raisonnable de proportionnalité entre le but légitime poursuivi, d'une part, et la limitation de ces libertés, d'autre part.

B.19. Le décret du 13 mars 2014 modifie les règles de tutelle à l'égard des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus. Il y a lieu de vérifier si, en adoptant les dispositions attaquées, le législateur décretaal a pris des mesures impliquant une ingérence dans le droit des cultes reconnus de régler de manière autonome leur fonctionnement et si de telles mesures satisfont aux exigences mentionnées en B.18.

*Première branche*

B.20. Dans la première branche du deuxième moyen, les parties requérantes critiquent des mesures qui restreindraient, selon elles, le rôle des évêques, et partant, la liberté de religion.

*a) L'information de l'organe représentatif du culte*

B.21.1. La critique de l'absence d'un droit d'information de l'organe représentatif du culte quant aux décisions prises par les établissements chargés de la gestion du temporel concerne l'organisation interne du culte. Le législateur décretaal, lorsqu'il organise la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel, n'a pas à organiser à l'égard de l'organe représentatif du culte un mécanisme d'information généralisée sur toute décision de ces établissements, les relations internes que ces établissements peuvent entretenir avec cet organe relevant de la liberté organisationnelle des cultes.

B.21.2. Pour le surplus, le décret du 13 mars 2014 organise une information de l'organe représentatif du culte des décisions de tutelle concernant les établissements culturels. L'article L3115-1, alinéa 1<sup>er</sup>, du CDLD, tel qu'il a été modifié par l'article 3 du décret du 13 mars 2014, dispose en effet :

« Toute décision de l'autorité de tutelle est notifiée à l'autorité concernée et, le cas échéant, aux intéressés et, en ce qui concerne les décisions portant sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, à l'organe représentatif agréé ».

Les travaux préparatoires du décret du 13 mars 2014 expliquent, au sujet de cette disposition, que son objectif est que « les décisions de l'autorité de tutelle (qu'il s'agisse du Gouvernement, du gouverneur de province ou du conseil communal) en matière de cultes, soient transmises à l'organe représentatif dont relève l'établissement culturel local » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 965/1, p. 3).

B.21.3. Le deuxième moyen, en sa première branche, en ce qu'il est dirigé contre l'absence de droit d'information de l'évêque, n'est pas fondé.

*b) L'avis de l'organe représentatif du culte*

B.22.1. Les parties requérantes critiquent également l'insuffisante prise en compte de l'avis de l'organe représentatif du culte dans les articles 6, 10, 12, 14 et 18 du décret du 13 mars 2014.

B.22.2. Les articles 6, 10 et 12 attaqués organisent une tutelle générale d'annulation des actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes. L'annulation peut être prononcée si l'acte « viole la loi ou blesse l'intérêt général », l'intérêt général recouvrant « l'intérêt communal et l'intérêt provincial » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 965/1, p. 4); dans le cadre de l'exercice de cette tutelle, l'avis de l'organe représentatif du culte n'est pas requis.

B.22.3. Les articles 14 et 18 organisent « une tutelle générale d'annulation à transmission obligatoire pour certains actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 965/1, p. 4), en uniformisant les mesures de tutelle à l'égard de tous les cultes reconnus; les actes visés concernent des marchés publics au-delà d'un certain seuil, les opérations civiles immobilières dépassant un montant de 10 000 euros, certaines libéralités faites aux établissements culturels, ainsi que la construction d'un immeuble destiné au culte ou au logement d'un ministre du culte. La transmission de certains de ces actes doit, en outre, s'accompagner de l'avis ou de l'avis conforme de l'organe représentatif du culte. Il convient à cet égard de rappeler que l'article 62 du décret impérial du 30 décembre 1809, tel qu'il a été modifié par le décret attaqué, dispose :

« Ne pourront les biens immeubles de l'église être vendus, aliénés, échangés, ni même loués pour un terme plus long que neuf ans, sans une délibération du conseil, [et] l'avis de l'évêque diocésain ».

Cette disposition doit donc être combinée avec l'article 14 attaqué, de sorte que l'avis de l'évêque reste requis pour ces catégories d'actes portant sur les biens immobiliers de l'église, quel qu'en soit le montant.

B.22.4. La liberté de religion et l'autonomie d'organisation des communautés religieuses qui en découle ne signifient pas que le législateur décréteil soit tenu, lorsqu'il organise la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, de recueillir en toutes hypothèses l'avis de cet organe représentatif préalablement à l'exercice de la tutelle.

Si, dans les hypothèses où soit l'avis conforme, soit l'avis de l'organe représentatif du culte est requis dans le cadre de l'exercice de la tutelle, le législateur décréteil accepte de prendre en compte le rôle de cet organe à l'égard des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, la liberté religieuse n'impose toutefois pas de solliciter cet avis avant toute décision de l'autorité de tutelle, ni d'organiser au niveau de la tutelle publique des relations internes qui relèvent précisément de l'autonomie organisationnelle des communautés religieuses.

B.22.5. Le deuxième moyen, en sa première branche, en ce qu'il est dirigé contre l'insuffisante prise en compte préalable de l'avis de l'organe représentatif, qui découlerait des articles 6, 10, 12, 14 et 18 du décret du 13 mars 2014, n'est pas fondé.

*c) les délais auxquels est soumis l'organe représentatif du culte*

B.23.1. Les parties requérantes critiquent également le délai de vingt jours auquel est soumis l'organe représentatif du culte pour approuver les budgets et les comptes et arrêter les dépenses relatives à la célébration du culte.

B.23.2. L'exposé des motifs du décret attaqué indique à ce sujet :

« Tout comme pour les communes et les CPAS, les budgets, modifications budgétaires et comptes restent soumis à la tutelle spéciale d'approbation. Pour les cultes financés au niveau communal, vu l'obligation de fournir des interventions de secours aux établissements culturels, les autorités communales seront à l'avenir impliquées plus concrètement dans le processus d'approbation des budgets, modifications budgétaires et comptes annuels de leurs établissements, puisque leur rôle ne sera plus limité au seul avis.

L'instauration d'un délai de rigueur imparti à l'autorité d'approbation au niveau de l'instruction des budgets et comptes des établissements culturels vise en outre à assurer [la] cohérence juridique et équité avec les dispositions figurant dans le décret du 22 novembre 2007 modifiant certains articles du Code de la démocratie locale et de la décentralisation » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 965/1, p. 2).

En imposant à l'évêque diocésain un délai de vingt jours pour approuver les budgets et comptes des fabriques d'église, et arrêter les dépenses du culte, les articles 37, 40, 48 et 50 attaqués ne contiennent pas d'ingérence dans la liberté de religion de ces établissements et de l'organe représentatif.

Ce délai s'impose de manière identique aux organes représentatifs des différents établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et a pour but de permettre aux autorités de tutelle de disposer à temps des éléments leur permettant d'approuver les budgets et comptes de ces établissements.

Ce délai de vingt jours n'apparaît d'ailleurs pas déraisonnable, dès lors qu'il est directement repris du régime antérieur, tel qu'il résultait de l'article 3 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, abrogé par l'article 38 non attaqué du décret du 13 mars 2014.

B.23.3. Le deuxième moyen, en sa première branche, en ce qu'il est dirigé contre les articles 37, 40, 48 et 50 du décret du 13 mars 2014, n'est pas fondé.

*d) le recours*

B.24.1. Les parties requérantes critiquent également l'article 27 du décret du 13 mars 2014 en ce que cette disposition n'offrirait pas à l'évêque un recours effectif contre une décision de refus d'approbation ou d'approbation partielle de la commune, étant donné qu'il suffirait pour le gouverneur de ne pas statuer dans les trente jours pour que la décision de refus devienne définitive.

B.24.2. Les travaux préparatoires de cette disposition indiquent :

« Le paragraphe premier de cet article crée, au bénéfice des établissements culturels financés au niveau communal et de leur organe représentatif, une procédure de recours organisé devant le gouverneur contre la décision prise par l'autorité de tutelle à l'égard des budgets, des modifications budgétaires et des comptes des établissements culturels.

Dans un souci de cohérence juridique avec ce qui est pratiqué au niveau des budgets, des modifications budgétaires et des comptes querellés des communes et des provinces, il est instauré un délai de rigueur imparti à l'autorité de recours qui statue sur les budgets, les modifications budgétaires et les comptes querellés des établissements culturels » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 965/1, p. 6).

B.24.3. La disposition attaquée instaure un délai de rigueur pour que l'autorité statue sur le recours de l'établissement concerné ou de l'organe représentatif du culte; cette mesure ne constitue pas une ingérence dans la liberté organisationnelle des cultes.

Pour le surplus, à supposer que l'allégation d'une atteinte au droit à un recours effectif puisse être envisagée sous l'angle d'une atteinte à la liberté de religion, cette critique ne peut davantage être accueillie. En effet, en prévoyant qu'à défaut de décision dans ce délai, la décision querellée est réputée confirmée, la mesure attaquée confère un effet au non-respect de ce délai de trente jours par l'autorité de recours : en assimilant l'absence de décision à une décision de confirmation de la décision attaquée, cet article, loin de méconnaître le droit à un recours effectif, assure au contraire la sécurité juridique et permet aux intéressés d'exercer un recours devant le Conseil d'Etat.

B.24.4. Le deuxième moyen, en sa première branche, en ce qu'il est dirigé contre l'article 27 du décret du 13 mars 2014, n'est pas fondé.

B.25. Le deuxième moyen, en sa première branche, n'est pas fondé.

*Seconde branche*

B.26. Dans la seconde branche de leur deuxième moyen, les parties requérantes critiquent ce qu'elles estiment constituer des ingérences dans la liberté organisationnelle dont bénéficient les fabriques d'église et les évêques.

*a) L'obligation de transmission*

B.27.1. Les articles 15 et 19 attaqués prévoient la transmission aux autorités de tutelle d'une liste de décisions ayant un coût financier et non reprises au budget, dans les dix jours suivant la séance au cours de laquelle les décisions sont adoptées.

Il a été précisé dans les travaux préparatoires :

« Concernant les rapports entre les établissements culturels et le pouvoir subsidiant, le décret ouvre la porte vers davantage de transparence et vers une plus grande concertation : les établissements culturels ont l'obligation de transmettre à l'autorité subsidiaire, une liste de toutes les décisions ayant un coût financier et non reprises au budget avec une possibilité de recours du pouvoir subsidiant auprès, soit du gouverneur, soit du Gouvernement selon le cas, sur ces décisions » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 965/1, p. 2).

Il a également été indiqué :

« Cet article crée une obligation d'information, par la transmission d'une liste de décisions, au pouvoir subsidiant lorsque l'établissement chargé de la gestion du temporel d'un culte reconnu prend une délibération qui ne rentre pas dans les catégories d'actes visés à l'article L3161-4 mais qui peut avoir, par le biais de l'article L1321-1, 9°, du CDLD, une incidence financière pour le pouvoir subsidiant lorsque celle-ci n'est pas reprise au budget.

La disposition donne donc un droit au pouvoir subsidiant de solliciter les décisions concernées et d'introduire un recours.

Toutefois, dans le souci de ne pas imposer la production d'une liste trop importante, les décisions ayant un impact financier qui rentrent dans les catégories d'actes visées à l'article L3161-4, ou les décisions qui pouvaient déjà se déduire clairement des actes visés à l'article 3161-1, § 1<sup>er</sup>, 1°, ne doivent pas être renseignées dans ladite liste » (*ibid.*, p. 5).

B.27.2. Il ressort de ce qui précède que les décisions concernées sont celles qui sont susceptibles d'avoir l'incidence prévue à l'article L1321-1, 9°, du CDLD, qui dispose :

« Le conseil communal est tenu de porter annuellement au budget des dépenses toutes celles que les lois mettent à la charge de la commune et spécialement les suivantes :

[...]

9° les secours aux fabriques d'église et aux consistoires, conformément aux dispositions existantes sur la matière, en cas d'insuffisance constatée des moyens de ces établissements; ».

Cette obligation de transmission tend à permettre à l'autorité de tutelle d'exercer un contrôle sur les dépenses qui ne seraient pas reprises dans le budget; elle permet à l'autorité de tutelle de solliciter éventuellement un complément d'information portant sur une ou plusieurs de ces décisions. Cette mesure ne constitue pas une ingérence dans la liberté organisationnelle des cultes, mais tend à offrir une information complète à l'autorité de tutelle sur les seules décisions qui imposent une intervention financière additionnelle de l'autorité subsidiaire, par rapport au budget annoncé de l'établissement culturel.

En outre, le délai de dix jours prévu par ces dispositions n'est pas disproportionné et n'impose pas une charge déraisonnable aux établissements concernés, puisqu'il ne concerne que la communication d'une liste de décisions ayant un coût financier, sans que cette liste doive être accompagnée de pièces justificatives.

B.27.3. Quant au délai de quinze jours pour transmettre, accompagnés de leurs pièces justificatives, certains actes des établissements visés aux articles 14 et 18 attaqués (marchés publics d'un certain montant, actes concernant les biens immobiliers, dons et legs d'une certaine ampleur, construction d'un immeuble affecté au culte ou au logement du ministre du culte), il n'apparaît pas non plus déraisonnable ou disproportionné, ces actes, qui ont une incidence financière importante, pouvant être considérés comme faisant l'objet d'un suivi particulier au niveau de l'établissement concerné chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus, et justifiant de même un contrôle particulier de l'autorité de tutelle.

Il n'appartient pas, pour le surplus, au législateur décretaal, lorsqu'il règle les modalités d'exercice de la tutelle, de tenir compte du rythme des réunions des conseils ou des bureaux des fabriques d'église, ni du fait que les fabriques d'église seraient composées majoritairement de bénévoles.

B.27.4. Le deuxième moyen, en sa seconde branche, en ce qu'il est dirigé contre les articles 14, 15, 18 et 19 du décret du 13 mars 2014, n'est pas fondé.

*b) L'approbation des budgets*

B.28.1. Les parties requérantes critiquent aussi la tutelle spéciale d'approbation des budgets (articles 23, 25 et 27 attaqués), en ce que l'autorité de tutelle pourrait modifier les prévisions de recettes et de dépenses, et en ce que cette autorité de contrôle serait également celle qui a l'obligation d'intervenir financièrement à l'égard des établissements chargés de la gestion du temporel du culte.

B.28.2. Les travaux préparatoires concernant l'article 23 attaqué exposent :

« En son paragraphe premier, cet article vise à permettre aux autorités communales, lesquelles sont tenues de fournir des interventions de secours aux établissements culturels organisés au plan communal, d'être impliquées plus concrètement dans le processus d'approbation des budgets, des modifications budgétaires et des comptes de ces établissements. En effet, le présent article prévoit de donner aux autorités communales un pouvoir plus important que celui consistant en l'unique droit actuel d'aviser les budgets, les modifications budgétaires et les comptes de ces établissements. En outre, les documents soumis aux communes devront préalablement avoir été soumis à l'approbation de l'organe représentatif.

Le paragraphe deux vise à permettre que, dans un souci d'unicité de jurisprudence, la tutelle d'approbation à l'égard des budgets, des modifications budgétaires et des comptes des établissements culturels organisés au plan provincial soit maintenue au niveau du Gouvernement wallon. Dans ce cas aussi, les documents soumis au Gouvernement devront préalablement avoir été soumis à l'approbation de l'organe représentatif agréé » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 965/1, p. 5).

En ce qui concerne l'article 25 attaqué, il est expliqué :

« Cet article fixe la procédure applicable en matière de tutelle spéciale d'approbation.

Dans un souci de cohérence juridique, un pouvoir de réformation similaire à celui accordé aux autorités de tutelle des budgets, des modifications budgétaires et des comptes des communes et des provinces, est accordé aux autorités de tutelle des budgets, des modifications budgétaires et des comptes, préalablement approuvés par l'organe représentatif, des établissements culturels, notamment dans le respect des législations existantes.

[...]

En ce qui concerne les budgets et les modifications budgétaires des établissements culturels, l'autorité de tutelle ne peut pas modifier les dépenses relatives à la célébration du culte, lesquelles sont définitivement arrêtées par l'organe représentatif du culte.



En ce qui concerne les comptes des établissements cultuels, l'autorité de tutelle peut modifier les dépenses relatives à la célébration du culte, même après que celles-ci aient été arrêtées par l'organe représentatif du culte » (*ibid.*, p. 6).

En ce qui concerne la possibilité de recours organisée par l'article 27 attaqué, les travaux préparatoires mentionnent également :

« Un pouvoir de réformation des budgets, des modifications budgétaires et des comptes querellés est accordé à l'autorité de recours notamment dans le respect des législations existantes, afin de lui permettre, le cas échéant, de régler définitivement le problème relevé dans le litige, et d'éviter en conséquence que l'acte ne doive une nouvelle fois être adopté, ce qui engendrerait immanquablement une importante perte de temps.

En ce qui concerne les budgets et les modifications budgétaires des établissements cultuels, l'autorité de recours ne peut pas modifier les dépenses relatives à la célébration du culte, lesquelles sont définitivement arrêtées par l'organe représentatif du culte.

En ce qui concerne les comptes des établissements cultuels, l'autorité de recours peut modifier les dépenses relatives à la célébration du culte » (*ibid.*).

B.28.3. En soumettant les budgets, modifications budgétaires et comptes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes à une tutelle spéciale d'approbation, les dispositions attaquées peuvent constituer une ingérence dans l'autonomie organisationnelle de ces établissements. Ce contrôle est toutefois justifié par le fait que ces établissements sont financés par les pouvoirs locaux, et qu'une rationalisation des dépenses locales participe de l'intérêt de ces collectivités. Cette ingérence est par ailleurs limitée, l'autorité de tutelle ne pouvant modifier le budget qui relève spécifiquement du culte.

Il ressort en effet des travaux préparatoires précités que l'autorité de tutelle ou l'autorité de recours ne peuvent, respectivement, modifier les budgets et les modifications budgétaires des établissements cultuels qu'en ce qui concerne des dépenses qui ne sont pas relatives à la célébration du culte, les dépenses relatives à la célébration du culte étant définitivement arrêtées par l'organe représentatif du culte.

Quant à la possibilité de modifier les comptes des établissements cultuels concernant des dépenses relatives à la célébration du culte, elle se justifie par le souci de mettre ces comptes en adéquation avec les coûts effectivement engendrés par la célébration du culte.

B.28.4. Contrairement à ce que les parties requérantes allèguent, les dispositions attaquées ne contiennent pas d'ingérence injustifiée dans la liberté organisationnelle des cultes reconnus, mais organisent un contrôle des budgets, modifications budgétaires et comptes des établissements cultuels qui constitue le corollaire de leur financement public, tout en préservant la spécificité de ces établissements et le rôle de l'organe représentatif du culte dans la détermination des dépenses relatives à la célébration du culte.

B.28.5. Le deuxième moyen, en sa seconde branche, en ce qu'il est dirigé contre les articles 23, 25 et 27 du décret du 13 mars 2014, n'est pas fondé.

*c) la suppression de certaines formes de tutelle*

B.29. Pour le surplus, il n'apparaît pas en quoi l'abrogation de certaines formes de tutelle spéciale d'autorisation dans les articles 30, 31 et 35 attaqués pourrait constituer une diminution de la protection offerte aux biens des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes.

B.30. Le deuxième moyen, en sa seconde branche, en ce qu'il est dirigé contre les articles 30, 31 et 35 du décret du 13 mars 2014, n'est pas fondé.

B.31. Le deuxième moyen, en sa seconde branche, n'est pas fondé.

*En ce qui concerne le troisième moyen*

B.32. Le troisième moyen, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, est dirigé contre les articles 6, 10, 12, 14, 15, 18, 19, 27, 37, 40, 45, 48 et 50 du décret du 13 mars 2014.

Les parties requérantes estiment que les dispositions attaquées traitent de manière identique les fabriques d'église et les CPAS, sans tenir compte des spécificités des premières (première branche), et discriminent les fabriques d'église en les soumettant à des règles plus défavorables que les CPAS, telles que les délais ou un régime de déchéance automatique (seconde branche).

*Première branche*

B.33.1. Dans la première branche du troisième moyen, les parties requérantes critiquent les articles 6, 10, 12, 14, 18 et 27 du décret en ce que ces dispositions ne tiendraient pas suffisamment compte de la présence et du rôle des évêques dans la vie des fabriques d'église. Elles critiquent également l'obligation de transmission des décisions ayant un coût financier, prévue par les articles 15 et 19 attaqués, calquée sur celle applicable aux CPAS, ainsi que les délais dans lesquels les établissements cultuels sont tenus de transmettre certaines décisions (articles 14, 15, 18 et 19 attaqués).

B.33.2. Si le décret wallon du 13 mars 2014 tend à harmoniser les dispositions en matière de tutelle administrative sur les pouvoirs locaux, en s'inspirant notamment de la tutelle sur les CPAS (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 965/5, p. 3), il uniformise les mécanismes de tutelle existants à l'égard des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, tout en prenant en compte à diverses reprises le point de vue de l'organe représentatif du culte, reconnaissant ainsi le rôle de ce dernier.

Contrairement à ce que les parties requérantes soutiennent, le décret attaqué tient compte des spécificités des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, de sorte que la critique portant sur un traitement identique des établissements cultuels et des CPAS ne peut être suivie.

B.33.3. Pour le surplus, les critiques des requérants s'identifient à celles contenues dans le deuxième moyen, de sorte que, pour les mêmes motifs, le troisième moyen, en sa première branche, n'est pas fondé.

*Seconde branche*

B.34.1. Dans la seconde branche du troisième moyen, les parties requérantes critiquent les articles 37, 40, 48 et 50 en ce que l'évêque dispose de vingt jours pour arrêter les dépenses du culte et approuver les budgets des fabriques d'église, alors que les autorités de tutelle disposent de quarante jours pour approuver ces budgets.

B.34.2. Les articles 37 et 40 règlent les procédures relatives, d'une part, à la décision de l'organe représentatif du culte sur les dépenses relatives à la célébration du culte figurant, respectivement, dans le budget et le compte de la fabrique d'église paroissiale et l'approbation du surplus, et, d'autre part, aux avis des conseils communaux qui n'exercent pas la tutelle spéciale d'approbation sur, respectivement, le budget et le compte (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 965/1, p. 8); les articles 48 et 50 constituent, respectivement, le corollaire de ces dispositions lorsque l'établissement cultuel est une fabrique d'église cathédrale (*ibid.*, p. 9).

L'instauration d'un délai de rigueur imparti aux autorités pouvant rendre soit une décision, soit un avis sur, respectivement, le budget ou le compte de l'établissement cultuel vise à permettre à l'autorité de tutelle de statuer sur, respectivement, le budget ou le compte dans le délai de rigueur qui lui est imparti (*ibid.*, p. 8).

Quant au délai de quarante jours, les travaux préparatoires expliquent, en ce qui concerne l'article 25 du décret du 13 mars 2014 :

« Le délai de quarante jours accordé à l'autorité de tutelle pour prendre sa décision vise à permettre matériellement aux conseils communaux d'organiser une séance au cours de laquelle l'acte qui leur est soumis sera examiné » (*ibid.*, p. 6).

Le délai de vingt jours initialement prévu dans l'article 50 attaqué a d'ailleurs été porté à quarante jours afin d'éviter que le conseil provincial, qui se réunit une fois par mois, ne doive organiser une séance exceptionnelle engendrant des coûts de fonctionnement supplémentaires (amendement n° 3, *Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 965/2, p. 2); ce délai a également été porté à quarante jours pour les conseils communaux dans les articles 37 et 40 attaqués, par voie d'amendement (amendements n° 1 et 2, *Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 965/4).

B.34.3. L'organe représentatif du culte et les autorités de tutelle sont, au regard de leur rôle et de leur statut, dans une situation essentiellement différente en ce qui concerne les délais qui leur sont impartis pour exercer leur mission de contrôle des budgets et des comptes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes. Il serait, par ailleurs, contraire à l'identité de traitement entre les différents cultes reconnus de moduler ce délai en fonction du nombre d'établissements cultuels relevant de l'organe représentatif du culte.

Pour le surplus, le délai de vingt jours s'imposant à l'organe représentatif du culte n'est pas déraisonnable ou disproportionné, ce délai étant celui qui, comme il a été rappelé en B.23.2, existait déjà dans le régime antérieur applicable au culte catholique.

B.34.4. Le troisième moyen, en sa seconde branche, en ce qu'il est dirigé contre les articles 37, 40, 48 et 50 du décret du 13 mars 2014, n'est pas fondé.

B.35.1. Les parties requérantes critiquent enfin le régime de déchéance prévu par l'article 45 attaqué, qui n'existerait pas pour les CPAS.

B.35.2. L'exposé des motifs du décret du 13 mars 2014 indique :

« [La] procédure de déchéance prévue dans les législations spécifiques est modernisée et étendue à tous les cultes. Le décret tend à investir le pouvoir subsidiant d'une obligation d'information, en cas de manquement de l'établissement cultuel, afin d'assurer une action rapide et éviter ainsi les retards administratifs » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 965/1, p. 2).

Les travaux préparatoires relatifs à l'article 45 attaqué exposent également :

« La révision de cet article a été effectuée dans le but de réorganiser la procédure amenant à la déchéance d'un établissement cultuel.

La procédure de déchéance existe déjà dans la loi du 4 mars 1870. La modification ne fait que mettre en concordance cette loi avec la nouvelle compétence communale d'approbation des budgets et comptes. Il est proposé de la maintenir car la déchéance est le seul moyen de pression pour que les établissements chargés de la gestion du temporel du culte (pas seulement les fabriques d'église, mais aussi les établissements des autres cultes) se conforment à leurs obligations légales de remise des comptes et budgets. Il serait d'ailleurs totalement incongru qu'un établissement qui ne remet pas ses comptes et budgets puisse obliger les communes ou provinces à [lui] donner des subventions.

[...]

Pour le surplus, pour sortir de la déchéance, il est possible pour les établissements déchus de réintroduire une procédure de reconnaissance.

A titre informatif, la procédure et les critères de reconnaissance des communautés locales sont jurisprudentiels et sont hérités de l'ancienne compétence fédérale (nombre de fidèles, avis communaux,...).

[...]

La déchéance n'implique pas une perte de reconnaissance de la personnalité juridique mais une perte du droit à la subvention néanmoins une confirmation de la reconnaissance peut remettre la communauté dans le pristin état de reconnaissance en entraînant des droits et obligations pour les communes/provinces et pour les communautés locales :

- pour la commune/province : l'obligation de porter annuellement au budget des dépenses les secours aux établissements publics du culte, en cas d'insuffisance constatée des moyens de ces établissements et l'obligation de mettre à la disposition du desservant du culte un presbytère ou, à défaut, un logement ou, encore à défaut, allouer une indemnité de logement et cela même si l'établissement public du culte a les moyens financiers de prendre cette obligation à sa charge.

En contrepartie de ces obligations, les communautés locales sont soumises à l'exercice de la tutelle sur leurs comptes et budgets » (*ibid.*, pp. 8-9).

B.35.3. Ce régime de déchéance participe de l'effectivité de la tutelle, en incitant les établissements concernés à éviter des retards ou omissions dans la communication de leurs budgets et comptes, en contrepartie de leur financement public au niveau local. Le régime de déchéance existait d'ailleurs en ce qui concerne le culte catholique et a été étendu aux autres cultes reconnus. La circonstance que le régime de déchéance n'existe pas pour les CPAS ne suffit pas à conclure à une différence de traitement injustifiée entre les établissements cultuels et les CPAS.

Cette sanction à l'égard des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes est raisonnablement justifiée par l'objectif de rationalisation des dépenses au niveau local, poursuivi par le décret attaqué.

B.35.4. Le troisième moyen, en sa seconde branche, tel qu'il est dirigé contre l'article 45 du décret du 13 mars 2014, n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 34 du décret de la Région wallonne du 13 mars 2014 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

Le greffier,

F. Meersschaut

Le président,

J. Spreutels

## GRONDWETTELIJK HOF

[2015/204634]

## Uittreksel uit arrest nr. 135/2015 van 1 oktober 2015

Rolnummer : 6051

*In zake* : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 13 maart 2014 tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en van diverse bepalingen betreffende het toezicht over de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten, ingesteld door de kerkfabriek van de Collegiale kerk « Sainte-Gertrude » te Nijvel en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 1 oktober 2014 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 3 oktober 2014, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 6, 10, 12, 14, 15, 18, 19, 23, 25, 27, 30, 31, 34, 35, 37, 40, 45, 48 en 50 van het decreet van het Waalse Gewest van 13 maart 2014 tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en van diverse bepalingen betreffende het toezicht over de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 april 2014, tweede editie) door de kerkfabriek van de Collegiale kerk « Sainte-Gertrude » te Nijvel, de kerkfabriek van de « Immaculée Conception » te Jumet-Gohyssart, de kerkfabriek van de parochie « Sainte-Julienne » te Luik, André-Joseph Léonard, Rémy Vancottem, Jean-Pierre Delville en Guy Harpigny, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. F. Judo en Mr. N. Nolet de Brauwere, advocaten bij de balie te Brussel.

(...)

II. *In rechte*

(...)

*Ten aanzien van de bestreden bepalingen en de context ervan*

B.1.1. Het beroep tot vernietiging is gericht tegen de artikelen 6, 10, 12, 14, 15, 18, 19, 23, 25, 27, 30, 31, 34, 35, 37, 40, 45, 48 en 50 van het decreet van het Waalse Gewest van 13 maart 2014 tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en van diverse bepalingen betreffende het toezicht over de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten (hierna : het decreet van 13 maart 2014).

Het decreet van 13 maart 2014 wijzigt met name het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie (hierna : WPDD), teneinde de regeling van het toezicht op de instellingen die zijn belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten uit te breiden en te vereenvoudigen.

B.1.2. Artikel L3111-1, § 1, van het WPDD, zoals gewijzigd bij het niet bestreden artikel 1 van het decreet van 13 maart 2014, bepaalt :

« Dit boek, met uitzondering van titel V, regelt het gewone administratieve toezicht :

[...];

7° over de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten waarvan de zetel op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd is, met uitzondering van de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op het grondgebied van het Duitstalige taalgebied gelegen zijn ».

Artikel L3111-2 van het WPDD, zoals gewijzigd bij het niet bestreden artikel 2 van het decreet van 13 maart 2014 bepaalt :

« In de zin van dit boek wordt verstaan onder :

[...]

6° het erkende representatieve orgaan : de representatieve organen van de erediensten die door de Federale overheid worden erkend;

7° de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten : de kerkfabrieken en de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten bedoeld in artikel 6, § 1, VII, 6°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

8° de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, en die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd : de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die, krachtens de wet, over een financieringsrecht beschikken t.o.v. de gemeente(n) waarop hun gebied zich uitstrekt;

9° de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, en die op provinciaal vlak worden gefinancierd : de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die, krachtens de wet, over een financieringsrecht beschikken t.o.v. de provincie(s) waarop hun gebied zich uitstrekt ».

B.2.1. Artikel 6 van het decreet van 13 maart 2014 voegt in artikel L3122-1 van het WPDD de woorden « met uitzondering van de instellingen bedoeld in 7° en gefinancierd op gemeentelijk vlak » in tussen de woorden « een overheid zoals bedoeld in artikel L3111-1, § 1, » en de woorden « de wet schendt of het algemeen [...] schaadt ».

Artikel L3122-1 van het WPDD, aldus gewijzigd, bepaalt :

« De Regering kan de akte geheel of gedeeltelijk vernietigen, waarbij een overheid zoals bedoeld in artikel L3111-1, § 1, met uitzondering van de instellingen bedoeld in punt 7° en gefinancierd op gemeentelijk vlak de wet schendt of het algemeen [...] belang schaadt ».

B.2.2. Artikel 10 van het decreet van 13 maart 2014 voegt in afdeling 1 met als opschrift « Toepassingsgebied », ingevoegd bij het artikel 9 van hetzelfde decreet, van hoofdstuk I met als opschrift « Algemeen vernietigingstoezicht », ingevoegd bij het artikel 8 van hetzelfde decreet, van titel VI met als opschrift « Administratief toezicht over de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7° », ingevoegd bij het artikel 7 van hetzelfde decreet, van deel III, boek I, van het WPDD, artikel L3161-1 in, dat luidt :

« Alle andere akten dan die bedoeld in artikel L3162-1 vallen onder het algemene vernietigingstoezicht ».

B.2.3. Artikel 12 van het decreet van 13 maart 2014 voegt in afdeling 2 met als opschrift « De procedure », ingevoegd bij artikel 11 van hetzelfde decreet, van hetzelfde hoofdstuk, artikel L3161-2 in, dat luidt :

« De gouverneur kan de akte geheel of gedeeltelijk vernietigen, waarbij een instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, en gefinancierd op gemeentelijk vlak, de wet schendt of het algemeen belang schaadt ».

B.2.4. Artikel 14 van het decreet van 13 maart 2014 voegt in dezelfde afdeling artikel L3161-4 in, dat luidt :

« De akten van de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, en gefinancierd op gemeentelijk vlak, met hiernavolgende inhoud worden aan de gouverneur overgezonden, samen met hun bewijsstukken, binnen vijftien dagen vanaf hun aanneming, en mogen niet ten uitvoer worden gelegd vóór ze aldus werden overgezonden :

1° wat betreft de akten voor de toekenning van overheidsopdrachten :

a) de toekenning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten met een bedrag excl. btw hoger dan de bedragen vermeld in onderstaande tabel :

	Open aanbesteding/Open offerteaanvraag	Beperkte aanbesteding/Beperkte offerteaanvraag/Onderhandelde procedure met bekendmaking	Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking
Werken	250.000 euro	125.000 euro	62.000 euro
Leveringen en diensten	200.000 euro	62.000 euro	31.000 euro

b) het aanhangsel bij die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten bedoeld in a) die het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met minimum 10 % wijzigen;

c) het aanhangsel bij die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten bedoeld in a) waarvan het samengetelde bedrag van de opeenvolgende aanhangsels minimum 10 % van het oorspronkelijke bedrag van de overheidsopdracht wijzigt;

Het eensluitend advies van het erkende representatieve orgaan wordt gevoegd bij het besluit over de toekenning van een overheidsopdracht voor aanneming van werken met betrekking tot werken aan een gebouw van de eredienst;

2° de onroerende verrichtingen van aankoop, verkoop, ruil, verhuur van meer dan negen jaar, de vestiging van hypotheek en gesplitste zakelijke rechten wanneer het bedrag van de akte 10.000 euro overschrijdt;

3° wat betreft de akten voor de toekenning van schenkingen en legaten :

a) in afwijking van de bepalingen van artikel L1221-2, de schenkingen en legaten voorzien van lasten, met inbegrip van de lasten van stichting;

b) in afwijking van de bepalingen van artikel L1221-2, de schenkingen en legaten zonder lasten of lasten van stichting maar waarvan het bedrag 10 000 euro overschrijdt;

4° de bouw van een voor godsdienstoefening bestemd gebouw of voor de woning van de geestelijke.

Het advies van het betrokken erkende representatieve orgaan wordt gevoegd bij de akte in de gevallen bedoeld in 3° a) wanneer de akte lasten van stichting bevat en in punt 4° ».

B.2.5. Artikel 15 van het decreet van 13 maart 2014 voegt in dezelfde afdeling artikel L3161-5 in, dat luidt :

« De lijst met de beslissingen met een financiële weerslag en niet opgenomen in de begroting die geen betrekking hebben op de beslissingen bedoeld in artikel L3161-4, genomen door de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, en gefinancierd op gemeentelijk vlak, wordt overgemaakt aan het college van burgemeester en schepenen of aan de betrokken gemeentecolleges binnen tien dagen na de zitting waarop de beslissingen zijn aangenomen.

Het college van burgemeester en schepenen of de betrokken gemeentecolleges kunnen verzoeken om één of meerdere beslissing(en) die in de lijst is/zijn opgenomen. Deze aanvraag moet binnen tien dagen na ontvangst van de lijst worden ingediend. De dag van de ontvangst van de lijst is niet inbegrepen in de termijn. De instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, stuurt het college de beslissing(en) waarom verzocht werd binnen tien dagen na het verzoek. De dag van de ontvangst van het verzoek is niet inbegrepen in de termijn.

Het college van burgemeester en schepenen of de betrokken gemeentecolleges kunnen tegen de beslissing(en) waarom verzocht werd een beroep indienen bij de provinciegouverneur. Dit beroep moet binnen tien dagen na ontvangst van de beslissing van de instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7° worden ingediend. De dag van de ontvangst van de beslissing is niet inbegrepen in de termijn.

De provinciegouverneur bij wie een beroep aanhangig wordt gemaakt zal van de instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, de akte samen met de bewijsstukken opeisen ».

B.2.6. Artikel 18 van het decreet van 13 maart 2014 voegt in dezelfde afdeling artikel L3161-8 in, dat luidt :

« De akten van de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, en gefinancierd op provinciaal vlak, met hiernavolgende inhoud worden aan de Regering overgezonden, samen met hun bewijsstukken, binnen vijftien dagen vanaf hun aanneming, en mogen niet ten uitvoer worden gelegd vóór ze aldus werden overgezonden :

1° wat betreft de akten voor de toekenning van overheidsopdrachten :

a) de toekenning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten met een bedrag hoger dan de bedragen vermeld in onderstaande tabel :

	Openbare aanbesteding/ Algemene offerteaanvraag btw niet meegerekend	Beperkte aanbesteding/Beperkte offerteaanvraag/Onderhandelde procedure met bekendmaking	Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking
Werken	250.000 euro	125.000 euro	62.000 euro
Leveringen en diensten	200.000 euro	62.000 euro	31.000 euro

b) het aanhangsel bij die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten die het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met minimum 10 % wijzigen;

c) het aanhangsel bij die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het samengetelde bedrag van de opeenvolgende aanhangsels minimum 10 % van het oorspronkelijke bedrag van de overheidsopdracht wijzigt.

Het eensluitend advies van het erkende representatieve orgaan wordt gevoegd bij het besluit over de toekenning van een overheidsopdracht voor aanneming van werken met betrekking tot werken aan de gebouwen van de eredienst;

2° de onroerende verrichtingen van aankoop, verkoop, ruil, verhuur van meer dan negen jaar, de vestiging van hypotheek en gesplitste zakelijke rechten wanneer het bedrag van de akte 10.000 euro overschrijdt;



3° wat betreft de akten voor de toekenning van giften en legaten :

- a) de schenkingen en legaten voorzien van lasten, met inbegrip van de lasten van stichting;
- b) de schenkingen en legaten zonder lasten of lasten van stichting maar waarvan het bedrag 10.000 euro overschrijdt;

4° de bouw van een voor godsdienstoefening bestemd gebouw of voor de woning van de geestelijke.

Het advies van het betrokken erkende representatieve orgaan zal gevoegd worden bij de akte in de gevallen bedoeld in 3° a) wanneer de akte lasten van stichting zal bevatten en in punt 4° ».

B.2.7. Artikel 19 van het decreet van 13 maart 2014 voegt in dezelfde afdeling artikel L3161-9 in, dat luidt :

« De lijst met de beslissingen met een financiële weerslag en niet opgenomen in de begroting die geen betrekking hebben op de beslissingen bedoeld in artikel L3161-8, genomen door de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, en gefinancierd op provinciaal vlak, wordt overgemaakt aan de betrokken provinciecolleges binnen tien dagen na de zitting waarop de beslissingen zijn aangenomen.

De provinciecolleges kunnen verzoeken om één of meerdere beslissing(en) die in de lijst is/zijn opgenomen. Deze aanvraag moet binnen tien dagen na ontvangst van de lijst worden ingediend. De dag van de ontvangst van de lijst is niet inbegrepen in de termijn. De instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, stuurt het college de beslissing(en) waarom verzocht werd aan het college binnen tien dagen na het verzoek. De dag van de ontvangst van het verzoek is niet inbegrepen in de termijn.

De betrokken provinciecolleges kunnen tegen de beslissing(en) waarom verzocht werd een beroep indienen bij de Regering. Dit beroep moet binnen tien dagen na ontvangst van de beslissing door de instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7° worden ingediend. De dag van de ontvangst van de beslissing is niet inbegrepen in de termijn.

De Regering bij wie een beroep aanhangig wordt gemaakt zal van de instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, de akte samen met de bewijsstukken opeisen ».

B.2.8. Artikel 23 van het decreet van 13 maart 2014 voegt in afdeling 1 met als opschrift « Toepassingsgebied », ingevoegd bij het artikel 22 van hetzelfde decreet, van hoofdstuk II met als opschrift « Bijzonder goedkeuringstoezicht », ingevoegd bij het artikel 21 van hetzelfde decreet, van titel VI met als opschrift « Administratief toezicht over de instellingen belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7° », ingevoegd bij het artikel 7 van hetzelfde decreet, van deel III, boek I, van het WPDD, artikel L3162-1 in, dat luidt :

« § 1. De akten van de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7, en gefinancierd op gemeentelijk vlak betreffende de volgende voorwerpen worden ter goedkeuring aan de gemeenteraad voorgelegd :

- 1° de begroting en de budgettaire wijzigingen goedgekeurd door het erkende representatieve orgaan;
- 2° de jaarrekeningen goedgekeurd door het erkende representatieve orgaan.

§ 2. De akten van de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, en gefinancierd op provinciaal vlak betreffende de volgende voorwerpen worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd :

- 1° de begroting en de budgettaire wijzigingen goedgekeurd door het erkende representatieve orgaan;
- 2° de jaarrekeningen goedgekeurd door het erkende representatieve orgaan.

De Regering oefent het goedkeuringstoezicht uit na het advies van de betrokken provincies te hebben ingewonnen of na te hebben vastgesteld dat de betrokken provincies geen advies hebben uitgebracht binnen de termijn bedoeld in artikel 16bis en quater, § 2, van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten.

§ 3. Wanneer de instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, onder de financiering van verschillende gemeenten valt, oefent de gemeenteraad van de gemeente die voor het lopende dienstjaar het grootste deel van de globale tussenkomst financiert, het goedkeuringstoezicht uit na het gunstig advies van de andere betrokken gemeenten te hebben ingewonnen of na te hebben vastgesteld dat de betrokken gemeente(n) geen advies heeft of hebben uitgebracht binnen de termijn bedoeld in artikel 2, § 2, en 7, § 2, van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten.

Indien voor het lopende dienstjaar verschillende gemeenten in gelijke delen tussenkomen in de financiering bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, oefent de gemeente op het grondgebied waarvan het voor godsdienstoefening bestemd hoofdgebouw gelegen is, het goedkeuringstoezicht uit na het advies van de andere betrokken gemeenten te hebben ingewonnen of na te hebben vastgesteld dat de betrokken gemeenten geen advies hebben uitgebracht binnen de termijn bedoeld in de artikelen 2, § 2, en 7, § 2, van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten.

§ 4. Wat betreft de akten bedoeld in paragraaf 1, 1°, en in paragraaf 2, eerste lid, 1° mag de goedkeuring van de toezichtsoverheid geweigerd worden als zij de wet schenden of het algemeen belang schaden.

Wat betreft de akten bedoeld in paragraaf 1, 2°, en in paragraaf 2, eerste lid, 2°, mag de goedkeuring van de toezichtsoverheid geweigerd worden wegens schending van de wet ».

B.2.9. Artikel 25 van het decreet van 13 maart 2014 voegt in afdeling 2 met als opschrift « De procedure », ingevoegd bij artikel 24 van hetzelfde decreet, van hetzelfde hoofdstuk II, artikel L3162-2 in, dat luidt :

« § 1. De toezichtsoverheid mag geheel of gedeelte van de akte al dan niet goedkeuren zonder evenwel, enkel in het geval van de akten bedoeld in artikel L3162-1, § 1, 1°, en § 2, eerste lid, 1°, de uitgaafposten betreffende de uitoefening van de eredienst definitief bepaald door het representatief orgaan van de eredienst te mogen wijzigen.

Wat betreft de akten bedoeld in artikel L3162-1, § 1, 1°, en § 2, eerste lid, 1°, mag de toezichtsoverheid, zonder afbreuk te doen aan wat in het eerste lid bepaald wordt, ontvangstenvooruitzichten en uitgavenposten inschrijven; ze mag die verminderen, verhogen of afschaffen en materiële vergissingen verbeteren.

§ 2. De toezichtsoverheid neemt haar beslissing binnen veertig dagen na ontvangst van de akte goedgekeurd door het representatief orgaan en van zijn bewijsstukken.

De toezichtsoverheid mag de termijn verlengen die haar gesteld is om haar bevoegdheid uit te oefenen met een maximale duur die gelijk is aan de helft van die termijn bedoeld in het eerste lid.

Bij gebrek aan besluit binnen die termijn is de akte uitvoerbaar.

§ 3. Wanneer de instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, onder de financiering van meerdere gemeenten valt en dat één of meerdere ongunstige adviezen werden uitgebracht door de andere betrokken gemeenten, brengt de gemeente die het bijzonder goedkeuringstoezicht uitoefent een advies uit binnen de termijn bepaald in artikel L3162-2, § 2, eerste lid. Bij ontstentenis wordt dat advies gunstig geacht.

De gemeente stuurt haar advies dan aan de gouverneur die uitspraak doet overeenkomstig paragraaf 1. De gouverneur neemt zijn beslissing binnen veertig dagen vanaf de ontvangst van het eerste ongunstig advies van een betrokken gemeente. De gouverneur kan de hem toebedeelde termijn om zijn bevoegdheid uit te oefenen, maximaal verlengen met de helft van de duur van die termijn. Bij gebrek aan besluit binnen die termijn is de akte uitvoerbaar ».

B.2.10. Artikel 27 van het decreet van 13 maart 2014 voegt in afdeling 3 met als opschrift « Het beroep », ingevoegd bij artikel 26 van hetzelfde decreet, van hetzelfde hoofdstuk, artikel L3162-3 in, dat luidt :

« § 1. Het representatief orgaan van de eredienst bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7<sup>o</sup>, en gefinancierd op gemeentelijk vlak waarvan de akte het voorwerp is geweest van een beslissing waarbij die werd geweigerd of gedeeltelijk goedgekeurd door de gemeente en de betrokken instelling, mag een beroep indienen bij de gouverneur binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van de beslissing van de toezichtsoverheid. Een afschrift van het beroep wordt gericht aan de gemeenteraad die het bijzonder goedkeuringstoezicht uitoefent en, in voorkomend geval, aan de belanghebbenden uiterlijk op de laatste dag van de beroepstermijn.

§ 2. De gouverneur mag, al naar gelang het geval, geheel of gedeelte van de beslissing van de toezichtsoverheid binnen dertig dagen na ontvangst van het beroep al dan niet goedkeuren zonder evenwel, enkel in het geval van de akten bedoeld in artikel L3162-1, § 1, 1<sup>o</sup>, de uitgaafposten betreffende de uitoefening van de eredienst definitief bepaald door het representatief orgaan van de eredienst te mogen wijzigen.

Wat betreft de akten bedoeld in artikel L3162-1<sup>o</sup>, § 1, 1<sup>o</sup>, en § 2, eerste lid, 1<sup>o</sup>, mag de gouverneur, zonder afbreuk te doen aan wat in het eerste lid bepaald wordt, ontvangstenvooruitzichten en uitgavenposten inschrijven; hij mag die verminderen, verhogen of afschaffen en materiële vergissingen verbeteren.

Bij gebrek aan besluit binnen die termijn, wordt de aangevochten beslissing geacht bekrachtigd te zijn ».

B.2.11. Artikel 30 van het decreet van 13 maart 2014 heft in artikel 62, eerste lid, van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken (hierna : keizerlijk decreet van 30 december 1809), gewijzigd bij de wet van 10 maart 1999, de woorden « en met onze machtiging, indien het bedrag 10 000 EUR overschrijdt » op.

B.2.12. Artikel 31 van het decreet van 13 maart 2014 heft artikel 63 van hetzelfde decreet op.

B.2.13. Artikel 34 van het decreet van 13 maart 2014 vervangt artikel 113 van hetzelfde decreet door :

« De bisschop aanvaardt de giften of schenkingen aan de seminaries ».

B.2.14. Artikel 35 van het decreet van 13 maart 2014 heft het koninklijk besluit van 16 augustus 1824 « houdende dat de kerkbesturen en kerkelijke administraties geen beschikkingen kunnen nemen omtrent onderwerpen, waarvan de bezorging hun niet uitdrukkelijk bij de bestaande wetten, reglementen of verordeningen is opgedragen » op.

B.2.15. Artikel 37 van het decreet van 13 maart 2014 vervangt artikel 2 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der eerediensten door :

« § 1. Binnen twintig dagen na ontvangst van de begroting en haar bewijsstukken bepaalt het representatief orgaan van de eredienst de uitgaafposten betreffende de uitoefening van de eredienst, keurt de begroting voor het overige goed en stuurt zijn beslissing aan de gemeenteraad die het bijzonder goedkeuringstoezicht op de begroting uitoefent, alsook, wanneer het parochiaal kerkbestuur onder de financiering van meerdere gemeenten valt, aan de gouverneur.

Als het representatief orgaan van de eredienst zijn beslissing binnen de termijn niet overmaakt, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

§ 2. Binnen veertig dagen na ontvangst van de begroting en haar bewijsstukken brengen de andere gemeenteraden dan de gemeenteraad die het bijzonder goedkeuringstoezicht op deze begroting uitoefent een advies uit over de begroting en sturen hun advies aan de gemeenteraad die het bijzonder goedkeuringstoezicht op de begroting uitoefent en, in geval van ongunstig advies, aan de gouverneur.

Als de gemeenteraden bedoeld in het eerste lid hun advies binnen de termijn niet overmaken, wordt hun advies geacht gunstig te zijn ».

B.2.16. Artikel 40 van het decreet van 13 maart 2014 vervangt artikel 7 van dezelfde wet door :

« § 1. Binnen twintig dagen na ontvangst van de rekening en haar bewijsstukken bepaalt het representatief orgaan van de eredienst de uitgaafposten betreffende de uitoefening van de eredienst, keurt de rekening voor het overige goed en stuurt zijn beslissing aan de gemeenteraad die het bijzonder goedkeuringstoezicht op de rekening uitoefent, alsook, wanneer het parochiaal kerkbestuur onder de financiering van meerdere gemeenten valt, aan de gouverneur.

Als het representatief orgaan van de eredienst zijn beslissing binnen de termijn niet overmaakt, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

§ 2. Binnen veertig dagen na ontvangst van de rekening en haar bewijsstukken brengen de andere gemeenteraden dan de gemeenteraad die het bijzonder goedkeuringstoezicht op deze rekening uitoefent een advies uit over de begroting en sturen hun advies aan de gemeenteraad die het bijzonder goedkeuringstoezicht op de rekening uitoefent en, in geval van ongunstig advies, aan de gouverneur.

Als de gemeenteraden bedoeld in het eerste lid hun advies binnen de termijn niet overmaken, wordt hun advies geacht gunstig te zijn ».

B.2.17. Artikel 45 van het decreet van 13 maart 2014 vervangt artikel 15 van dezelfde wet door :

« Indien de begroting of de rekening samen met de bewijsstukken niet overhandigd is op de bij de artikelen 1 en 6 bepaalde datums van deze wet brengt het gemeentecollege van de gemeente die het bijzonder goedkeuringstoezicht over de begroting of de rekening uitoefent de gouverneur daarvan op de hoogte binnen vijftien dagen na de overschrijding van de termijn. De gouverneur bezorgt het kerkbestuur een uitnodiging bij aangetekende brief en stelt het representatief orgaan van de eredienst daarvan in kennis.

Het kerkbestuur dat, binnen de dertig dagen van de ontvangst van de brief, zijn begroting of zijn rekening, of de gevraagde bewijsstukken niet overhandigd heeft, kan voortaan geen overheidssubsidies meer bekomen.

De gouverneur stelt dit verval door een besluit vast, dat meegedeeld wordt aan het representatief orgaan van de eredienst, aan het kerkbestuur en aan de betrokken gemeenteraden ».

B.2.18. Artikel 48 van het decreet van 13 maart 2014 voegt in dezelfde wet een artikel 16bis in, dat luidt :

« § 1. Binnen twintig dagen na ontvangst van de begroting en haar bewijsstukken bepaalt het representatief orgaan van de eredienst de uitgaafposten betreffende de uitoefening van de eredienst, keurt de begroting voor het overige goed en stuurt zijn beslissing aan de Regering.

Als het representatief orgaan van de eredienst zijn beslissing binnen de termijn niet overmaakt, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

§ 2. Binnen veertig dagen na ontvangst van de begroting en haar bewijsstukken brengen de provincieraden bedoeld in artikel 16, tweede lid, een advies uit over de begroting en sturen hun advies aan de Regering.

Als de provincieraden bedoeld in artikel 16, tweede lid, hun advies binnen de termijn niet overmaken, wordt hun advies geacht gunstig te zijn ».

B.2.19. Artikel 50 van het decreet van 13 maart 2014 voegt in dezelfde wet een artikel 16quater in, dat luidt :

« § 1. Binnen twintig dagen na ontvangst van de rekening en haar bewijsstukken bepaalt het representatief orgaan van de eredienst de uitgaafposten betreffende de uitoefening van de eredienst en keurt de begroting voor het overige goed, en stuurt zijn beslissing aan de Regering.

Als het representatief orgaan van de eredienst zijn beslissing binnen de termijn niet overmaakt, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

§ 2. Binnen veertig dagen na ontvangst van de rekening en haar bewijsstukken brengen de provincieraden bedoeld in artikel 16ter, tweede lid, een advies uit over de rekening en sturen hun advies aan de Regering.

Als de provincieraden bedoeld in artikel 16ter, tweede lid, hun advies binnen de termijn niet overmaken, wordt hun advies geacht gunstig te zijn ».

B.3. Het decreet van 13 maart 2014, dat het toezicht op de akten van de eredienstgemeenschappen hervormt, « zet een nieuwe stap in de modernisering en de vereenvoudiging van het volledige toezicht in Wallonië, waarbij het doel bestaat in het harmoniseren van de bepalingen inzake het administratieve toezicht op de plaatselijke besturen » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 965/1, p. 2).

Het decreet beoogt « de eredienstinstellingen die op gemeentelijk niveau worden gefinancierd (parochiale kerkfabrieken van de katholieke eredienst, protestantse, anglicaanse en Israëlitische erediensten) en die welke op provinciaal niveau worden gefinancierd (kathedrale kerkfabrieken van de katholieke eredienst en orthodoxe en islamitische erediensten » (*ibid.*): « ten aanzien van het vernietigingstoezicht blijft de provinciegouverneur de overheid voor alle akten van de op gemeentelijk niveau gefinancierde instellingen en de Regering voor die van de op provinciaal niveau gefinancierde instellingen » (*ibid.*).

Het decreet van 13 maart 2014 « strekt ertoe het toezicht op de erkende erediensten in België uniform te maken », waarbij de decreetgever « het onnodig [acht] om het onderscheid te handhaven tussen de katholieke eredienst – door de term 'kerkfabriek' te behouden – en de andere erkende erediensten welke die term niet allen gebruiken » (*ibid.*, p. 3); teneinde het toezicht op de zes erkende erediensten te harmoniseren, is het decreet « daartoe geïnspireerd op het toezicht op de OCMW's » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 965/5, p. 3), waarbij de specifieke kenmerken van de betrokken instellingen worden behouden, « aangezien is voorzien in het optreden van de representatieve organen van de erediensten teneinde de grondwettelijke vrijheden inzake de vrije organisatie en de vrije uitoefening van elke eredienst te waarborgen » (*ibid.*; zie ook, Waals Parlement, *CRIC*, nr. 93 (2013-2014), openbare commissievergadering van dinsdag 18 februari 2014, p. 18).

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep*

B.4.1. De Waalse Regering voert de niet-ontvankelijkheid van het beroep aan, in zoverre het is ingesteld door de kerkfabrieken, wegens de niet-naleving van artikel 77 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809, doordat, enerzijds, de beslissingen om in rechte op te treden alleen door de raad van de kerkfabriek en niet door de raad verenigd met het bureau zouden zijn genomen en doordat, anderzijds, de kerkfabrieken niet de toelating zouden hebben gevraagd aan het provinciecollege. Zij betwist voor het overige het belang van die verzoekende partijen om in rechte op te treden.

B.4.2. De verzoekende partijen antwoorden dat, krachtens artikel 12 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809, alleen een beraadslaging van de raad van de kerkfabriek nodig is, en dat het provinciecollege niet de opvolger is van de « bestendige deputatie » bedoeld in artikel 77 van hetzelfde decreet.

B.5. Artikel 12 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 bepaalt :

« Worden onderworpen aan beraadslaging door de raad :

[...]

5° de gedingen als aanlegger en als verweerder, de erf- of langdurige pachten, de vervreemdingen of de ruilingen, en over het algemeen de zaken die het gewone beheer van de goederen der minderjarigen te buiten gaan ».

Artikel 77 van hetzelfde decreet, zoals van toepassing op het ogenblik van de indiening van het onderhavig beroep, bepaalt :

« De kerkmeesters mogen geen enkel geding inspannen, noch als verweerders optreden, zonder de toelating van de Bestendige Deputatie, tot wie de beraadslaging, te dien einde door de raad verenigd met het bureau genomen, gericht wordt ».

B.6.1. Uit de bij het beroep gevoegde stukken blijkt dat de beslissing om in rechte op te treden, ten aanzien van de eerste verzoekende partij, is genomen door de raad verenigd met het bureau, zoals bepaald in artikel 77 van het keizerlijk decreet van 1809.

B.6.2. Artikel 77 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 moet zo worden geïnterpreteerd dat het een toelating van het provinciecollege vereist.

Een en ander is overigens bevestigd in de parlementaire voorbereiding van artikel 33 van het decreet van 13 maart 2014, dat artikel 77 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 opheft :

« Dat artikel heft het bijzonder goedkeuringstoezicht van het provinciecollege op waarin het keizerlijk decreet van 30 december 1809 voor de vorderingen in rechte voorziet. Naar gelang van het geval valt een dergelijk optreden voortaan onder het algemeen vernietigingstoezicht van de provinciegouverneur of van de Waalse Regering » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 965/1, p. 7).

B.6.3. Hoewel artikel 77 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 is opgeheven bij het decreet van 13 maart 2014, in werking getreden op 1 januari 2015, was het van toepassing op de kerkfabrieken op het ogenblik dat het onderhavig beroep is ingediend.

B.6.4. De toelating om in rechte op te treden, kan geen betrekking hebben op een akte van de toezichtsoverheid (RvSt, 18 april 1958, nr. 6.222).

Dezelfde redenering moet worden gevolgd voor het vereiste dat de toelating van de toezichtsoverheid wordt verkregen om een beroep tot vernietiging in te stellen tegen het decreet dat de uitoefening van dat toezicht regelt.

De vereiste van een toelating van het provinciecollege ingevoerd bij artikel 77 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809, zoals het van toepassing was op het onderhavige beroep, kan bijgevolg te dezen niet als zijnde van toepassing worden beschouwd.

B.6.5. Voor het overige doet de eerste verzoekende partij, wier beslissing om in rechte op te treden, is genomen overeenkomstig artikel 77 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809, in haar hoedanigheid van kerkfabriek, blijken van een belang om in rechte op te treden tegen de bepalingen die het toezicht te haren aanzien regelen.

B.6.6. Aangezien het beroep ontvankelijk is wat de eerste verzoekende partij betreft, dient niet te worden onderzocht of de andere verzoekende partijen hun beroep op ontvankelijke wijze hebben ingediend.

B.7. De exceptie van de Waalse Regering wordt verworpen.

*Ten gronde*

*Wat het eerste middel betreft*

B.8. Het eerste middel, afgeleid uit de schending van artikel 35 van de Grondwet en van artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, is gericht tegen artikel 34 van het decreet van 13 maart 2014, in zoverre die bepaling, door artikel 113 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 te vervangen, de aangelegenheid van de seminaries zou regelen, aangelegenheid die onder de exclusieve bevoegdheid van de federale overheid ressorteert.

B.9.1. Artikel 35 van de Grondwet bepaalt :

« De federale overheid is slechts bevoegd voor de aangelegenheden die de Grondwet en de wetten, krachtens de Grondwet zelf uitgevaardigd, haar uitdrukkelijk toekennen.



De gemeenschappen of de gewesten zijn, ieder wat hem betreft, bevoegd voor de overige aangelegenheden onder de voorwaarden en op de wijze bepaald door de wet. Deze wet moet worden aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid.

*Overgangsbepaling*

De wet bedoeld in het tweede lid bepaalt de dag waarop dit artikel in werking treedt. Deze dag kan niet voorafgaan aan de dag waarop het nieuw in titel III van de Grondwet in te voegen artikel in werking treedt dat de exclusieve bevoegdheden van de federale overheid bepaalt ».

B.9.2. Aangezien, overeenkomstig de overgangsbepaling, artikel 35 van de Grondwet nog niet van kracht is, kan het geen bevoegdheidverdelende regel vormen ten aanzien waarvan het Hof zijn toetsing kan uitoefenen.

In zoverre het middel is afgeleid uit de schending van artikel 35 van de Grondwet, is het niet ontvankelijk.

B.10. Zoals het is ingevoegd bij artikel 4 van de bijzondere wet van 13 juli 2001, vermeldt artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, onder de in artikel 39 van de Grondwet beoogde aangelegenheden, de volgende aangelegenheid :

« VIII. Wat de ondergeschikte besturen betreft :

[...]

6° de kerkfabrieken en de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten, met uitzondering van de erkenning van de erediensten en de wedden en pensioenen van de bedienaars der erediensten; ».

B.11. Vóór de wijziging ervan bij artikel 34 van het decreet van 13 maart 2014 bepaalde artikel 113 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 :

« De bisschop aanvaardt de giften of schenkingen aan de kathedrale kerken en aan de seminaries; behoudens onze toestemming op voordracht van Onze Minister van Justitie verleend ».

Zoals gewijzigd bij het bestreden artikel 34 bepaalt artikel 113 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 :

« De bisschop aanvaardt de giften of schenkingen aan de seminaries ».

B.12. In de parlementaire voorbereiding van die bepaling is uiteengezet :

« Gelet op de invoering van het algemeen vernietigingstoezicht, met verplichte overzending, van de Waalse Regering, voor alle giften die gepaard gaan met lasten en/of vrome lasten, heft dat artikel het bijzonder goedkeuringstoezicht op waarin het keizerlijk decreet van 30 december 1809 voorziet voor de akten van de kathedrale kerkfabrieken met betrekking tot de stichtingen, schenkingen en legaten » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 965/1, p. 7).

B.13. Hoewel, zoals de Waalse Regering aanvoert en zoals blijkt uit de hiervoor aangehaalde parlementaire voorbereiding, het bestreden artikel 34 uitsluitend tot doel heeft de op de kathedrale kerken toepasselijke regeling te wijzigen, schrapt de wijziging die het aanbrengt in de tekst van artikel 113 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 evenwel ook, voor de seminaries, de vereiste van een toelating op voordracht van de minister van Erediensten.

Door aldus artikel 113 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 te wijzigen, schendt het bestreden artikel 34 artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

B.14. Het eerste middel is gegrond.

*Wat het tweede middel betreft*

B.15. Het tweede middel, afgeleid uit de schending van de artikelen 19 en 21 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 9 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, is gericht tegen de artikelen 6, 10, 12, 14, 15, 18, 19, 23, 25, 27, 30, 31, 35, 37, 40, 48 en 50 van het bestreden decreet, in zoverre de bestreden bepalingen onverantwoorde inmengingen in de organisatorische vrijheid van de erkende erediensten zouden inhouden.

De verzoekende partijen zijn van mening dat de bestreden bepalingen de rol van de bisschoppen op onverantwoorde wijze beperken (eerste onderdeel) en onverantwoorde inmengingen inhouden in de organisatorische autonomie van de kerkfabrieken door de banden tussen de kerkfabriek en haar bisschop te beperken (tweede onderdeel).

B.16. Artikel 19 van de Grondwet bepaalt :

« De vrijheid van eredienst, de vrije openbare uitoefening ervan, alsmede de vrijheid om op elk gebied zijn mening te uiten, zijn gewaarborgd, behoudens bestraffing van de misdrijven die ter gelegenheid van het gebruikmaken van die vrijheden worden gepleegd ».

Artikel 21 van de Grondwet bepaalt :

« De Staat heeft niet het recht zich te bemoeien met de benoeming of de installatie der bedienaren van enige eredienst of hun te verbieden briefwisseling te houden met hun overheid en de akten van deze overheid openbaar te maken, onverminderd, in laatstgenoemd geval, de gewone aansprakelijkheid inzake drukpers en openbaarmaking.

Het burgerlijk huwelijk moet altijd aan de huwelijksinzegening voorafgaan, behoudens de uitzonderingen door de wet te stellen, indien daartoe redenen zijn ».

Artikel 9 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« 1. Eenieder heeft recht op vrijheid van gedachte, geweten en godsdienst; dit recht omvat tevens de vrijheid om van godsdienst of overtuiging te veranderen, alsmede de vrijheid hetzij alleen, hetzij met anderen, zowel in het openbaar als in zijn particuliere leven zijn godsdienst of overtuiging te belijden door de eredienst, door het onderwijzen ervan, door de praktische toepassing ervan en het onderhouden van de geboden en voorschriften.

2. De vrijheid zijn godsdienst of overtuiging belijden, kan aan geen andere beperkingen zijn onderworpen dan die welke bij de wet zijn voorzien, en die in een democratische samenleving nodig zijn voor de openbare orde, gezondheid, zedelijkheid of de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen ».

B.17. De vrijheid van godsdienst omvat onder meer de vrijheid om hetzij alleen, hetzij met anderen, zijn godsdienst tot uiting te brengen.

Geloofsgemeenschappen bestaan traditioneel in de vorm van georganiseerde structuren. De deelname aan het leven van de geloofsgemeenschap is een uiting van de geloofsovertuiging die de bescherming geniet van de vrijheid van godsdienst. Mede in het perspectief van de vrijheid van vereniging, houdt de vrijheid van godsdienst in dat de geloofsgemeenschap vreedzaam kan functioneren, zonder willekeurige inmenging van de overheid. De autonomie van de geloofsgemeenschappen is immers onmisbaar voor het pluralisme in een democratische samenleving en raakt derhalve de kern zelf van de vrijheid van godsdienst. Zij vertoont niet alleen een rechtstreeks belang voor de organisatie van de geloofsgemeenschap op zich, maar ook voor het daadwerkelijke genot van de vrijheid van godsdienst voor alle actieve leden van de geloofsgemeenschap. Indien de organisatie van het leven van de geloofsgemeenschap niet door artikel 9 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens zou zijn beschermd, zouden alle andere aspecten van de vrijheid van godsdienst van het individu hierdoor kwetsbaar worden (EHRM, 26 oktober 2000, *Hassan en Tchaouch t. Bulgarije*, § 62).

De in artikel 21, eerste lid, van de Grondwet gewaarborgde vrijheid van eredienst erkent diezelfde organisatorische autonomie van de godsdienstige gemeenschappen. Elke godsdienst is vrij zijn eigen organisatie in te richten.



B.18. Wanneer de decreetgever een maatregel neemt die moet worden beschouwd als een inmenging in het recht van de erkende erediensten om hun werking autonoom te regelen, dient het Hof na te gaan of die inmenging verantwoord is. Opdat de inmenging verenigbaar is met de vrijheid van godsdienst en met de vrijheid van eredienst, is vereist dat de maatregel het voorwerp uitmaakt van een voldoende toegankelijke en precieze regeling, dat hij een wettig doel nastreeft en dat hij nodig is in een democratische samenleving, wat inhoudt dat de inmenging moet beantwoorden aan « een dwingende maatschappelijke behoefte » en dat er een redelijk verband van evenredigheid moet bestaan tussen het nagestreefde wettige doel, enerzijds, en de beperking van die vrijheden, anderzijds.

B.19. Het decreet van 13 maart 2014 wijzigt de regels inzake het toezicht op de instellingen die zijn belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten. Er dient te worden nagegaan of de decreetgever, met het aannemen van de bestreden bepalingen, maatregelen heeft genomen die een inmenging inhouden in het recht van de erkende erediensten om hun werking autonoom te regelen en of dergelijke maatregelen aan de in B.18 vermelde vereisten beantwoorden.

*Eerste onderdeel*

B.20. In het eerste onderdeel van het tweede middel bekritisieren de verzoekende partijen maatregelen die volgens hen de rol van de bisschoppen en derhalve de vrijheid van godsdienst zouden beperken.

*a) de informatie aan het representatieve orgaan van de eredienst*

B.21.1. De bewering dat geen recht op informatie van het representatieve orgaan van de eredienst zou bestaan ten aanzien van de beslissingen die zijn genomen door de instellingen die zijn belast met het beheer van de temporalien, heeft betrekking op de interne organisatie van de eredienst. Wanneer de decreetgever het toezicht op de met het beheer van de temporalien belaste instellingen regelt, dient hij ten behoeve van het representatieve orgaan van de eredienst geen mechanisme van algemene informatie over elke beslissing van die instellingen in te voeren, daar de interne betrekkingen die die instellingen kunnen hebben met dat orgaan van de eredienst onder de organisatorische vrijheid van de erediensten vallen.

B.21.2. Voor het overige regelt het decreet van 13 maart 2014 een informatie aan het representatieve orgaan van de eredienst over de toezichtsbeslissingen met betrekking tot de eredienstinstellingen. Artikel L3115-1, eerste lid, van het WPDD, zoals gewijzigd bij artikel 3 van het decreet van 13 maart 2014, bepaalt immers :

« Kennis wordt gegeven aan de betrokken overheid en, in voorkomend geval, aan de belanghebbenden, van elke beslissing van de toezichthoudende overheid en, wat betreft de beslissingen met betrekking tot de akten van de instellingen belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten, aan het erkende representatieve orgaan ».

In de parlementaire voorbereiding van het decreet van 13 maart 2014 wordt in verband met die bepaling uitgelegd dat het doel daarvan erin bestaat dat « de beslissingen van de toezichtsoverheid (ongeacht of het gaat om de Regering, de provinciegouverneur of de gemeenteraad) inzake erediensten worden meegedeeld aan het representatieve orgaan waaronder de plaatselijke eredienstinstelling ressorteert » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 965/1, p. 3).

B.21.3. Het eerste onderdeel van het tweede middel, in zoverre het is gericht tegen de ontstentenis van een informatierecht van de bisschop, is niet gegrond.

*b) het advies van het representatieve orgaan van de eredienst*

B.22.1. De verzoekende partijen bekritisieren eveneens het feit dat onvoldoende rekening wordt gehouden met het advies van het representatieve orgaan van de eredienst in de artikelen 6, 10, 12, 14 en 18 van het decreet van 13 maart 2014.

B.22.2. De bestreden artikelen 6, 10 en 12 voeren een algemeen vernietigingstoezicht in voor de handelingen van de instellingen die zijn belast met het beheer van de temporalien van de erediensten. De vernietiging kan worden uitgesproken wanneer de akte « de wettigheid of het algemeen belang aantast », waarbij het algemeen belang « het gemeentelijk en het provinciaal belang » dekt (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 965/1, p. 4); in het kader van de uitoefening van dat toezicht is het advies van het representatieve orgaan van de eredienst niet vereist.

B.22.3. De artikelen 14 en 18 voeren « een algemeen vernietigingstoezicht in, met verplichte mededeling, voor bepaalde akten van de met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten belaste instellingen » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 965/1, p. 4), waarbij de toezichtsmaatregelen ten aanzien van alle erkende erediensten uniform worden gemaakt; de beoogde akten betreffen de openbare aanbestedingen boven een bepaald bedrag, de burgerlijke vastgoedverrichtingen boven een bedrag van 10 000 euro, bepaalde schenkingen aan de eredienstinstellingen, alsook de oprichting van een onroerend goed bestemd voor de eredienst of de huisvesting van een bedienaar van de eredienst. De mededeling van sommige van die akten moet bovendien gepaard gaan met het advies of het eensluidend advies van het representatieve orgaan van de eredienst. In dat verband dient eraan te worden herinnerd dat artikel 62 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809, zoals gewijzigd bij het bestreden decreet, bepaalt :

« Onroerende kerkgoederen mogen niet verkocht, vervreemd, geruild of zelfs voor langer dan negen jaar verhuurd worden dan na een besluit van de raad, [is] het advies van de bisschop ».

Die bepaling moet dus worden gecombineerd met het bestreden artikel 14, zodat het advies van de bisschop vereist zal blijven voor die categorieën van handelingen met betrekking tot de onroerende kerkgoederen, ongeacht het bedrag ervan.

B.22.4. De vrijheid van godsdienst en de autonomie van de organisatie van de godsdienstgemeenschappen die daaruit voortvloeit, betekenen niet dat de decreetgever, wanneer hij het toezicht op de met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten belaste instellingen regelt, in alle gevallen het advies van dat representatieve orgaan moet inwinnen vóór de uitoefening van het toezicht.

Hoewel de decreetgever, wanneer ofwel het eensluidend advies ofwel het advies van het representatieve orgaan van de eredienst vereist is in het kader van de uitoefening van het toezicht, aanvaardt rekening te houden met de rol van dat orgaan ten aanzien van de met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten belaste instellingen, vereist de vrijheid van godsdienst evenwel niet om dat advies in te winnen vóór elke beslissing van de toezichtsoverheid, noch om op het niveau van het openbaar toezicht interne betrekkingen te regelen die precies vallen onder de organisatorische autonomie van de geloofsgemeenschappen.

B.22.5. In zoverre het eerste onderdeel van het tweede middel is gericht tegen het feit dat vooraf onvoldoende rekening wordt gehouden met het advies van het representatieve orgaan, hetgeen zou voortvloeien uit de artikelen 6, 10, 12, 14 en 18 van het decreet van 13 maart 2014, is het niet gegrond.

*c) de termijnen waaraan het representatieve orgaan van de eredienst is onderworpen*

B.23.1. De verzoekende partijen bekritisieren eveneens de termijn van twintig dagen waaraan het representatieve orgaan van de eredienst is onderworpen om de begrotingen en de rekeningen goed te keuren en de uitgaven in verband met de uitoefening van de eredienst vast te stellen.

B.23.2. De memorie van toelichting vermeldt hieromtrent :

« Zoals voor de gemeenten en de OCMW's blijven de begrotingen, begrotingswijzigingen en rekeningen onderworpen aan het bijzonder goedkeuringstoezicht. Voor de erediensten die op gemeentelijk niveau worden gefinancierd, zullen de gemeentelijke overheden, gelet op de verplichting om bijstand te verlenen aan de eredienstinstellingen, in de toekomst concreter worden betrokken bij de goedkeuring van de begrotingen, de begrotingswijzigingen en de jaarrekeningen van hun instellingen, vermits hun rol niet langer louter adviserend zal zijn.

De invoering van een dwingende termijn die wordt opgelegd aan de goedkeuringsinstantie voor het onderzoek van de begrotingen en rekeningen van de eredienstinstellingen strekt bovendien ertoe een juridische samenhang en redelijkheid ten aanzien van de bepalingen in het decreet van 22 november 2007 houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie te verzekeren » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 965/1, p. 2).

Door aan de diocesane bisschop een termijn van twintig dagen op te leggen om de begrotingen en rekeningen van de kerkfabrieken goed te keuren en de uitgaven van de eredienst vast te stellen, houden de bestreden artikelen 37, 40, 48 en 50 geen inmenging in de vrijheid van godsdienst van die instellingen en van het representatieve orgaan in.

Die termijn geldt op dezelfde wijze voor de representatieve organen van de verschillende instellingen die belast zijn met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten en heeft tot doel de toezichtsoverheden in staat te stellen om tijdig te beschikken over de elementen die het voor hen mogelijk maken de begrotingen en rekeningen van die instellingen goed te keuren.

Die termijn van twintig dagen blijkt overigens niet onredelijk, aangezien die rechtstreeks is overgenomen van de vroegere regeling, zoals die voortvloeide uit artikel 3 van de wet van 4 maart 1870 op de temporalieën van de erediensten, opgeheven bij het niet bestreden artikel 38 van het decreet van 13 maart 2014.

B.23.3. Het eerste onderdeel van het middel, in zoverre het is gericht tegen de artikelen 37, 40, 48 en 50 van het decreet van 13 maart 2014, is niet gegrond.

*d) het beroep*

B.24.1. De verzoekende partijen bekritisieren eveneens artikel 27 van het decreet van 13 maart 2014 in zoverre die bepaling de bisschop geen daadwerkelijk beroep zou toekennen tegen een beslissing tot weigering van goedkeuring of van gedeeltelijke goedkeuring van de gemeente, doordat het voor de gouverneur zou volstaan om zich niet uit te spreken binnen dertig dagen opdat de beslissing tot weigering definitief zou worden.

B.24.2. De parlementaire voorbereiding vermeldt :

« De eerste paragraaf van dat artikel voert, voor de op gemeentelijk niveau gefinancierde eredienstinstellingen en hun representatieve orgaan, een beroepsprocedure voor de gouverneur in tegen de beslissing die de toezichtsoverheid heeft genomen ten aanzien van de begrotingen, begrotingswijzigingen en rekeningen van de eredienstinstellingen.

Omwille van een juridische samenhang met hetgeen bestaat op het niveau van de betwiste begrotingen, begrotingswijzigingen en rekeningen van de gemeenten en de provincies, wordt aan de beroepsinstantie die zich uitspreekt over de betwiste begrotingen, begrotingswijzigingen en rekeningen van de eredienstinstellingen een dwingende termijn opgelegd » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 965/1, p. 6).

B.24.3. De bestreden bepaling voert een dwingende termijn in voor de overheid om uitspraak te doen over het beroep van de betrokken instelling of van het representatieve orgaan van de eredienst; die maatregel vormt geen inmenging in de organisatorische vrijheid van de erediensten.

Voorts, in de veronderstelling dat het aanvoeren van een aantasting van het recht op een daadwerkelijk beroep kan worden overwogen in het licht van een aantasting van de vrijheid van godsdienst, kan die kritiek evenmin worden aanvaard. Immers, door te bepalen dat, bij ontstentenis van een beslissing binnen die termijn, de betwiste beslissing wordt geacht bevestigd te zijn, kent de bestreden maatregel aan de niet-naleving van die termijn van dertig dagen door de beroepsinstantie een gevolg toe : door de afwezigheid van een beslissing gelijk te stellen met een beslissing tot bevestiging van de bestreden beslissing, waarborgt dat artikel, in plaats van het recht op een daadwerkelijk beroep te schenden, integendeel de rechtszekerheid en laat het de betrokkenen toe een beroep voor de Raad van State in te dienen.

B.24.4. Het eerste onderdeel van het tweede middel, in zoverre het is gericht tegen artikel 27 van het decreet van 13 maart 2014, is niet gegrond.

B.25. Het eerste onderdeel van het tweede middel is niet gegrond.

*Tweede onderdeel*

B.26. In het tweede onderdeel van hun tweede middel bekritisieren de verzoekende partijen wat zij een inmenging noemen in de organisatorische vrijheid die de kerkfabrieken en de bisschoppen genieten.

*a) de verplichting tot mededeling*

B.27.1. De bestreden artikelen 15 en 19 voorzien in de mededeling, aan de toezichtsoverheden, van een lijst van beslissingen die een financiële weerslag hebben en niet zijn opgenomen in de begroting, binnen tien dagen na de zitting waarop de beslissingen zijn genomen.

In de parlementaire voorbereiding is gepreciseerd :

« In verband met de betrekkingen tussen de eredienstinstellingen en de subsidiërende overheid maakt het decreet een grotere transparantie en meer overleg mogelijk : de eredienstinstellingen zijn ertoe verplicht aan de subsidiërende overheid een lijst mee te delen van alle beslissingen die een financiële weerslag hebben en die niet zijn opgenomen in de begroting, waarbij de subsidiërende overheid tegen die beslissingen beroep kan instellen voor ofwel de gouverneur, ofwel de Regering naar gelang van het geval » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 965/1, p. 2).

Er is eveneens uiteengezet :

« Dat artikel voert, door het verzenden van een lijst van beslissingen, een verplichting in tot het informeren van de subsidiërende overheid wanneer de met het beheer van de temporalieën van een erkende eredienst belaste instelling een beslissing neemt die niet valt onder de categorieën van akten beoogd in artikel L3161-4, maar die, via artikel L1321-1, 9<sup>o</sup>, van het WPDD, een financiële weerslag kan hebben voor de subsidiërende overheid wanneer die niet in de begroting is opgenomen.

De bepaling kent de subsidiërende overheid dus een recht toe om de betrokken beslissingen op te vragen en beroep in te stellen.

Teneinde niet ertoe te verplichten een te lange lijst op te maken, dienen de beslissingen met een financiële weerslag die vallen onder de categorieën van akten bedoeld in artikel L3161-4 of de beslissingen die reeds duidelijk konden worden afgeleid uit de akten bedoeld in artikel 3161-1, § 1, 1<sup>o</sup>, evenwel niet te worden opgenomen in die lijst » (*ibid.*, p. 5).

B.27.2. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de betrokken beslissingen die zijn welke de weerslag kunnen hebben die is bepaald in artikel L1321-1, 9°, van het WPDD, dat luidt :

« De gemeenteraad is verplicht elk jaar op de begroting van uitgaven te brengen alle uitgaven die bij wet aan de gemeenten zijn opgelegd, en inzonderheid de volgende :

[...]

9° de hulp gelden aan de kerkfabrieken en consistories, overeenkomstig de desbetreffende bepalingen te verlenen wanneer de middelen van die instellingen ontoereikend blijken; ».

Die verplichte mededeling strekt ertoe de toezichtsoverheid in staat te stellen de uitgaven te controleren die niet in de begroting zouden zijn opgenomen; zij maakt het de toezichtsoverheid mogelijk om eventueel aanvullende informatie op te vragen in verband met een of meer van die beslissingen. Die maatregel vormt geen inmenging in de organisatorische vrijheid van de erediensten, maar strekt ertoe de toezichtsoverheid volledig te informeren over alleen die beslissingen die een extra financiële tegemoetkoming vanwege de subsidiërende overheid vereisen ten opzichte van de aangekondigde begroting van de eredienstinstelling.

Bovendien is de termijn van tien dagen waarin die bepalingen voorzien, niet onevenredig en legt die geen onredelijke last op aan de betrokken instellingen, aangezien die alleen de mededeling betreft van een lijst van beslissingen met een financiële weerslag, zonder dat die lijst gepaard moet gaan met bewijsstukken.

B.27.3. De termijn van vijftien dagen om bepaalde akten van de instellingen, samen met de bewijsstukken ervan, mee te delen zoals die zijn bedoeld in de bestreden artikelen 14 en 18 (overheidsopdrachten boven een bepaald bedrag, akten met betrekking tot de onroerende goederen, schenkingen en legaten van een bepaalde omvang, oprichting van een onroerend goed dat bestemd is voor de erediensten of voor de huisvesting van een bedienaar van de eredienst), blijkt evenmin onredelijk of onevenredig, daar die akten, die een aanzienlijke financiële weerslag hebben, zo kunnen worden beschouwd dat zij het voorwerp uitmaken van een bijzondere opvolging op het niveau van de betrokken instelling die belast is met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten, en eveneens een bijzondere controle door de toezichtsoverheid verantwoorden.

Voor het overige staat het niet aan de decreetgever, wanneer hij de regels met betrekking tot de uitoefening van het toezicht vaststelt, rekening te houden met het ritme van de vergaderingen van de raden of bureaus van de kerkfabrieken, noch met het feit dat de kerkfabrieken grotendeels uit vrijwilligers zouden zijn samengesteld.

B.27.4. Het tweede onderdeel van het tweede middel, in zoverre het is gericht tegen de artikelen 14, 15, 18 en 19 van het decreet van 13 maart 2014, is niet gegrond.

*b) de goedkeuring van de begrotingen*

B.28.1. De verzoekende partijen bekritisieren ook het bijzonder toezicht inzake de goedkeuring van de begrotingen (de bestreden artikelen 23, 25 en 27), in zoverre de toezichtsoverheid de verwachtingen met betrekking tot de ontvangsten en de uitgaven zou kunnen wijzigen, en in zoverre die controle instantie dezelfde zou zijn als die welke in een financiële tegemoetkoming moet voorzien ten aanzien van de met het beheer van de temporalien van de eredienst belaste instellingen.

B.28.2. De parlementaire voorbereiding met betrekking tot het bestreden artikel 23 vermeldt :

« In de eerste paragraaf ervan strekt dat artikel ertoe de gemeentelijke overheden, die bijstand moeten verlenen aan de op gemeentelijk vlak ingerichte eredienstinstellingen, in staat te stellen om concreter betrokken te worden bij de goedkeuring van de begrotingen, de begrotingswijzigingen en de rekeningen van die instellingen. Dat artikel voorziet immers erin aan de gemeentelijke overheden een ruimere bevoegdheid te geven dan die welke bestaat in het huidige unieke recht om kennis te nemen van de begrotingen, de begrotingswijzigingen en de rekeningen van die instellingen. Bovendien zullen de aan de gemeenten voorgelegde documenten vooraf ter goedkeuring moeten zijn voorgelegd aan het representatieve orgaan.

De tweede paragraaf strekt ertoe, omwille van een samenhangende rechtspraak, toe te laten dat het goedkeuringstoezicht voor de begrotingen, begrotingswijzigingen en rekeningen van de op provinciaal vlak ingerichte eredienstinstellingen wordt behouden op het niveau van de Waalse Regering. Ook in dat geval zullen de aan de Regering voorgelegde documenten vooraf ter goedkeuring moeten zijn voorgelegd aan het erkende representatieve orgaan » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 965/1, p. 5).

Met betrekking tot het bestreden artikel 25 is uiteengezet :

« Dat artikel stelt de procedure vast die van toepassing is inzake het bijzonder goedkeuringstoezicht.

Omwille van de juridische samenhang wordt een herzieningsbevoegdheid die vergelijkbaar is met die welke is verleend aan de toezichtsoverheden voor de begrotingen, begrotingswijzigingen en rekeningen van de gemeenten en de provincies, toegekend aan de toezichtsoverheden voor de vooraf door het representatieve orgaan goedgekeurde, begrotingen, begrotingswijzigingen en rekeningen van de eredienstinstellingen, met name met naleving van de bestaande wetgevingen.

[...]

Wat de begrotingen en begrotingswijzigingen van de eredienstinstellingen betreft, kan de toezichtsoverheid de uitgaven in verband met de uitoefening van de eredienst niet wijzigen, uitgaven die definitief zijn vastgesteld door het representatieve orgaan van de eredienst.

Wat de rekeningen van de eredienstinstellingen betreft, kan de toezichtsoverheid de uitgaven in verband met de uitoefening van de eredienst wijzigen, zelfs nadat die zijn vastgesteld door het representatieve orgaan van de eredienst » (*ibid.*, p. 6).

Met betrekking tot de beroepsmogelijkheid geregeld bij artikel 27 vermeldt de parlementaire voorbereiding eveneens :

« Een bevoegdheid tot herziening van de begrotingen, begrotingswijzigingen en rekeningen die worden betwist, wordt verleend aan de beroepsinstantie, met name met naleving van de bestaande wetgevingen, teneinde die in voorkomend geval toe te laten het in het geschil opgedoken probleem definitief te regelen en bijgevolg te voorkomen dat de akte opnieuw moet worden aangenomen, hetgeen onvermijdelijk een aanzienlijk tijdverlies in de hand zou werken.

Wat de begrotingen en begrotingswijzigingen van de eredienstinstellingen betreft, kan de beroepsinstantie de uitgaven met betrekking tot de uitoefening van de eredienst niet wijzigen, uitgaven die definitief zijn vastgesteld door het representatieve orgaan van de eredienst.

Wat de rekeningen van de eredienstinstellingen betreft, kan de beroepsinstantie de uitgaven met betrekking tot de uitoefening van de eredienst wijzigen » (*ibid.*).

B.28.3. Door de begrotingen, begrotingswijzigingen en rekeningen van de met het beheer van de temporalien van de erediensten belaste instellingen te onderwerpen aan een bijzonder goedkeuringstoezicht, kunnen de bestreden bepalingen een inmenging inhouden in de organisatorische autonomie van die instellingen. Die controle is evenwel verantwoord door het feit dat die instellingen worden gefinancierd door de plaatselijke besturen en dat een rationalisering van de plaatselijke uitgaven bijdraagt tot het belang van die gemeenschappen. Die inmenging is overigens beperkt, daar de toezichtsoverheid de begroting die specifiek onder de eredienst valt, niet kan wijzigen.

Uit de hiervoor aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt immers dat de toezichtsoverheid of de beroepsinstantie de begrotingen en de begrotingswijzigingen van de eredienstinstellingen alleen respectievelijk kunnen wijzigen ten aanzien van de uitgaven die geen betrekking hebben op de uitoefening van de eredienst, waarbij de uitgaven met betrekking tot de uitoefening van de eredienst definitief zijn vastgesteld door het representatieve orgaan van de eredienst.

De mogelijkheid om de rekeningen van de eredienstinstellingen met betrekking tot de uitgaven inzake de uitoefening van de eredienst te wijzigen, is verantwoord door de zorg om die rekeningen in overeenstemming te brengen met de kosten die daadwerkelijk voortvloeien uit de uitoefening van de eredienst.

B.28.4. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen aanvoeren, houden de bestreden bepalingen geen onverantwoorde inmenging in de organisatorische vrijheid van de erkende erediensten in, maar regelen zij een controle van de begrotingen, begrotingswijzigingen en rekeningen van de eredienstinstellingen die voortvloeit uit hun overheidsfinanciering, waarbij het specifieke karakter van die instellingen wordt behouden, alsook de rol van het representatieve orgaan van de eredienst bij het bepalen van de uitgaven met betrekking tot de uitoefening van de eredienst.

B.28.5. Het tweede onderdeel van het tweede middel, in zoverre het is gericht tegen de artikelen 23, 25 en 27 van het decreet van 13 maart 2014, is niet gegrond.

*c) de opheffing van sommige vormen van toezicht*

B.29. Voor het overige blijkt niet hoe de opheffing van sommige vormen van bijzonder goedkeuringstoezicht in de bestreden artikelen 30, 31 en 35 zou kunnen leiden tot een verminderde bescherming van de goederen van de instellingen die zijn belast met het beheer van de temporalien van de erediensten.

B.30. Het tweede onderdeel van het tweede middel, in zoverre het is gericht tegen de artikelen 30, 31 en 35 van het decreet van 13 maart 2014, is niet gegrond.

B.31. Het tweede onderdeel van het tweede middel is niet gegrond.

*Wat het derde middel betreft*

B.32. Het derde middel, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, is gericht tegen de artikelen 6, 10, 12, 14, 15, 18, 19, 27, 37, 40, 45, 48 en 50 van het decreet van 13 maart 2014.

De verzoekende partijen zijn van mening dat de bestreden bepalingen de kerkfabrieken en de OCMW's op identieke wijze behandelen, zonder rekening te houden met de specifieke kenmerken van de eerstgenoemde (eerste onderdeel), en de kerkfabrieken discrimineren door ze te onderwerpen aan minder gunstige regels dan de OCMW's, zoals de termijnen of een regeling van automatisch verval (tweede onderdeel).

*Eerste onderdeel*

B.33.1. In het eerste onderdeel van het derde middel bekritisieren de verzoekende partijen de artikelen 6, 10, 12, 14, 18 en 27 van het decreet in zoverre die bepalingen onvoldoende rekening zouden houden met de aanwezigheid en de rol van de bisschoppen in het leven van de kerkfabrieken. Zij bekritisieren eveneens de verplichting tot mededeling van de beslissingen met een financiële weerslag die is bepaald in de bestreden artikelen 15 en 19 en is geïnspireerd op die welke geldt voor de OCMW's, alsook de termijnen waarbinnen de eredienstinstellingen ertoe gehouden zijn sommige beslissingen mee te delen (de bestreden artikelen 14, 15, 18 en 19).

B.33.2. Hoewel het Waalse decreet van 13 maart 2014 ertoe strekt de bepalingen te harmoniseren inzake het administratieve toezicht op de plaatselijke besturen, door zich met name te inspireren op het toezicht op de OCMW's (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 965/5, p. 3), maakt het de bestaande mechanismen inzake het toezicht op de instellingen die zijn belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten uniform, waarbij herhaaldelijk rekening wordt gehouden met het standpunt van het representatieve orgaan van de eredienst, zodat diens rol wordt erkend.

In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen aanvoeren, houdt het bestreden decreet rekening met de specifieke kenmerken van de instellingen die zijn belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten, zodat de kritiek met betrekking tot een identieke behandeling van de eredienstinstellingen en de OCMW's niet kan worden gevolgd.

B.33.3. Voor het overige valt de kritiek van de verzoekers samen met die vervat in het tweede middel, zodat het eerste onderdeel van het derde middel om dezelfde redenen niet gegrond is.

*Tweede onderdeel*

B.34.1. In het tweede onderdeel van het derde middel bekritisieren de verzoekende partijen de artikelen 37, 40, 48 en 50 in zoverre de bisschop beschikt over twintig dagen om de uitgaven van de eredienst vast te stellen en de begrotingen van de kerkfabrieken goed te keuren, terwijl de toezichtsoverheden over veertig dagen beschikken om die begrotingen goed te keuren.

B.34.2. De artikelen 37 en 40 regelen de procedures voor, enerzijds, de beslissing van het representatieve orgaan van de eredienst over de uitgaven met betrekking tot de uitoefening van de eredienst die respectievelijk zijn opgenomen in de begroting en de rekening van de parochiale kerkfabriek en de goedkeuring voor het overige en, anderzijds, de adviezen van de gemeenteraden die het bijzonder goedkeuringstoezicht niet uitoefenen ten aanzien van respectievelijk de begroting en de rekening (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 965/1, p. 8); de artikelen 48 en 50 vormen respectievelijk het verlengstuk van die bepalingen wanneer de eredienstinstelling een kathedrale kerkfabriek is (*ibid.*, p. 9).

De invoering van een dwingende termijn voor de overheden die ofwel een beslissing kunnen nemen, ofwel advies kunnen uitbrengen over respectievelijk de begroting of de rekening van de eredienstinstelling strekt ertoe de toezichtinstantie toe te laten zich uit te spreken over respectievelijk de begroting of de rekening binnen de dwingende termijn die haar is opgelegd (*ibid.*, p. 8).

In verband met de termijn van veertig dagen wordt in de parlementaire voorbereiding, ten aanzien van artikel 25 van het decreet van 13 maart 2014, uitgelegd :

« De termijn van veertig dagen die aan de toezichtinstantie wordt toegekend om haar beslissing te nemen, strekt ertoe de gemeenteraden in de materiële mogelijkheid te stellen een zitting te houden tijdens welke de aan haar voorgelegde handeling zal worden onderzocht » (*ibid.*, p. 6).

De termijn van twintig dagen waarin het bestreden artikel 50 oorspronkelijk voorzag, is overigens op veertig dagen gebracht teneinde te voorkomen dat de provincieraad, die één keer per maand bijeenkomt, een buitengewone zitting moet houden, die extra werkingskosten met zich meebrengt (amendement nr. 3, *Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 965/2, p. 2); die termijn is eveneens voor de gemeenteraden op veertig dagen gebracht in de bestreden artikelen 37 en 40, via amendementen (amendementen nrs. 1 en 2, *Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 965/4).



B.34.3. Het representatieve orgaan van de eredienst en de toezichtoverheden bevinden zich, in het licht van hun rol en hun statuut, in een essentieel verschillende situatie wat betreft de termijnen die aan hen zijn opgelegd om hun opdracht inzake de controle van de begrotingen en rekeningen van de met het beheer van de temporalien van de erediensten belaste instellingen uit te voeren. Het zou overigens in strijd zijn met de gelijkheid van behandeling tussen de verschillende erkende erediensten om die termijn aan te passen volgens het aantal eredienstinstellingen die onder het representatieve orgaan van de eredienst vallen.

Voor het overige is de termijn van twintig dagen die geldt voor het representatieve orgaan van de eredienst niet onredelijk of onevenredig, daar die termijn de termijn is die, zoals eraan is herinnerd in B.23.2, reeds bestond in de vorige regeling die van toepassing was op de katholieke eredienst.

B.34.4. Het tweede onderdeel van het derde middel, in zoverre het is gericht tegen de artikelen 37, 40, 48 en 50 van het decreet van 13 maart 2014, is niet gegrond.

B.35.1. De verzoekende partijen bekritisieren ten slotte de regeling van verval bepaald in het bestreden artikel 45, die niet zou bestaan voor de OCMW's.

B.35.2. De memorie van toelichting van het decreet van 13 maart 2014 vermeldt :

« [De] procedure van verval bepaald in de specifieke wetgevingen wordt gemoderniseerd en uitgebreid tot alle erediensten. Het decreet strekt ertoe de subsidiërende overheid te laten beschikken over een verplichting tot informatie wanneer de eredienstinstelling in gebreke blijft, teneinde een snelle actie te verzekeren en aldus administratieve achterstanden te vermijden » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 965/1, p. 2).

In de parlementaire voorbereiding met betrekking tot het bestreden artikel 45 wordt eveneens uiteengezet :

« Dat artikel is herzien om de procedure die leidt tot het verval van een eredienstinstelling opnieuw te regelen.

De procedure van verval bestaat reeds in de wet van 4 maart 1870. De wijziging brengt die wet alleen in overeenstemming met de nieuwe gemeentelijke bevoegdheid om de begrotingen en rekeningen goed te keuren. Er wordt voorgesteld ze te behouden, daar het verval het enige drukingsmiddel is om de met het beheer van de temporalien van de eredienst belaste instellingen (niet alleen de kerkfabrieken, maar ook de instellingen van de andere erediensten) ertoe aan te zetten tegemoet te komen aan hun wettelijke verplichtingen inzake het overmaken van de rekeningen en begrotingen. Het zou overigens volkomen ongepast zijn dat een instelling die haar rekeningen en begrotingen niet verzendt, de gemeenten en provincies ertoe kan verplichten haar te subsidiëren.

[...]

Voor het overige, om uit het verval te geraken, is het voor de vervallen verklaarde instellingen mogelijk om een nieuwe erkenningsprocedure in te dienen.

Ter informatie, de procedure en de criteria voor de erkenning van de plaatselijke gemeenschappen zijn jurisprudentieel en werden geërfd van de vroegere federale bevoegdheid (aantal aanhangers, gemeentelijke adviezen...).

[...]

Het verval houdt niet het verlies van de erkenning van de rechtspersoonlijkheid in, maar wel het verlies van het recht op de subsidiëring, niettegenstaande dat een bevestiging van de erkenning de gemeenschap opnieuw kan plaatsen in haar vorige toestand van erkenning, hetgeen leidt tot rechten en verplichtingen voor de gemeenten/provincies en voor de plaatselijke gemeenschappen :

- voor de gemeente/provincie : de verplichting om jaarlijks in de uitgavenbegroting de hulpgelden aan de openbare eredienstinstellingen op te nemen indien een tekort aan middelen van die instellingen wordt vastgesteld, en de verplichting om de priester van de eredienst een pastorie ter beschikking te stellen of, bij ontstentenis daarvan, een huisvesting, of nog, bij ontstentenis daarvan, een woonstvergoeding toe te kennen, zelfs indien de openbare eredienstinstelling beschikt over de financiële middelen om die verplichting te haren laste te nemen.

In ruil voor die verplichtingen zijn de plaatselijke gemeenschappen onderworpen aan de uitoefening van het toezicht op hun rekeningen en begrotingen » (*ibid.*, pp. 8-9).

B.35.3. Die regeling van verval draagt bij tot de doeltreffendheid van het toezicht, door de betrokken instellingen ertoe aan te moedigen verdragen of verzuim bij de mededeling van hun begrotingen en rekeningen te vermijden, in ruil voor hun overheidsfinanciering op plaatselijk niveau. De regeling van verval bestond overigens voor de katholieke eredienst en is uitgebreid tot de andere erkende erediensten. De omstandigheid dat de regeling van verval niet bestaat voor de OCMW's volstaat niet om te besluiten tot een onverantwoord verschil in behandeling tussen de eredienstinstellingen en de OCMW's.

Die sanctie ten aanzien van de met het beheer van de temporalien van de erediensten belaste instellingen is redelijk verantwoord door het doel dat met het bestreden decreet wordt nagestreefd en dat erin bestaat de uitgaven op plaatselijk niveau te rationaliseren.

B.35.4. Het tweede onderdeel van het derde middel, in zoverre het is gericht tegen artikel 45 van het decreet van 13 maart 2014, is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 34 van het decreet van het Waalse Gewest van 13 maart 2014 tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en van diverse bepalingen betreffende het toezicht over de instellingen belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 1 oktober 2015.

De griffier,

F. Meersschant

De voorzitter,

J. Spreutels

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2015/204634]

## Auszug aus dem Entscheid Nr. 135/2015 vom 1. Oktober 2015

Geschäftsverzeichnisnummer 6051

*In Sachen:* Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 13. März 2014 zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung und verschiedener Bestimmungen bezüglich der Aufsicht über die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen, erhoben von der Kirchenfabrik der Stiftskirche «Sainte-Gertrude» in Nivelles und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschat, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

## I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klagschrift, die dem Gerichtshof mit am 1. Oktober 2014 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 3. Oktober 2014 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 6, 10, 12, 14, 15, 18, 19, 23, 25, 27, 30, 31, 34, 35, 37, 40, 45, 48 und 50 des Dekrets der Wallonischen Region vom 13. März 2014 zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung und verschiedener Bestimmungen bezüglich der Aufsicht über die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 4. April 2014, zweite Ausgabe): die Kirchenfabrik der Stiftskirche «Sainte-Gertrude» in Nivelles, die Kirchenfabrik der «Immaculée Conception» in Jumet-Gohyssart, die Kirchenfabrik der Pfarrgemeinde «Sainte-Julienne» in Lüttich, André-Joseph Léonard, Rémy Vancottem, Jean-Pierre Delville und Guy Harpigny, unterstützt und vertreten durch RA F. Judo und RAIN N. Nolet de Brauwere, in Brüssel zugelassen.

(...)

## II. Rechtliche Würdigung

(...)

*In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen und ihren Kontext*

B.1.1. Die Nichtigkeitsklage ist gegen die Artikel 6, 10, 12, 14, 15, 18, 19, 23, 25, 27, 30, 31, 34, 35, 37, 40, 45, 48 und 50 des Dekrets der Wallonischen Region vom 13. März 2014 zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung und verschiedener Bestimmungen bezüglich der Aufsicht über die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen (nachstehend: Dekret vom 13. März 2014) gerichtet.

Mit dem Dekret vom 13. März 2014 wird insbesondere der Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (nachstehend: der Kodex) abgeändert, damit die Organisation der Aufsicht über die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen erweitert und vereinfacht wird.

B.1.2. Artikel L3111-1 § 1 des Kodex bestimmt in der durch den nicht angefochtenen Artikel 1 des Dekrets vom 13. März 2014 abgeänderten Fassung:

«Mit Ausnahme des Titels V regelt das vorliegende Buch die gewöhnliche Verwaltungsaufsicht:

[...];

7. über die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen, die ihren Sitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region haben, mit Ausnahme der mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen, die im deutschen Sprachgebiet gelegen sind».

Artikel L3111-2 des Kodex bestimmt in der durch den nicht angefochtenen Artikel 2 des Dekrets vom 13. März 2014 abgeänderten Fassung:

«Im Sinne des vorliegenden Buches gelten folgende Definitionen:

[...]

6. das anerkannte repräsentative Organ: die repräsentativen Organe der durch die Föderalbehörde anerkannten Kulte;

7. die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen: die Kirchenfabriken und die Einrichtungen, die damit beauftragt sind, die weltlichen Güter der anerkannten Kulte zu verwalten, im Sinne von Artikel 6 § 1 VII Nr. 6 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen vom 8. August 1980;

8. die auf kommunaler Ebene finanzierten Einrichtungen im Sinne von Artikel L3111-1 § 1: die mit der Verwaltung der weltlichen Güter des Kultes beauftragten Einrichtungen, die aufgrund des Gesetzes ein Finanzierungsrecht gegenüber der Gemeinde beziehungsweise den Gemeinden besitzen, auf die sich ihr Gebiet erstreckt;

9. die auf provinzieller Ebene finanzierten Einrichtungen im Sinne von Artikel L3111-1 § 1: die mit der Verwaltung der weltlichen Güter des Kultes beauftragten Einrichtungen, die aufgrund des Gesetzes ein Finanzierungsrecht gegenüber der Provinz beziehungsweise den Provinzen besitzen, auf die sich ihr Gebiet erstreckt».

B.2.1. Durch Artikel 6 des Dekrets vom 13. März 2014 werden in Artikel L3122-1 des Kodex die Wörter «mit Ausnahme der auf kommunaler Ebene finanzierten Einrichtungen im Sinne von Nr. 7» zwischen den Wörtern «einer Behörde im Sinne von Artikel L3111-1 § 1» und den Wörtern «der gegen das Gesetz verstößt oder das allgemeine Interesse verletzt» eingefügt.

Der somit abgeänderte Artikel L3122-1 des Kodex bestimmt:

«Die Regierung kann jeden Akt einer Behörde im Sinne von Artikel L3111-1 § 1, mit Ausnahme der auf kommunaler Ebene finanzierten Einrichtungen im Sinne von Nr. 7, der gegen das Gesetz verstößt oder das allgemeine Interesse verletzt, ganz oder teilweise annullieren».

B.2.2. Durch Artikel 10 des Dekrets vom 13. März 2014 wird in Abschnitt 1 mit der Überschrift «Anwendungsbereich», eingefügt durch Artikel 9 desselben Dekrets, von Kapitel I mit der Überschrift «Allgemeine Annullierungsaufsicht», eingefügt durch Artikel 8 desselben Dekrets, von Titel VI mit der Überschrift «Verwaltungsaufsicht über die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7», eingefügt durch Artikel 7 desselben Dekrets, von Teil III Buch I des Kodex Artikel L3161-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Alle anderen Akte als diejenigen im Sinne von Artikel L3162-1 unterliegen der allgemeinen Annullierungsaufsicht».

B.2.3. Durch Artikel 12 des Dekrets vom 13. März 2014 wird in Abschnitt 2 mit der Überschrift «Verfahren», eingefügt durch Artikel 11 desselben Dekrets, desselben Kapitels ein Artikel L3161-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Der Gouverneur kann jeden Akt einer auf kommunaler Ebene finanzierten Einrichtung im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7, der gegen das Gesetz verstößt oder das allgemeine Interesse verletzt, ganz oder teilweise annullieren».

B.2.4. Durch Artikel 14 des Dekrets vom 13. März 2014 wird in denselben Abschnitt ein Artikel L3161-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Akte der auf kommunaler Ebene finanzierten Einrichtungen im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7 mit nachstehendem Inhalt werden mit ihren Belegen an den Gouverneur weitergeleitet innerhalb von fünfzehn Tagen nach ihrer Annahme, und dürfen nicht ausgeführt werden, bevor sie auf folgende Weise übermittelt wurden:

1. bezüglich der Akte im Hinblick auf öffentliche Aufträge:

a) die Vergabe von öffentlichen Aufträgen für Arbeiten, Lieferungen oder Dienstleistungen in Höhe eines Betrags ohne Mehrwertsteuer über denjenigen, die in der nachstehenden Tabelle angeführt sind:

	Offene Ausschreibung/ Offener Angebotsaufruf	Beschränkte Ausschreibung/ Beschränkter Angebotsaufruf/ Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung	Verhandlungs- verfahren ohne Bekanntmachung
Arbeiten	250 000 Euro	125 000 Euro	62 000 Euro
Lieferungen und Dienstleistungen	200 000 Euro	62 000 Euro	31 000 Euro

b) Vertragszusätze in Bezug auf Aufträge für Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen im Sinne von Buchstabe a), die sich auf mindestens 10% des ursprünglichen Betrags des Auftrags belaufen;

c) Vertragszusätze in Bezug auf Aufträge für Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen im Sinne von Buchstabe a), deren addierte Summe der Beträge der aufeinander folgenden Vertragszusätze sich auf mindestens 10% des ursprünglichen Betrags des Auftrags beläuft.

Die gleich lautende Stellungnahme des anerkannten repräsentativen Organs wird dem Beschluss über die Vergabe eines öffentlichen Auftrags für Arbeiten in Bezug auf Arbeiten am Kultgebäude beigefügt;

2. die Immobilientransaktionen für den Kauf, den Verkauf, den Tausch, die Vermietung für mehr als neun Jahre, die Bestellung von Hypotheken und aufgeteilten dinglichen Rechten, wenn der Betrag des Aktes höher ist als 10 000 Euro;

3. in Bezug auf Akte im Hinblick auf Schenkungen und Vermächtnisse:

a) in Abweichung von den Bestimmungen von Artikel L1221-2 die Schenkungen und Vermächtnisse mit Auflagen, einschließlich der Gründungskosten;

b) in Abweichung von den Bestimmungen von Artikel L1221-2 die Schenkungen und Vermächtnisse ohne Auflagen und ohne Gründungskosten, deren Betrag jedoch höher als 10 000 Euro ist;

4. der Bau eines für die Ausübung des Kultes oder die Wohnung des Dieners des Kultes bestimmten Gebäudes.

Die Stellungnahme des betreffenden anerkannten repräsentativen Organs wird dem Akt beigefügt in den Fällen im Sinne von Nr. 3 Buchstabe a), wenn der Akt Gründungskosten beinhaltet, und im Sinne von Nr. 4».

B.2.5. Durch Artikel 15 des Dekrets vom 13. März 2014 wird in denselben Abschnitt ein Artikel L3161-5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Liste der Beschlüsse mit Finanzkosten, die nicht im Haushalt angegeben sind und nicht zu denjenigen im Sinne von Artikel L3161-4 gehören, die gefasst werden durch die auf provinzieller Ebene finanzierten Einrichtungen im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7 wird dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder den betreffenden Gemeindegremien innerhalb von zehn Tagen nach der Sitzung, in der die Beschlüsse gefasst wurden, übermittelt.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder die betreffenden Gemeindegremien können einen Beschluss oder mehrere Beschlüsse der Liste anfordern. Dieser Antrag muss innerhalb von zehn Tagen nach dem Eingang der Liste eingereicht werden. Der Tag des Eingangs der Liste ist nicht in der Frist einbegriffen. Einrichtungen im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7 übermitteln dem Kollegium innerhalb von zehn Tagen nach dem Antrag den beantragten Beschluss beziehungsweise die beantragten Beschlüsse. Der Tag des Eingangs des Antrags ist nicht in der Frist einbegriffen.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder die betreffenden Gemeindegremien können bei dem Provinzgouverneur Einspruch gegen den beantragten Beschluss beziehungsweise die beantragten Beschlüsse einlegen. Dieser Einspruch muss innerhalb von zehn Tagen nach dem Eingang des Beschlusses der Einrichtung im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7 eingereicht werden. Der Tag des Eingangs des Beschlusses ist nicht in der Frist einbegriffen.

Wenn der Provinzgouverneur mit einem Einspruch befasst wurde, fordert er bei der Einrichtung im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7 den Akt mit den Belegen an».

B.2.6. Durch Artikel 18 des Dekrets vom 13. März 2014 wird in denselben Abschnitt ein Artikel L3161-8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Akte der auf provinzieller Ebene finanzierten Einrichtungen im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7 mit nachstehendem Inhalt werden mit ihren Belegen an die Regierung weitergeleitet innerhalb von fünfzehn Tagen nach ihrer Annahme, und dürfen nicht ausgeführt werden, bevor sie auf folgende Weise übermittelt wurden:

1. bezüglich der Akte im Hinblick auf öffentliche Aufträge:

a) die Vergabe von öffentlichen Aufträgen für Arbeiten, Lieferungen oder Dienstleistungen in Höhe eines Betrags über denjenigen, die in der nachstehenden Tabelle angeführt sind:

	Öffentliche Ausschreibung/ Allgemeiner Angebotsaufruf ohne MwSt.	Beschränkte Ausschreibung/ Beschränkter Angebotsaufruf/ Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung	Verhandlungs- verfahren ohne Bekanntmachung
Arbeiten	250 000 Euro	125 000 Euro	62 000 Euro
Lieferungen und Dienstleistungen	200 000 Euro	62 000 Euro	31 000 Euro

b) Vertragszusätze in Bezug auf diese Aufträge für Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen, die sich auf mindestens 10% des ursprünglichen Betrags des Auftrags belaufen;

c) Vertragszusätze in Bezug auf diese Aufträge für Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen, deren addierte Summe der Beträge der aufeinander folgenden Vertragszusätze sich auf mindestens 10% des ursprünglichen Betrags des Auftrags beläuft.

Die gleich lautende Stellungnahme des anerkannten repräsentativen Organs wird dem Beschluss über die Vergabe eines öffentlichen Auftrags für Arbeiten in Bezug auf Arbeiten am Kultgebäude beigefügt;

2. die Immobilientransaktionen für den Kauf, den Verkauf, den Tausch, die Vermietung für mehr als neun Jahre, die Bestellung von Hypotheken und aufgeteilten dinglichen Rechten, wenn der Betrag des Aktes höher ist als 10 000 Euro;

3. in Bezug auf Akte im Hinblick auf Schenkungen und Vermächtnisse:

a) die Schenkungen und Vermächtnisse mit Auflagen, einschließlich der Gründungskosten;

b) die Schenkungen und Vermächtnisse ohne Auflagen und ohne Gründungskosten, deren Betrag jedoch höher als 10 000 Euro ist;

4. der Bau eines für die Ausübung des Kultes oder die Wohnung des Dieners des Kultes bestimmten Gebäudes.

Die Stellungnahme des betreffenden anerkannten repräsentativen Organs wird dem Akt beigefügt in den Fällen im Sinne von Nr. 3 Buchstabe a), wenn der Akt Gründungskosten beinhaltet, und im Sinne von Nr. 4».

B.2.7. Durch Artikel 19 des Dekrets vom 13. März 2014 wird in denselben Abschnitt ein Artikel L3161-9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Liste der Beschlüsse mit Finanzkosten, die nicht im Haushalt angegeben sind und nicht zu denjenigen im Sinne von Artikel L3161-4 gehören, die gefasst werden durch die auf provinzieller Ebene finanzierten Einrichtungen im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7 wird den betreffenden Provinzialkollegien innerhalb von zehn Tagen nach der Sitzung, in der die Beschlüsse gefasst wurden, übermittelt.

Die betreffenden Provinzialkollegien können einen Beschluss oder mehrere Beschlüsse der Liste anfordern. Dieser Antrag muss innerhalb von zehn Tagen nach dem Eingang der Liste eingereicht werden. Der Tag des Eingangs der Liste ist nicht in der Frist einbegriffen. Einrichtungen im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7 übermitteln dem Kollegium innerhalb von zehn Tagen nach dem Antrag den beantragten Beschluss beziehungsweise die beantragten Beschlüsse. Der Tag des Eingangs des Antrags ist nicht in der Frist einbegriffen.

Die betreffenden Provinzialkollegien können bei der Regierung Einspruch gegen den beantragten Beschluss beziehungsweise die beantragten Beschlüsse einlegen. Dieser Einspruch muss innerhalb von zehn Tagen nach dem Eingang des Beschlusses der Einrichtung im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7 eingereicht werden. Der Tag des Eingangs des Beschlusses ist nicht in der Frist einbegriffen.

Wenn die Regierung mit einem Einspruch befasst wurde, fordert sie bei der Einrichtung im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7 den Akt mit den Belegen an».

B.2.8. Durch Artikel 23 des Dekrets vom 13. März 2014 wird in Abschnitt 1 mit der Überschrift «Anwendungsbereich», eingefügt durch Artikel 22 desselben Dekrets, von Kapitel II mit der Überschrift «Besondere Genehmigungsaufsicht», eingefügt durch Artikel 21 desselben Dekrets, von Titel VI mit der Überschrift «Verwaltungsaufsicht über die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7», eingefügt durch Artikel 7 desselben Dekrets, von Teil III Buch I des Kodex ein Artikel L3161-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 1. Der Genehmigung durch den Gemeinderat unterliegen die Akte der auf kommunaler Ebene finanzierten Einrichtungen im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7 mit folgendem Inhalt:

1. der Haushalt und die Haushaltsänderungen, die durch das anerkannte repräsentative Organ angenommen wurden;

2. die Jahresrechnungen, die durch das anerkannte repräsentative Organ angenommen wurden.

§ 2. Der Genehmigung durch die Regierung unterliegen die Akte der auf provinzieller Ebene finanzierten Einrichtungen im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7 mit folgendem Inhalt:

1. der Haushalt und die Haushaltsänderungen, die durch das anerkannte repräsentative Organ angenommen wurden;

2. die Jahresrechnungen, die durch das anerkannte repräsentative Organ angenommen wurden.

Die Regierung übt die Genehmigungsaufsicht aus, nachdem sie eine Stellungnahme der betreffenden Provinzen eingeholt oder nachdem sie festgestellt hat, dass die besagten betreffenden Provinzen keine Stellungnahme abgegeben haben innerhalb der in den Artikeln 16bis und 16quater § 2 des Gesetzes vom 4. März 1870 über die weltlichen Güter der Kulte vorgesehenen Frist.

§ 3. Wenn die Einrichtung im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7 durch mehrere Gemeinden finanziert wird, übt der Gemeinderat der Gemeinde, die für das laufende Haushaltsjahr den größten Teil der Gesamtbeteiligung finanziert, die Genehmigungsaufsicht aus, nachdem sie eine befürwortende Stellungnahme der anderen betreffenden Gemeinden eingeholt oder nachdem sie festgestellt hat, dass die besagte Gemeinde beziehungsweise die besagten Gemeinden keine Stellungnahme innerhalb der in den Artikeln 2 § 2 und 7 § 2 des Gesetzes vom 4. März 1870 über die weltlichen Güter der Kulte vorgesehenen Frist abgegeben hat oder haben.

Wenn für das laufende Haushaltsjahr mehrere Gemeinden sich zu gleichen Teilen an der Finanzierung der Einrichtungen im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7 beteiligen, übt die Gemeinde, auf deren Gebiet sich das für die Ausübung des Kultes bestimmte Hauptgebäude befindet, die Genehmigungsaufsicht aus, nachdem sie eine Stellungnahme der anderen betreffenden Gemeinden eingeholt oder nachdem sie festgestellt hat, dass die besagten Gemeinden keine Stellungnahme innerhalb der in den Artikeln 2 § 2 und 7 § 2 des Gesetzes vom 4. März 1870 über die weltlichen Güter der Kulte vorgesehenen Frist abgegeben haben.

§ 4. In Bezug auf die Akte im Sinne von Paragraph 1 Nr. 1 und von Paragraph 2 Absatz 1 Nr. 1 kann die Genehmigung der Aufsichtsbehörde wegen Verstoßes gegen das Gesetz oder das Allgemeininteresse verweigert werden.

Für die Akte im Sinne von Paragraph 1 Nr. 2 und von Paragraph 2 Absatz 1 Nr. 2 kann die Genehmigung der Aufsichtsbehörde wegen Verstoßes gegen das Gesetz verweigert werden».

B.2.9. Durch Artikel 25 des Dekrets vom 13. März 2014 wird in Abschnitt 2 mit der Überschrift «Verfahren», eingefügt durch Artikel 24 desselben Dekrets, desselben Kapitels II ein Artikel L3162-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 1. Die Aufsichtsbehörde kann die Gesamtheit oder einen Teil des Aktes genehmigen oder nicht genehmigen, ohne jedoch, nur im Fall der Akte im Sinne von Artikel L3162-1 § 1 Nr. 1 und § 2 Absatz 1 Nr. 1, die Ausgabenartikel in Bezug auf die Ausübung des Kultes, die durch das repräsentative Organ des Kultes festgelegt worden sind, abändern zu dürfen.

Für die Akte im Sinne von Artikel L3162-1 § 1 Nr. 1 und § 2 Absatz 1 Nr. 1 kann die Aufsichtsbehörde unbeschadet der Bestimmungen von Absatz 1 Einnahmeveranschläge und Ausgabenposten eintragen; sie kann sie verringern, erhöhen oder streichen und materielle Irrtümer berichtigen.

§ 2. Die Aufsichtsbehörde fasst ihren Beschluss innerhalb von vierzig Tagen nach dem Eingang des durch das repräsentative Organ angenommenen Aktes und seiner Belege.



Die Aufsichtsbehörde kann die ihr zur Ausübung ihrer Befugnis auferlegte Frist um eine Dauer von maximal der Hälfte der in Absatz 1 vorgesehenen Frist verlängern.

Wird innerhalb dieser Frist kein Beschluss gefasst, so ist der Akt ausführbar.

§ 3. Wenn die Einrichtung im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7 durch mehrere Gemeinden finanziert wird und eine oder mehrere ablehnende Stellungnahmen durch die anderen betreffenden Gemeinden abgegeben werden, gibt die Gemeinde, die die besondere Genehmigungsaufsicht ausübt, eine Stellungnahme innerhalb der in Artikel L3162-2 § 2 Absatz 1 festgelegten Frist ab. Geschieht dies nicht, so gilt die Stellungnahme als befürwortend. Die Gemeinde übermittelt ihre Stellungnahme dann an den Gouverneur, der gemäß Paragraph 1 entscheidet. Der Gouverneur fasst seinen Beschluss innerhalb von vierzig Tagen nach dem Eingang der ersten ablehnenden Stellungnahme einer betreffenden Gemeinde. Der Gouverneur kann die ihm zur Ausübung seiner Befugnis vorgeschriebene Frist um eine Dauer von maximal der Hälfte dieser Frist verlängern. Wenn er innerhalb dieser Frist keinen Beschluss fasst, ist der Akt ausführbar».

B.2.10. Durch Artikel 27 des Dekrets vom 13. März 2014 wird in Abschnitt 3 mit der Überschrift «Einspruch», eingefügt durch Artikel 26 desselben Dekrets, desselben Kapitels ein Artikel L3162-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 1. Das repräsentative Organ des Kultes einer auf kommunaler Ebene finanzierten Einrichtung im Sinne von Artikel L3111-1 § 1 Nr. 7, deren Akt Gegenstand eines Beschlusses zur Verweigerung der Genehmigung oder eines Beschlusses zur teilweisen Genehmigung der Gemeinde und der betreffenden Einrichtung ist, kann innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Beschlusses der Aufsichtsbehörde Einspruch bei dem Gouverneur einreichen. Eine Abschrift des Einspruchs wird an den Gemeinderat, der die besondere Genehmigungsaufsicht ausübt, und gegebenenfalls an die Interessenshabenden spätestens am letzten Tag der Einspruchsfrist geschickt.

§ 2. Der Gouverneur kann, je nach Fall, die Gesamtheit oder einen Teil des Beschlusses der Aufsichtsbehörde innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang des Einspruchs genehmigen oder nicht genehmigen, ohne jedoch, nur im Fall der Akte im Sinne von Artikel L3162-1 § 1 Nr. 1, die Ausgabenartikel in Bezug auf die Ausübung des Kultes, die durch das repräsentative Organ des Kultes festgelegt worden sind, abändern zu dürfen.

Für die Akte im Sinne von Artikel L3162-1 § 1 Nr. 1 und § 2 Absatz 1 Nr. 1 kann der Gouverneur, unbeschadet der Bestimmungen von Absatz 1 Einnahmeveranschläge und Ausgabenposten eintragen; sie kann sie verringern, erhöhen oder streichen und materielle Irrtümer berichtigen.

Wenn innerhalb dieser Frist kein Beschluss gefasst wird, gilt der strittige Beschluss als bestätigt».

B.2.11. Durch Artikel 30 des Dekrets vom 13. März 2014 werden in Artikel 62 Absatz 1 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809 über die Kirchenfabriken (nachstehend: kaiserliches Dekret vom 30. Dezember 1809), abgeändert durch das Gesetz vom 10. März 1999, die Wörter «und mit Unserer Ermächtigung, wenn der Betrag höher als 10 000 Euro ist» aufgehoben.

B.2.12. Durch Artikel 31 des Dekrets vom 13. März 2014 wird Artikel 63 desselben Dekrets aufgehoben.

B.2.13. Durch Artikel 34 des Dekrets vom 13. März 2014 wird Artikel 113 desselben Dekrets durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Der Diözesanbischof genehmigt die Stiftungen, Schenkungen oder Vermächtnisse an die Seminare».

B.2.14. Durch Artikel 35 des Dekrets vom 13. März 2014 wird der königliche Erlass vom 16. August 1824 «der besagt, dass die Kirchenfabriken nichts beschließen dürfen, das ihnen nicht durch bestehende Gesetze, Erlasse und Verordnungen zugewiesen wurde» aufgehoben.

B.2.15. Durch Artikel 37 des Dekrets vom 13. März 2014 wird Artikel 2 des Gesetzes vom 4. März 1870 über die weltlichen Güter der Kulte durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 1. Innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang des Haushalts und seiner Belege legt das repräsentative Organ des Kultes die Ausgabenposten in Bezug auf die Ausübung des Kultes fest, genehmigt im Übrigen den Haushalt und übermittelt seinen Beschluss dem Gemeinderat, der die besondere Genehmigungsaufsicht über den Haushalt ausübt, sowie, wenn die Pfarrkirchenfabrik durch mehrere Gemeinden finanziert wird, dem Gouverneur.

Wenn das repräsentative Organ des Kultes seinen Beschluss nicht innerhalb dieser Frist übermittelt, gilt sein Beschluss als befürwortend.

§ 2. Innerhalb von vierzig Tagen nach dem Eingang des Haushalts und seiner Belege geben die anderen Gemeinderäte als derjenige, der die besondere Genehmigungsaufsicht über diesen Haushalt ausübt, eine Stellungnahme zum Haushalt ab und übermitteln ihre Stellungnahme dem Gemeinderat, der die besondere Genehmigungsaufsicht über den Haushalt ausübt, und im Fall einer ablehnenden Stellungnahme, dem Gouverneur.

Wenn die Gemeinderäte im Sinne von Absatz 1 ihre Stellungnahme nicht fristgemäß übermitteln, gilt ihre Stellungnahme als befürwortend».

B.2.16. Durch Artikel 40 des Dekrets vom 13. März 2014 wird Artikel 7 desselben Gesetzes durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 1. Innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang der Rechnungen und der Belege dazu legt das repräsentative Organ des Kultes die Ausgabenposten in Bezug auf die Ausübung des Kultes fest, genehmigt die Rechnungen im Übrigen und übermittelt seinen Beschluss dem Gemeinderat, der die besondere Genehmigungsaufsicht über den Haushalt ausübt, sowie, wenn die Pfarrkirchenfabrik durch mehrere Gemeinden finanziert wird, dem Gouverneur.

Wenn das repräsentative Organ des Kultes seinen Beschluss nicht innerhalb dieser Frist übermittelt, gilt sein Beschluss als befürwortend.

§ 2. Innerhalb von vierzig Tagen nach dem Eingang der Rechnungen und der Belege dazu geben die anderen Gemeinderäte als derjenige, der die besondere Genehmigungsaufsicht über diese Rechnungen ausübt, eine Stellungnahme über die Rechnungen ab und übermitteln ihre Stellungnahme dem Gemeinderat, der die besondere Genehmigungsaufsicht über die Rechnungen ausübt, und im Fall einer ablehnenden Stellungnahme, dem Gouverneur.

Wenn die Gemeinderäte im Sinne von Absatz 1 ihre Stellungnahme nicht fristgemäß übermitteln, gilt ihre Stellungnahme als befürwortend».

B.2.17. Durch Artikel 45 des Dekrets vom 13. März 2014 wird Artikel 15 desselben Gesetzes durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Wenn der Haushalt oder die Rechnungen mit den Belegen nicht an den in den Artikeln 1 und 6 dieses Gesetzes festgelegten Daten übermittelt wurden, informiert das Gemeindegremium der Gemeinde, die die besondere Genehmigungsaufsicht über den Haushalt oder die Rechnungen ausübt, den Gouverneur darüber spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Überschreitung der Frist. Der Gouverneur übermittelt der Kirchenfabrik eine Aufforderung per Einschreibebrief und informiert darüber das repräsentative Organ des Kultes.

Wenn die Kirchenfabrik nicht innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang dieses Briefes ihren Haushalt oder ihre Rechnungen oder die angeforderten Belegen übermittelt hat, kann sie fortan keine Zuschüsse der öffentlichen Hand mehr erhalten.

Der Gouverneur stellt diese Überschreitung durch einen Erlass fest, der dem repräsentativen Organ des Kultes, der Kirchenfabrik und den betreffenden Gemeinderäten notifiziert wird».

B.2.18. Durch Artikel 48 des Dekrets vom 13. März 2014 wird in dasselbe Gesetz ein Artikel 16*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 1. Innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang des Haushalts und seiner Belege legt das repräsentative Organ des Kultes die Ausgabenposten in Bezug auf die Ausübung des Kultes fest, genehmigt im Übrigen den Haushalt und übermittelt seinen Beschluss der Regierung.

Wenn das repräsentative Organ des Kultes seinen Beschluss nicht fristgemäß übermittelt, gilt sein Beschluss als befürwortend.

§ 2. Innerhalb von vierzig Tagen nach dem Eingang des Haushalts und seiner Belege geben die Provinzialräte im Sinne von Artikel 16 Absatz 2 eine Stellungnahme zum Haushalt ab und übermitteln ihre Stellungnahme der Regierung.

Wenn die Provinzialräte im Sinne von Artikel 16 Absatz 2 ihre Stellungnahme nicht fristgemäß übermitteln, gilt ihre Stellungnahme als befürwortend.

B.2.19. Durch Artikel 50 des Dekrets vom 13. März 2014 wird in dasselbe Gesetz ein Artikel 16*quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 1. Innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Eingang der Rechnungen und ihrer Belege legt das repräsentative Organ des Kultes die Ausgabenposten in Bezug auf die Ausübung des Kultes fest, genehmigt im Übrigen die Rechnungen und übermittelt der Regierung seinen Beschluss.

Wenn das repräsentative Organ des Kultes seinen Beschluss nicht fristgemäß übermittelt, gilt sein Beschluss als befürwortend.

§ 2. Innerhalb von vierzig Tagen nach dem Eingang der Rechnungen und ihrer Belege geben die Provinzialräte im Sinne von Artikel 16*ter* Absatz 2 eine Stellungnahme zu den Rechnungen ab und übermitteln ihre Stellungnahme der Regierung.

Wenn die Provinzialräte im Sinne von Artikel 16*ter* Absatz 2 ihre Stellungnahme nicht fristgemäß übermitteln, gilt ihre Stellungnahme als befürwortend».

B.3. Mit dem Dekret vom 13. März 2014, wodurch die Aufsicht über die Akte der Glaubensgemeinschaften reformiert wurde, «wird ein neuer Schritt zur Modernisierung und Vereinfachung der gesamten Aufsicht in der Wallonie vollzogen mit dem Ziel der Harmonisierung der Bestimmungen bezüglich der Verwaltungsaufsicht über die lokalen Behörden» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 965/1, S. 2).

Betroffen sind «die auf kommunaler Ebene finanzierten Kultureinrichtungen (Pfarrkirchenfabriken der katholischen, protestantischen, anglikanischen und jüdischen Kulte) und die auf provinzieller Ebene finanzierten Kultureinrichtungen (Kathedralkirchenfabriken des katholischen Kultes und des orthodoxen und islamischen Kultes» (ebenda): «In Bezug auf die Annullierungsaufsicht bleibt der Provinzgouverneur die Behörde für alle Akte der auf kommunaler Ebene finanzierten Einrichtungen, und die Regierung für die auf provinzieller Ebene finanzierten Einrichtungen» (ebenda).

Durch das Dekret vom 13. März 2014 «soll die Aufsicht über die anerkannten Kulte in Belgien vereinheitlicht werden», wobei der Dekretgeber «es als unnötig [rachtet] die Unterscheidung zwischen dem katholischen Kult – durch Aufrechterhaltung des Begriffs ‘Kirchenfabrik’ – und den anderen anerkannten Kulturen, die nicht alle diesen Begriff verwenden, aufrechtzuerhalten» (ebenda, S. 3); um die Aufsicht über die sechs anerkannten Kulte zu vereinheitlichen, ist das Dekret «hierzu durch die Aufsicht über die ÖSHZen inspiriert» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 965/5, S. 3), wobei die spezifischen Merkmale der betreffenden Einrichtungen aufrechterhalten werden, «da das Auftreten der repräsentativen Organe der Kulte vorgesehen ist, um die verfassungsmäßigen Freiheiten der freien Organisation und der freien Ausübung eines jeden Kultes zu gewährleisten» (ebenda; siehe auch Wallonisches Parlament, *CRIC*, Nr. 93 (2013-2014), öffentliche Ausschusssitzung von Dienstag, 18. Februar 2014, S. 18).

*In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage*

B.4.1. Die Wallonische Regierung führt die Unzulässigkeit der Klage an, insofern sie durch die Kirchenfabriken eingereicht worden sei, wegen Nichteinhaltung von Artikel 77 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809, indem einerseits die Klageerhebungsbeschlüsse nur durch den Rat der Kirchenfabrik und nicht durch den Rat gemeinsam mit dem Vorstand gefasst worden seien, und andererseits die Kirchenfabriken nicht die Genehmigung des Provinzialkollegiums beantragt hätten. Sie stellt außerdem das Interesse dieser klagenden Parteien an der Klageerhebung in Abrede.

B.4.2. Die klagenden Parteien erwidern, dass aufgrund von Artikel 12 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809 nur eine Beratung des Rates der Kirchenfabrik erforderlich sei und dass das Provinzialkollegium nicht der Nachfolger des Präfekturrates im Sinne von Artikel 77 desselben Dekrets sei.

B.5. Artikel 12 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809 bestimmt:

«Der Beratung durch den Rat unterliegen:

[...]

5. die einzuleitenden oder weiterzuführenden Verfahren, die Erb- oder Langzeitpachten, die Veräußerungen oder Tausche, und im Allgemeinen alle Rechtssachen, die über die Grenzen der einfachen Verwaltung der Güter der Minderjährigen hinausgehen».

Artikel 77 desselben Dekrets bestimmt in der zum Zeitpunkt des Einreichens der vorliegenden Klage geltenden Fassung:

«Die Kirchenvorsteher dürfen keinerlei Verfahren einleiten und nicht als Beklagte auftreten ohne eine Genehmigung des Präfekturrates, dem der Beschluss zugesandt wird, der diesbezüglich durch den Rat gemeinsam mit dem Vorstand gefasst werden muss».

B.6.1. Aus den Dokumenten, die der Klage beigelegt sind, geht hervor, dass der Klageerhebungsbeschluss auf Seiten der ersten klagenden Partei durch den Rat gemeinsam mit dem Vorstand im Sinne von Artikel 77 des kaiserlichen Dekrets vom 1809 gefasst wurde.

B.6.2. Artikel 77 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809 ist so auszulegen, dass er eine Genehmigung des Provinzialkollegiums vorschreibt.

Dies wird im Übrigen bestätigt durch die Vorarbeiten zu Artikel 33 des Dekrets vom 13. März 2014, durch den Artikel 77 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809 aufgehoben wird:

«Durch diesen Artikel wird die besondere Genehmigungsaufsicht des Provinzialkollegiums, die im kaiserlichen Dekret vom 30. Dezember 1809 für die Gerichtsklagen vorgesehen ist, aufgehoben. Je nach Fall unterliegt ein solcher Vorgang nunmehr der allgemeinen Annullierungsaufsicht des Provinzgouverneurs oder der Wallonischen Regierung» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 965/1, S. 7).

B.6.3. Obwohl Artikel 77 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809 durch das Dekret vom 13. März 2014, das am 1. Januar 2015 in Kraft getreten ist, aufgehoben wurde, galt er für die Kirchenfabriken zum Zeitpunkt des Einreichens der vorliegenden Klage.

B.6.4. Die Genehmigung, vor Gericht aufzutreten, kann nicht einen Akt der Aufsichtsbehörde betreffen (Staatsrat, 18. April 1958, Nr. 6.222).

Das Gleiche gilt für die Genehmigung der Aufsichtsbehörde, um eine Nichtigkeitsklage gegen das Dekret zur Regelung der Ausübung dieser Aufsicht einzureichen.

Es kann folglich nicht davon ausgegangen werden, dass das Erfordernis einer Genehmigung des Provinzialkollegiums, das durch Artikel 77 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809 eingeführt wurde, so wie er zum Zeitpunkt der vorliegenden Klage gilt, in diesem Fall anwendbar wäre.

B.6.5. Im Übrigen weist die erste klagende Partei, deren Klageerhebungsbeschluss gemäß Artikel 77 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809 gefasst wurde, in ihrer Eigenschaft als Kirchenfabrik ein Interesse an einer Klage gegen die Bestimmungen, durch die die Aufsicht über sie geregelt wird, nach.

B.6.6. Da die Klage zulässig ist in Bezug auf die erste klagende Partei, braucht nicht geprüft zu werden, ob die anderen klagenden Parteien ihre Klage auf zulässige Weise eingereicht haben.

B.7. Die Einrede der Wallonischen Regierung wird abgewiesen.

*Zur Hauptsache*

*In Bezug auf den ersten Klagegrund*

B.8. Der erste Klagegrund, der aus einem Verstoß gegen Artikel 35 der Verfassung und gegen Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nr. 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen abgeleitet ist, ist gegen Artikel 34 des Dekrets vom 13. März 2014 gerichtet, insofern diese Bestimmung, indem sie Artikel 113 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809 ersetzt, die Angelegenheit der Seminare regelt, die zum ausschließlichen Zuständigkeitsbereich der Föderalbehörde gehöre.

B.9.1. Artikel 35 der Verfassung bestimmt:

«Die Föderalbehörde ist für nichts anderes zuständig als für die Angelegenheiten, die die Verfassung und die aufgrund der Verfassung selbst ergangenen Gesetze ihr ausdrücklich zuweisen.

Die Gemeinschaften oder die Regionen, jede für ihren Bereich, sind gemäß den durch Gesetz festgelegten Bedingungen und Modalitäten für die anderen Angelegenheiten zuständig. Dieses Gesetz muss mit der in Artikel 4 letzter Absatz bestimmten Mehrheit angenommen werden.

*Übergangsbestimmung*

Das in Absatz 2 erwähnte Gesetz legt das Datum fest, an dem dieser Artikel in Kraft tritt. Dieses Datum darf nicht vor dem Datum des Inkrafttretens des in Titel III der Verfassung einzufügenden neuen Artikels liegen, der die ausschließlichen Zuständigkeiten der Föderalbehörde festlegt».

B.9.2. Da Artikel 35 der Verfassung gemäß der Übergangsbestimmung noch nicht wirksam ist, kann er keine Regel zur Verteilung der Zuständigkeiten darstellen, anhand deren der Gerichtshof seine Kontrolle ausüben darf.

Insofern der Klagegrund aus einem Verstoß gegen Artikel 35 der Verfassung abgeleitet ist, ist er nicht zulässig.

B.10. Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nr. 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, eingefügt durch Artikel 4 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001, erwähnt unter den Angelegenheiten im Sinne von Artikel 39 der Verfassung die folgende Angelegenheit:

«VIII. was die untergeordneten Behörden betrifft:

[...]

6. die Kirchenfabriken und die Einrichtungen, die damit beauftragt sind, die weltlichen Güter der anerkannten Kulte zu verwalten, mit Ausnahme der Anerkennung der Kulte und der Gehälter und Pensionen der Diener der Kulte».

B.11. Vor seiner Abänderung durch Artikel 34 des Dekrets vom 13. März 2014 bestimmte Artikel 113 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809:

«Die Stiftungen, Schenkungen oder Vermächtnisse an Kathedalkirchen und an die Seminare werden vorbehaltlich Unseres Einverständnisses im Staatsrat auf Vorschlag Unseres Ministers der Kulte durch den Diözesanbischof angenommen».

In der durch den angefochtenen Artikel 34 abgeänderten Fassung bestimmt Artikel 113 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809:

«Der Diözesanbischof genehmigt die Stiftungen, Schenkungen oder Vermächtnisse an die Seminare».

B.12. In den Vorarbeiten zu dieser Bestimmung wurde dargelegt:

«Angesichts der Einführung der allgemeinen Annullierungsaufsicht mit verpflichtender Übermittlung für die Wallonische Regierung in Bezug auf alle Schenkungsakte, die mit Auflagen und/oder frommen Auflagen verbunden sind, wird durch diesen Artikel die besondere Genehmigungsaufsicht, die im kaiserlichen Dekret vom 30. Dezember 1809 für Akte der Kathedalkirchenfabriken in Bezug auf Stiftungen, Schenkungen und Vermächtnisse vorgesehen ist, aufgehoben» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 965/1, S. 7).

B.13. Obwohl, wie die Wallonische Regierung anführt und wie aus den oben zitierten Vorarbeiten hervorgeht, der angefochtene Artikel 34 nur dazu dient, die für Kathedalkirchen geltende Organisation abzuändern, wird mit der dadurch am Text von Artikel 113 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809 vorgenommenen Abänderung jedoch ebenfalls in Bezug auf die Seminare das Erfordernis einer Genehmigung auf Vorschlag des Ministers der Kulte abgeschafft.

Indem somit Artikel 113 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809 abgeändert wird, verstößt der angefochtene Artikel 34 gegen Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nr. 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

B.14. Der erste Klagegrund ist begründet.

*In Bezug auf den zweiten Klagegrund*

B.15. Der zweite Klagegrund, der aus einem Verstoß gegen die Artikel 19 und 21 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 9 der Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleitet ist, ist gegen die Artikel 6, 10, 12, 14, 15, 18, 19, 23, 25, 27, 30, 31, 35, 37, 40, 48 und 50 des angefochtenen Dekrets gerichtet, insofern die angefochtenen Bestimmungen ungerechtfertigte Einmischungen in die organisatorische Freiheit der anerkannten Kulte darstellten.

Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass die angefochtenen Bestimmungen die Rolle der Diözesanbischöfe auf ungerechtfertigte Weise einschränken (erster Teil) und ungerechtfertigte Einmischungen in die organisatorische Autonomie der Kirchenfabriken einführen, indem sie die Verbindungen zwischen der Kirchenfabrik und ihrem Diözesanbischof verringern (zweiter Teil).

B.16. Artikel 19 der Verfassung bestimmt:

«Die Freiheit der Kulte, diejenige ihrer öffentlichen Ausübung sowie die Freiheit, zu allem seine Ansichten kundzutun, werden gewährleistet, unbeschadet der Ahndung der bei der Ausübung dieser Freiheiten begangenen Delikte».

Artikel 21 der Verfassung bestimmt:

«Der Staat hat nicht das Recht, in die Ernennung oder Einsetzung der Diener irgendeines Kultes einzugreifen oder ihnen zu verbieten, mit ihrer Obrigkeit zu korrespondieren und deren Akte zu veröffentlichen, unbeschadet, in letztgenanntem Fall, der gewöhnlichen Verantwortlichkeit im Bereich der Presse und der Veröffentlichungen.



Die zivile Eheschließung muss stets der Einsegnung der Ehe vorangehen, vorbehaltlich der erforderlichenfalls durch Gesetz festzulegenden Ausnahmen».

Artikel 9 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«(1) Jedermann hat Anspruch auf Gedanken-, Gewissens- und Religionsfreiheit; dieses Recht umfasst die Freiheit des einzelnen zum Wechsel der Religion oder der Weltanschauung sowie die Freiheit, seine Religion oder Weltanschauung einzeln oder in Gemeinschaft mit anderen öffentlich oder privat, durch Gottesdienst, Unterricht, durch die Ausübung und Beachtung religiöser Gebräuche auszuüben.

(2) Die Religions- und Bekenntnisfreiheit darf nicht Gegenstand anderer als vom Gesetz vorgesehener Beschränkungen sein, die in einer demokratischen Gesellschaft notwendige Maßnahmen im Interesse der öffentlichen Sicherheit, der öffentlichen Ordnung, Gesundheit und Moral oder für den Schutz der Rechte und Freiheiten anderer sind».

B.17. Die Religionsfreiheit beinhaltet unter anderem die Freiheit, entweder allein oder mit anderen seine Religion zum Ausdruck zu bringen.

Glaubensgemeinschaften bestehen traditionell in Form von organisierten Strukturen. Die Teilnahme am Leben der Glaubensgemeinschaft ist Ausdruck der Glaubensüberzeugung, die unter dem Schutz der Religionsfreiheit steht. Unter anderem aus dem Blickwinkel der Vereinigungsfreiheit beinhaltet die Religionsfreiheit, dass die Glaubensgemeinschaft friedlich funktionieren kann, ohne willkürliche Einmischung der öffentlichen Hand. Die Autonomie der Glaubensgemeinschaften ist nämlich unverzichtbar für den Pluralismus in einer demokratischen Gesellschaft und betrifft daher den eigentlichen Kern der Religionsfreiheit. Sie weist nicht nur ein unmittelbares Interesse für die Organisation der Glaubensgemeinschaft an sich auf, sondern auch für die tatsächliche Ausübung der Religionsfreiheit durch alle aktiven Mitglieder der Glaubensgemeinschaft. Wenn die Organisation des Lebens der Glaubensgemeinschaft nicht durch Artikel 9 der Europäischen Menschenrechtskonvention geschützt würde, wären alle anderen Aspekte der Religionsfreiheit des Einzelnen somit gefährdet (EuGHMR, 26. Oktober 2000, *Hassan und Tchaouch* gegen Bulgarien, § 62).

Die in Artikel 21 Absatz 1 der Verfassung garantierte Freiheit der Kulte erkennt die gleiche organisatorische Autonomie der Religionsgemeinschaften an. Es steht jeder Religion frei, ihre eigene Organisation aufzubauen.

B.18. Wenn der Dekretgeber eine Maßnahme ergreift, die als eine Einmischung in das Recht der anerkannten Kulte, ihre Arbeitsweise autonom zu regeln, anzusehen ist, muss der Gerichtshof prüfen, ob diese Einmischung gerechtfertigt ist. Damit die Einmischung mit der Religionsfreiheit und der Freiheit der Kulte vereinbar ist, muss die Maßnahme folglich Gegenstand einer ausreichend zugänglichen und präzisen Regelung sein, muss sie einem rechtmäßigen Zweck dienen und in einer demokratischen Gesellschaft notwendig sein, was beinhaltet, dass die Einmischung «einem zwingenden gesellschaftlichen Bedarf» entspricht und dass ein vernünftiger Zusammenhang der Verhältnismäßigkeit zwischen der rechtmäßigen Zielsetzung einerseits und der Einschränkung dieser Freiheiten andererseits besteht.

B.19. Durch das Dekret vom 13. März 2014 werden die Regeln bezüglich der Aufsicht über die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen abgeändert. Es ist zu prüfen, ob der Dekretgeber durch die Annahme der angefochtenen Bestimmungen Maßnahmen ergriffen hat, die eine Einmischung in das Recht der anerkannten Kulte, ihre Arbeitsweise autonom zu regeln, darstellen, und ob solche Maßnahmen den in B.18 erwähnten Anforderungen entsprechen.

*Erster Teil*

B.20. Im ersten Teil des zweiten Klagegrunds bemängeln die klagenden Parteien Maßnahmen, die ihrer Auffassung nach die Rolle der Diözesanbischöfe und somit die Religionsfreiheit einschränkten.

*a) Die Information des repräsentativen Organs des Kultes*

B.21.1. Die Kritik am Fehlen eines Rechtes auf Information des repräsentativen Organs des Kultes in Bezug auf die Beschlüsse der mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen betrifft die interne Organisation des Kultes. Wenn der Dekretgeber die Aufsicht über die mit der Verwaltung der weltlichen Güter beauftragten Einrichtungen regelt, braucht er in Bezug auf das repräsentative Organ des Kultes keinen allgemeinen Informationsmechanismus über jeden Beschluss dieser Einrichtungen zu regeln, da die internen Beziehungen, die diese Einrichtungen mit diesem Organ haben können, zur organisatorischen Freiheit der Kulte gehören.

B.21.2. Im Übrigen regelt das Dekret vom 13. März 2014 eine Information des repräsentativen Organs des Kultes über die Aufsichtsbeschlüsse bezüglich der Kulteinrichtungen. Artikel L3115-1 Absatz 1 des Kodex bestimmt nämlich in der durch Artikel 3 des Dekrets vom 13. März 2014 abgeänderten Fassung:

«Jeder Beschluss der Aufsichtsbehörde wird der betreffenden Behörde und gegebenenfalls den Interessehabenden notifiziert und, was die Beschlüsse bezüglich der Akte der mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen betrifft, dem anerkannten repräsentativen Organ».

In den Vorarbeiten zum Dekret vom 13. März 2014 wird bezüglich dieser Bestimmung erklärt, dass ihr Ziel darin besteht, dass «die Beschlüsse der Aufsichtsbehörde (ungeachtet dessen, ob es sich um die Regierung, den Provinzgouverneur oder den Gemeinderat handelt) in Bezug auf Kulte dem repräsentativen Organ übermittelt werden, dem die lokale Kulteinrichtung untersteht» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 965/1, S. 3).

B.21.3. Der erste Teil des zweiten Klagegrunds ist, insofern er gegen das Nichtvorhandensein eines Informationsrechts des Diözesanbischofs gerichtet ist, unbegründet.

*b) Die Stellungnahme des repräsentativen Organs des Kultes*

B.22.1. Die klagenden Parteien bemängeln ebenfalls die unzulängliche Berücksichtigung der Stellungnahme des repräsentativen Organs des Kultes in den Artikeln 6, 10, 12, 14 und 18 des Dekrets vom 13. März 2014.

B.22.2. Mit den angefochtenen Artikeln 6, 10 und 12 wird eine allgemeine Annullierungsaufsicht über die Akte der mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen eingeführt. Die Nichtigerklärung kann verkündet werden, wenn der Akt «gegen das Gesetz verstößt oder das allgemeine Interesse verletzt», wobei das allgemeine Interesse «das kommunale und das provinzielle Interesse» umfasst (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 965/1, S. 4); im Rahmen der Ausübung dieser Aufsicht ist eine Stellungnahme des repräsentativen Organs des Kultes nicht erforderlich.

B.22.3. Mit den Artikeln 14 und 18 wird «eine allgemeine Annullierungsaufsicht mit zwingender Übermittlung für gewisse Akte der mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen» organisiert (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 965/1, S. 4), wobei die Aufsichtsmaßnahmen in Bezug auf alle anerkannten Kulte vereinheitlicht werden; die erwähnten Akte betreffen öffentliche Aufträge über einen bestimmten Betrag hinaus, die zivilen Immobilientransaktionen über einen Betrag von 10 000 Euro hinaus, bestimmte Schenkungen an die Kulteinrichtungen sowie den Bau eines für die Ausübung des Kultes oder die Wohnung des Dieners des Kultes bestimmten Gebäudes. Bei der Übermittlung gewisser dieser Akte muss überdies die Stellungnahme oder die gleich lautende Stellungnahme des repräsentativen Organs des Kultes beigefügt werden. Diesbezüglich ist daran zu erinnern, dass Artikel 62 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809 in der durch das angefochtene Dekret abgeänderten Fassung bestimmt:

«Kirchliche unbewegliche Güter dürfen nicht verkauft, veräußert, getauscht oder selbst für eine längere Dauer als neun Jahre vermietet werden ohne einen Beschluss des Rates und die Stellungnahme des Diözesanbischofs».



Diese Bestimmung ist also in Verbindung mit dem angefochtenen Artikel 14 zu betrachten, so dass die Stellungnahme des Bischofs weiterhin erforderlich ist für diese Kategorien von Akte in Bezug auf kirchliche unbewegliche Güter, ungeachtet ihres Betrags.

B.22.4. Die Religionsfreiheit und die sich daraus ergebende Autonomie der Organisation der Religionsgemeinschaften bedeuten nicht, dass der Dekretgeber, wenn er die Aufsicht über die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen regelt, verpflichtet wäre, in allen Fällen die Stellungnahme dieses repräsentativen Organs vor der Ausübung der Aufsicht einzuholen.

Obwohl der Dekretgeber, wenn entweder die gleich lautende Stellungnahme oder die Stellungnahme des repräsentativen Organs des Kultes im Rahmen der Ausübung der Aufsicht erforderlich ist, einverstanden ist, die Rolle dieses Organs in Bezug auf die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen zu berücksichtigen, erfordert die Religionsfreiheit es jedoch nicht, diese Stellungnahme vor jedem Beschluss der Aufsichtsbehörde einzuholen, und ebenfalls nicht, auf Ebene der öffentlichen Aufsicht interne Beziehungen zu regeln, die gerade zur organisatorischen Autonomie der Religionsgemeinschaften gehören.

B.22.5. Insofern der erste Teil des zweiten Klagegrunds gegen den Umstand gerichtet ist, dass vorher die Stellungnahme des repräsentativen Organs unzureichend berücksichtigt würde, was sich aus den Artikeln 6, 10, 12, 14 und 18 des Dekrets vom 13. März 2014 ergeben würde, ist er unbegründet.

*c) Die Fristen, denen das repräsentative Organ des Kultes unterliegt*

B.23.1. Die klagenden Parteien bemängeln ebenfalls die Frist von zwanzig Tagen, der das repräsentative Organ des Kultes unterliege, um die Haushalte und die Rechnungen zu genehmigen sowie die Ausgaben in Verbindung mit der Ausübung des Kultes festzulegen.

B.23.2. In der Begründung des angefochtenen Dekrets heißt es diesbezüglich:

«Ebenso wie für die Gemeinden und ÖSHZen unterliegen die Haushalte, Haushaltsänderungen und Rechnungen weiterhin der besonderen Genehmigungsaufsicht. Für die Kulte, die auf kommunaler Ebene finanziert werden, werden die kommunalen Behörden angesichts der Verpflichtung, die Kultureinrichtungen zu unterstützen, künftig konkreter in den Prozess zur Genehmigung der Haushalte, der Haushaltsänderungen und der Jahresrechnungen ihrer Einrichtungen einbezogen, denn ihre Rolle wird nicht mehr auf die bloße Stellungnahme begrenzt sein.

Die Einführung einer zwingenden Frist für die Genehmigungsinstanz hinsichtlich der Prüfung der Haushalte und Rechnungen der Kultureinrichtungen bezweckt außerdem, die rechtliche Kohärenz und Angemessenheit mit den Bestimmungen des Dekrets vom 22. November 2007 ' zur Abänderung bestimmter Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung ' zu gewährleisten» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 965/1, S. 2).

Indem dem Diözesanbischof eine Frist von zwanzig Tagen vorgeschrieben wird, um die Haushalte und Rechnungen der Kirchenfabriken zu genehmigen und die Ausgaben des Kultes festzulegen, beinhalten die angefochtenen Artikel 37, 40, 48 und 50 keine Einmischung in die Religionsfreiheit dieser Einrichtungen und des repräsentativen Organs.

Diese Frist gilt auf die gleiche Weise für die repräsentativen Organe der verschiedenen mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen und soll es den Aufsichtsbehörden ermöglichen, rechtzeitig über die Elemente zu verfügen, die es ihnen ermöglichen, die Haushalte und Rechnungen dieser Einrichtungen zu genehmigen.

Diese Frist von zwanzig Tagen erscheint im Übrigen nicht unvernünftig, da sie direkt aus der vorherigen Regelung übernommen wurde, so wie sie sich aus Artikel 3 des Gesetzes vom 4. März 1870 über die weltlichen Güter der Kulte, der durch den nicht angefochtenen Artikel 38 des Dekrets vom 13. März 2014 aufgehoben wird, ergab.

B.23.3. Der erste Teil des Klagegrunds ist unbegründet, insofern er gegen die Artikel 37, 40, 48 und 50 des Dekrets vom 13. März 2014 gerichtet ist.

*d) Der Einspruch*

B.24.1. Die klagenden Parteien üben ebenfalls Kritik an Artikel 27 des Dekrets vom 13. März 2014, insofern diese Bestimmung dem Bischof keine wirksame Beschwerdemöglichkeit gegen einen Beschluss der Gemeinde zur Verweigerung der Genehmigung oder zur teilweisen Genehmigung biete, da es für den Gouverneur genüge, nicht innerhalb von dreißig Tagen zu entscheiden, damit der Verweigerungsbeschluss endgültig werde.

B.24.2. In den Vorarbeiten zu dieser Bestimmung heißt es:

«Durch Paragraph 1 dieses Artikels wird zugunsten der auf kommunaler Ebene finanzierten Kultureinrichtungen und ihres repräsentativen Organs ein Einspruchsverfahren vor dem Gouverneur gegen den Beschluss der Aufsichtsbehörde in Bezug auf die Haushalte, Haushaltsänderungen und Rechnungen der Kultureinrichtungen eingeführt.

Im Bemühen um die juristische Kohärenz mit der Praxis hinsichtlich der strittigen Haushalte, Haushaltsänderungen und Rechnungen der Gemeinden und der Provinzen wird eine zwingende Frist für die Einspruchsinstanz eingeführt, die über die strittigen Haushalte, Haushaltsänderungen und Rechnungen der Kultureinrichtungen befindet» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 965/1, S. 6).

B.24.3. Durch die angefochtene Bestimmung wird eine zwingende Frist eingeführt, damit die Behörde über den Einspruch der betreffenden Einrichtung oder des repräsentativen Organs des Kultes befindet; diese Maßnahme stellt keine Einmischung in die organisatorische Freiheit der Kulte dar.

Überdies kann in der Annahme, dass das Anführen einer Verletzung des Rechts auf eine wirksame Beschwerde aus dem Blickwinkel einer Verletzung der Religionsfreiheit betrachtet werden könnte, diese Kritik ebenfalls nicht angenommen werden. Indem festgelegt wird, dass im Fall des Ausbleibens eines Beschlusses innerhalb dieser Frist der strittige Beschluss als bestätigt gilt, verleiht die angefochtene Maßnahme nämlich der Nichteinhaltung dieser Frist von dreißig Tagen durch die Einspruchsinstanz eine Wirkung; indem das Ausbleiben eines Beschlusses einem Beschluss zur Bestätigung des angefochtenen Beschlusses gleichgesetzt wird, missachtet dieser Artikel keineswegs das Recht auf eine wirksame Beschwerde, sondern gewährleistet im Gegenteil die Rechtssicherheit und ermöglicht es den Betroffenen, eine Klage beim Staatsrat einzureichen.

B.24.4. Der erste Teil des zweiten Klagegrunds ist unbegründet, insofern er gegen Artikel 27 des Dekrets vom 13. März 2014 gerichtet ist.

B.25. Der erste Teil des zweiten Klagegrunds ist unbegründet.

*Zweiter Teil*

B.26. Im zweiten Teil ihres zweiten Klagegrunds bemängeln die klagenden Parteien das, was ihrer Ansicht nach eine Einmischung in die organisatorische Freiheit der Kirchenfabriken und der Bischöfe darstelle.

*a) Die Verpflichtung zur Übermittlung*

B.27.1. In den angefochtenen Artikeln 15 und 19 ist die Übermittlung einer Liste von Beschlüssen, die eine finanzielle Wirkung haben und nicht in den Haushalt aufgenommen werden, an die Aufsichtsbehörden innerhalb von zehn Tagen nach der Sitzung, in der die Beschlüsse gefasst wurden, vorgesehen.

In den Vorarbeiten wurde präzisiert:

«In Bezug auf die Beziehungen zwischen den Kulteinrichtungen und der bezuschussenden Behörde ermöglicht das Dekret mehr Transparenz und eine größere Konzertierung; die Kulteinrichtungen sind verpflichtet, der bezuschussenden Behörde eine Liste aller Beschlüsse, die finanzielle Auswirkungen aufweisen und nicht im Haushalt angeführt sind, zu übermitteln mit einer Einspruchsmöglichkeit der bezuschussenden Behörde entweder bei dem Gouverneur oder bei der Regierung, je nach Fall, in Bezug auf diese Beschlüsse» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 965/1, S. 2).

Er wurde ebenfalls dargelegt:

«Mit diesem Artikel wird eine Informationspflicht durch die Übermittlung einer Liste der Beschlüsse an die bezuschussende Behörde vorgesehen, wenn die mit der Verwaltung der weltlichen Güter eines anerkannten Kultes beauftragte Einrichtung einen Beschluss fasst, der nicht zu den Kategorien der Akte im Sinne von Artikel L3161-4 gehört, jedoch durch Artikel L1321-1 Nr. 9 des Kodex finanzielle Auswirkungen für die bezuschussende Behörde haben kann, wenn dies nicht im Haushalt angegeben ist.

Die Bestimmung verleiht der bezuschussenden Behörde also ein Recht, die betreffenden Beschlüsse anzufordern und Einspruch einzulegen.

Im Bemühen, nicht das Vorlegen einer allzu langen Liste vorzuschreiben, müssen die Beschlüsse mit finanzieller Auswirkung, die zu den Kategorien von Akten im Sinne von Artikel L3161-4 gehören, oder die Beschlüsse, die bereits deutlich aus den Akten im Sinne von Artikel 3161-1 § 1 Nr. 1 abzuleiten waren, nicht in der besagten Liste angeführt werden» (ebenda, S. 5).

B.27.2. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass die betreffenden Beschlüsse diejenigen sind, die Auswirkungen im Sinne von Artikel L1321-1 Nr. 9 des Kodex haben können, der bestimmt:

«Der Gemeinderat ist verpflichtet, jedes Jahr im Ausgabenhaushalt alle Ausgaben anzuführen, die durch das Gesetz den Gemeinden auferlegt werden, und insbesondere die folgenden:

[...]

9. die Beihilfen für die Kirchenfabriken und Konsistorien gemäß den auf diesem Gebiet bestehenden Bestimmungen, falls festgestellt wird, dass die Mittel dieser Einrichtungen unzureichend sind;».

Diese Übermittlungspflicht soll es der Aufsichtsbehörde ermöglichen, eine Kontrolle über die Ausgaben auszuüben, die gegebenenfalls nicht im Haushalt angegeben sind; sie ermöglicht es der Aufsichtsbehörde, gegebenenfalls zusätzliche Informationen über einen oder mehrere dieser Beschlüsse anzufordern. Diese Maßnahme stellt keine Einmischung in die organisatorische Freiheit der Kulte dar, sondern soll der Aufsichtsbehörde zusätzliche Informationen nur über die Beschlüsse bieten, die einen zusätzlichen finanziellen Beitrag der bezuschussenden Behörde im Vergleich zum angekündigten Haushalt der Kulteinrichtung erfordern.

Außerdem ist die in dieser Bestimmung vorgesehene Frist von zehn Tagen nicht unverhältnismäßig und erlegt sie den betreffenden Einrichtungen keine unvernünftige Verpflichtung auf, denn es handelt sich nur um die Übermittlung einer Liste von Beschlüssen mit einer finanziellen Auswirkung, ohne dass dieser Liste Belege beizufügen sind.

B.27.3. Die Frist von fünfzehn Tagen, um mit den Belegen bestimmte Akte der Einrichtungen im Sinne der angefochtenen Artikel 14 und 18 zu übermitteln (öffentliche Aufträge über einen bestimmten Betrag hinaus, Akte in Bezug auf die unbeweglichen Güter, Schenkungen und Vermächtnisse eines bestimmten Umfangs, Bau eines für die Ausübung des Kultes oder die Wohnung des Dieners des Kultes bestimmten Gebäudes), erscheint ebenfalls nicht unvernünftig und unverhältnismäßig, da davon auszugehen ist, dass diese Akte, die erhebliche finanzielle Auswirkungen haben können, auf Ebene der betreffenden, mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtung besonders im Auge behalten werden und ebenfalls eine besondere Kontrolle durch die Aufsichtsbehörde rechtfertigen.

Es obliegt im Übrigen nicht dem Dekretgeber, bei der Regelung der Ausübung der Aufsicht die Häufigkeit der Sitzungen der Räte oder Vorstände der Kirchenfabriken oder den Umstand, dass die Kirchenfabriken größtenteils aus Freiwilligen zusammengesetzt sind, zu berücksichtigen.

B.27.4. Der zweite Teil des zweiten Klagegrunds ist unbegründet, insofern er gegen die Artikel 14, 15, 18 und 19 des Dekrets vom 13. März 2014 gerichtet ist.

#### b) Die Genehmigung der Haushalte

B.28.1. Die klagenden Parteien bemängeln auch die besondere Aufsicht in Bezug auf die Genehmigung der Haushalte (die angefochtenen Artikel 23, 25 und 27), insofern die Aufsichtsbehörde die Einnahmen- und Ausgabenvoranschläge ändern könnte und diese Kontrollinstanz ebenfalls diejenige sei, die verpflichtet sei, sich finanziell in Bezug auf die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der Kulte beauftragten Einrichtungen zu beteiligen.

B.28.2. In den Vorarbeiten zu dem angefochtenen Artikel 23 heißt es:

«Paragraph 1 dieses Artikels bezweckt, den kommunalen Behörden, die verpflichtet sind, den auf kommunaler Ebene bestehenden Kulteinrichtungen Beistand zu leisten, die Möglichkeit zu bieten, konkreter in den Prozess der Genehmigung der Haushalte, der Haushaltsänderungen und der Rechnungen dieser Einrichtungen einbezogen zu werden. In diesem Artikel ist nämlich vorgesehen, den kommunalen Behörden eine größere Befugnis zu verleihen als diejenige, die lediglich im bisherigen Recht besteht, die Haushalte, Haushaltsänderungen und Rechnungen dieser Einrichtungen zur Kenntnis zu nehmen. Außerdem müssen die Dokumente, die den Gemeinden vorgelegt werden, vorher dem repräsentativen Organ zur Genehmigung unterbreitet werden.

Paragraph 2 soll es ermöglichen, dass im Bemühen um eine kohärente Rechtsprechung die Genehmigungsaufsicht in Bezug auf die Haushalte, Haushaltsänderungen und Rechnungen der auf provinzieller Ebene organisierten Kulteinrichtungen auf Seiten der Wallonischen Regierung beibehalten wird. Auch in diesem Fall müssen die der Regierung vorgelegten Dokumente vorher dem anerkannten repräsentativen Organ zur Genehmigung unterbreitet worden sein» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 965/1, S. 5).

In Bezug auf den angefochtenen Artikel 25 wurde dargelegt:

«In diesem Artikel ist das für die besondere Genehmigungsaufsicht geltende Verfahren festgelegt.

Im Bemühen um eine juristische Kohärenz wird eine ähnliche Reformierungsbefugnis wie diejenige, die den Aufsichtsbehörden für die Haushalte, die Haushaltsänderungen und die Rechnungen der Gemeinden und der Provinzen geboten wird, den Aufsichtsbehörden für die vorher durch das repräsentative Organ genehmigten Haushalte, Haushaltsänderungen und Rechnungen gewährt, insbesondere unter Einhaltung der bestehenden Rechtsvorschriften.

[...]

Was die Haushalte und Haushaltsänderungen der Kulteinrichtungen betrifft, darf die Aufsichtsbehörde die Ausgaben im Zusammenhang mit der Ausübung des Kultes, die endgültig durch das repräsentative Organ des Kultes festgelegt werden, nicht ändern.

In Bezug auf die Rechnungen der Kulteinrichtungen kann die Aufsichtsbehörde die Ausgaben für die Ausübung des Kultes abändern, selbst wenn diese durch das repräsentative Organ des Kultes festgelegt wurden» (ebenda, S. 6).

In Bezug auf die durch Artikel 27 geregelte Einspruchsmöglichkeit heißt es in den Vorarbeiten ebenfalls:

«Eine Befugnis zur Änderung der strittigen Haushalte, Haushaltsänderungen und Rechnungen wird der Einspruchsinstanz insbesondere unter Einhaltung der bestehenden Rechtsvorschriften gewährt, um es ihr gegebenenfalls zu ermöglichen, das in der Streitsache festgestellte Problem endgültig zu lösen und somit zu vermeiden, dass der Akt erneut angenommen werden müsste, was unvermeidlich zu einem bedeutenden Zeitverlust führen würde.

In Bezug auf die Haushalte und Haushaltsänderungen der Kulteinrichtungen darf die Einspruchsinstanz nicht die Ausgaben bezüglich der Ausübung des Kultes, die endgültig durch das repräsentative Organ des Kultes festgelegt wurden, ändern.

In Bezug auf die Rechnungen der Kulteinrichtungen darf die Einspruchsinstanz die Ausgaben in Bezug auf die Ausübung des Kultes ändern» (ebenda).

B.28.3. Indem für die Haushalte, Haushaltsänderungen und Rechnungen der mit der Verwaltung der weltlichen Güter der Kulte beauftragten Einrichtungen eine besondere Genehmigungsaufsicht auferlegt wird, können die angefochtenen Bestimmungen eine Einmischung in die organisatorische Autonomie dieser Einrichtungen darstellen. Diese Kontrolle ist jedoch durch den Umstand gerechtfertigt, dass diese Einrichtungen durch die lokalen Behörden finanziert werden und dass eine Rationalisierung der lokalen Ausgaben den Interessen dieser Gemeinschaften dient. Diese Einmischung ist im Übrigen begrenzt, da die Aufsichtsbehörde den Haushalt, der spezifisch den Kult betrifft, nicht ändern darf.

Aus den vorstehend zitierten Vorarbeiten geht nämlich hervor, dass die Aufsichtsbehörde oder die Einspruchsinstanz nur die Haushalte und die Haushaltsänderungen der Kulteinrichtungen ändern darf in Bezug auf die Ausgaben, die nicht die Ausübung des Kultes betreffen, da die Ausgaben bezüglich der Ausübung des Kultes endgültig durch das repräsentative Organ des Kultes festgelegt werden.

Die Möglichkeit, die Rechnungen der Kulteinrichtungen hinsichtlich der Ausgaben für die Ausübung des Kultes zu ändern, ist ihrerseits gerechtfertigt durch das Bemühen, diese Rechnungen mit den tatsächlich durch die Ausübung des Kultes entstehenden Kosten in Einklang zu bringen.

B.28.4. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, beinhalten die angefochtenen Bestimmungen keine ungerechtfertigte Einmischung in die organisatorische Freiheit der anerkannten Kulte, sondern regeln eine Kontrolle der Haushalte, Haushaltsänderungen und Rechnungen der Kulteinrichtungen, was das Gegenstück zu ihrer öffentlichen Finanzierung ist, wobei jedoch die spezifische Beschaffenheit dieser Einrichtungen und die Rolle des repräsentativen Organs des Kultes in der Festlegung der Ausgaben in Bezug auf die Ausübung des Kultes gewahrt bleiben.

B.28.5. Der zweite Teil des zweiten Klagegrunds ist unbegründet, insofern er gegen die Artikel 23, 25 und 27 des Dekrets vom 13. März 2014 gerichtet ist.

*c) Die Aufhebung gewisser Formen der Aufsicht*

B.29. Im Übrigen ist nicht ersichtlich, wie die Aufhebung gewisser Formen der besonderen Genehmigungsaufsicht in den angefochtenen Artikeln 30, 31 und 35 eine Verringerung des Schutzes der Güter dieser mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen darstellen könnte.

B.30. Der zweite Teil des zweiten Klagegrunds ist unbegründet, insofern er gegen die Artikel 30, 31 und 35 des Dekrets vom 13. März 2014 gerichtet ist.

B.31. Der zweite Teil des zweiten Klagegrunds ist unbegründet.

*In Bezug auf den dritten Klagegrund*

B.32. Der dritte Klagegrund, der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitet ist, ist gegen die Artikel 6, 10, 12, 14, 15, 18, 19, 27, 37, 40, 45, 48 und 50 des Dekrets vom 13. März 2014 gerichtet.

Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass durch die angefochtenen Bestimmungen die Kirchenfabriken und die ÖSHZen auf identische Weise behandelt würden, ohne die spezifischen Merkmale der Erstgenannten zu berücksichtigen (erster Teil), und die Kirchenfabriken diskriminiert würden, indem ihnen weniger günstige Regeln auferlegt würden als den ÖSHZen, wie die Fristen oder eine Organisation des automatischen Rechtsverlustes (zweiter Teil).

*Erster Teil*

B.33.1. Im ersten Teil des dritten Klagegrunds üben die klagenden Parteien Kritik an den Artikeln 6, 10, 12, 14, 18 und 27 des Dekrets, insofern in diesen Bestimmungen nicht ausreichend die Anwesenheit und die Rolle der Bischöfe im Leben der Kirchenfabriken berücksichtigt würden. Sie bemängeln ebenfalls die Verpflichtung zur Übermittlung der Beschlüsse mit finanziellen Auswirkungen, die in den angefochtenen Artikeln 15 und 19 vorgesehen und der für die ÖSHZen geltenden Verpflichtung nachempfunden sei, sowie die Fristen, in denen die Kulteinrichtungen gewisse Beschlüsse übermitteln müssten (angefochtene Artikel 14, 15, 18 und 19).

B.33.2. Obwohl das wallonische Dekret vom 13. März 2014 die Bestimmungen über die Verwaltungsaufsicht über die lokalen Behörden harmonisieren soll, insbesondere in Anlehnung an die Aufsicht über die ÖSHZen (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 965/5, S. 3), vereinheitlicht es die bestehenden Aufsichtsmechanismen in Bezug auf die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen, wobei gleichzeitig mehrfach der Standpunkt des repräsentativen Organs des Kultes berücksichtigt und somit dessen Rolle anerkannt wird.

Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, werden im angefochtenen Dekret die spezifischen Merkmale der mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen berücksichtigt, so dass man der Kritik an einer identischen Behandlung der Kulteinrichtungen und der ÖSHZen nicht folgen kann.

B.33.3. Im Übrigen kommt die Kritik der Kläger derjenigen gleich, die im zweiten Klagegrund enthalten ist, so dass der erste Teil des dritten Klagegrunds aus denselben Gründen unbegründet ist.

*Zweiter Teil*

B.34.1. Im zweiten Teil des dritten Klagegrunds üben die klagenden Parteien Kritik an den Artikeln 37, 40, 48 und 50, insofern der Bischof über zwanzig Tage verfüge, um die Ausgaben des Kultes festzulegen und die Haushalte der Kirchenfabriken zu genehmigen, während die Aufsichtsbehörden über vierzig Tage verfügten, um diese Haushalte zu genehmigen.

B.34.2. Die Artikel 37 und 40 regeln die Verfahren in Bezug auf einerseits den Beschluss des repräsentativen Organs des Kultes über die Ausgaben bezüglich der Ausübung des Kultes, die im Haushalt beziehungsweise in den Rechnungen der Pfarrkirchenfabrik enthalten sind, sowie die Genehmigung im Übrigen und andererseits die Stellungnahmen der Gemeinderäte, die nicht die besondere Genehmigungsaufsicht über den Haushalt beziehungsweise die Rechnungen ausüben (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 965/1, S. 8); die Artikel 48 und 50 bilden die Verlängerung dieser Bestimmungen, wenn die Kulteinrichtung eine Kathedalkirchenfabrik ist (ebenda, S. 9).

Die Einführung einer zwingenden Frist für die Behörden, die entweder einen Beschluss oder eine Stellungnahme über den Haushalt beziehungsweise die Rechnungen der Kulteinrichtung fassen beziehungsweise abgeben können, soll es der Aufsichtsinstanz ermöglichen, über den Haushalt beziehungsweise die Rechnungen innerhalb der ihr auferlegten zwingenden Frist zu befinden (ebenda, S. 8).



Bezüglich der Frist von vierzig Tagen wurde in den Vorarbeiten hinsichtlich des Artikels 25 des Dekrets vom 13. März 2014 erläutert:

«Die Frist von vierzig Tagen, die der Aufsichtsinstanz gewährt wird, um ihren Beschluss zu fassen, soll es den Gemeinderäten materiell ermöglichen, eine Sitzung zu organisieren, in der der ihnen vorgelegte Akt geprüft wird» (ebenda, S. 6).

Die ursprünglich im angefochtenen Artikel 50 vorgesehene Frist von zwanzig Tagen wurde im Übrigen auf vierzig Tage verlängert, damit der Provinzialrat, der sich einmal pro Monat versammelt, keine außerordentliche Sitzung organisieren muss, die zusätzliche Funktionskosten verursacht. (Abänderungsantrag Nr. 3, *Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 965/2, S. 2); diese Frist wurde durch Abänderungsanträge ebenfalls auf vierzig Tage verlängert für die Gemeinderäte in den angefochtenen Artikeln 37 und 40 (Abänderungsanträge Nrn. 1 und 2, *Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 965/4).

B.34.3. Das repräsentative Organ des Kultes und die Aufsichtsbehörden befinden sich hinsichtlich ihrer Rolle und ihres Statuts in einer wesentlich unterschiedlichen Situation in Bezug auf die ihnen auferlegten Fristen zur Ausführung ihres Auftrags der Kontrolle der Haushalte und Rechnungen der mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen. Es würde im Übrigen der Behandlungsgleichheit zwischen den verschiedenen anerkannten Kulturen widersprechen, wenn diese Frist je nach der Anzahl der Kultureinrichtungen, die dem repräsentativen Organ des Kultes unterstehen, moduliert würde.

Im Übrigen ist die Frist von zwanzig Tagen, die für das repräsentative Organ des Kultes gilt, nicht unvernünftig oder unverhältnismäßig, da es die Frist ist, die, wie bereits in B.23.2 in Erinnerung gerufen wurde, bereits in der vorherigen Regelung galt, die auf den katholischen Kult anwendbar war.

B.34.4. Der zweite Teil des dritten Klagegrunds ist unbegründet, insofern er gegen die Artikel 37, 40, 48 und 50 des Dekrets vom 13. März 2014 gerichtet ist.

B.35.1. Die klagenden Parteien bemängeln schließlich die Regelung des im angefochtenen Artikel 45 vorgesehenen Rechtsverlustes, die nicht für die ÖSHZen bestehe.

B.35.2. In der Begründung des Dekrets vom 13. März 2014 wurde angeführt:

«[Das] in den spezifischen Rechtsvorschriften vorgesehene Verfahren des Rechtsverlustes wird modernisiert und auf alle Kulte erweitert. Das Dekret soll der bezuschussenden Behörde eine Informationspflicht im Fall eines Versäumnisses der Kultureinrichtung verleihen, um eine schnelle Reaktion zu gewährleisten und somit Verwaltungsrückstände zu vermeiden» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 965/1, S. 2).

In den Vorarbeiten zu dem angefochtenen Artikel 45 wurde ebenfalls dargelegt:

«Die Revision dieses Artikels wurde vorgenommen, um das zum Rechtsverlust einer Kultureinrichtung führende Verfahren neu zu regeln.

Das Verfahren des Rechtsverlustes besteht bereits im Gesetz vom 4. März 1870. Durch die Abänderung wird dieses Gesetz nur mit der neuen kommunalen Zuständigkeit zur Genehmigung der Haushalte und Rechnungen in Einklang gebracht. Es wird vorgeschlagen, es beizubehalten, denn der Rechtsverlust ist das einzige Druckmittel, damit die mit der Verwaltung der weltlichen Güter des Kultes beauftragten Einrichtungen (nicht nur die Kirchenfabriken, sondern auch die Einrichtungen der anderen Kulte) ihre gesetzlichen Verpflichtungen zur Übermittlung der Rechnungen und Haushalte einhalten. Es wäre im Übrigen vollkommen unangemessen, wenn eine Einrichtung, die ihre Rechnungen und Haushalte nicht übermittelt, die Gemeinden und Provinzen zwingen könnte, ihr Zuschüsse zu gewähren.

[...]

Überdies ist es, um dem Rechtsverlust zu entgehen, den für verlustig erklärten Einrichtungen möglich, ein erneutes Anerkennungsverfahren einzureichen.

Zur Information sei bemerkt, dass das Verfahren und die Kriterien für die Anerkennung der örtlichen Gemeinschaften der Rechtsprechung entsprechen und aus der vorherigen föderalen Zuständigkeit übernommen wurden (Anzahl Gläubiger, kommunale Stellungnahmen, usw.).

[...]

Der Rechtsverlust beinhaltet nicht den Verlust der Anerkennung der Rechtspersönlichkeit, sondern einen Verlust des Anspruchs auf Bezuschussung; dennoch kann eine Bestätigung der Anerkennung die Gemeinschaft wieder in ihren vorherigen Anerkennungsstatus zurückversetzen, was zu Rechten und Pflichten für die Gemeinden beziehungsweise Provinzen und die lokalen Gemeinschaften führt:

- für die Gemeinde beziehungsweise Provinz: die Verpflichtung, jedes Jahr im Ausgabenhaushalt die Beihilfen für die öffentlichen Kultureinrichtungen einzutragen, falls die Unzulänglichkeit der Mittel dieser Einrichtungen festgestellt wird, und die Verpflichtung, dem Priester des Kultes ein Pfarrhaus oder andernfalls eine Wohnung zur Verfügung zu stellen, oder noch andernfalls einen Wohnzuschuss zu gewähren, und dies selbst wenn die öffentliche Kultureinrichtung über die finanziellen Mittel verfügt, um diese Verpflichtung selbst zu übernehmen.

Als Gegenleistung für diese Verpflichtungen unterliegen die lokalen Gemeinschaften der Ausübung der Aufsicht über ihre Rechnungen und Haushalte» (ebenda, SS. 8-9).

B.35.3. Diese Regelung des Rechtsverlustes trägt zur Effizienz der Aufsicht bei, indem die betreffenden Einrichtungen veranlasst werden, Verspätungen oder Auslassungen bei der Übermittlung ihrer Haushalte und Rechnungen zu vermeiden, als Gegenleistung für ihre öffentliche Finanzierung auf lokaler Ebene. Die Regelung des Rechtsverlustes bestand im Übrigen bereits in Bezug auf den katholischen Kult und ist auf die anderen anerkannten Kulte ausgedehnt worden. Der Umstand, dass die Regelung des Rechtsverlustes nicht für die ÖSHZen besteht, reicht nicht aus, um daraus einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen den Kultureinrichtungen und den ÖSHZen abzuleiten.

Diese Sanktion in Bezug auf die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen ist vernünftig gerechtfertigt durch das Ziel der Rationalisierung der Ausgaben auf lokaler Ebene, das mit dem angefochtenen Dekret verfolgt wird.

B.35.4. Der zweite Teil des dritten Klagegrunds ist unbegründet, insofern er gegen Artikel 45 des Dekrets vom 13. März 2014 gerichtet ist.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 34 des Dekrets der Wallonischen Region vom 13. März 2014 zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung und verschiedener Bestimmungen bezüglich der Aufsicht über die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragten Einrichtungen für nichtig;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 1. Oktober 2015.

Der Kanzler,  
F. Meersschant

Der Präsident,  
J. Spreutels